ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

3^e Législature

SECONDE SESSION ORDINAIRE DE 1966-1967

COMPTE RENDU INTEGRAL — 38^e SEANCE

2^e Séance du Mardi 6 Juin 1967.

SOMMAIRE

1. — Réunion de la conférence des présidents (p. 1614).

2. — Règlement judiciaire, liquidation des biens, faillite personnelle et banqueroutes. — Suite de la discussion, après déclaration d'urgence, d'un projet de loi (p. 1614).

Question préalable : MM. Defferre, Sabatier, Capitant, président de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République; Frey, ministre d'Etat chargé des relations avec le Parlement; Joxe, garde des sceaux, ministre de la justice. — Rejet, par scrutin.

Discussion générale : MM. Massot, Zimmermann. — Clôture.

Art. 1^{er} :

Amendement n° 1 de la commission : MM. Lhurbide, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République; le garde des sceaux, Zimmermann, Lepeu. — Adoption.

Amendement n° 2 de la commission : MM. le rapporteur, le garde des sceaux, Massot, Mme la présidente. — Retrait.

Amendement nouveau de la commission. — MM. le rapporteur, le garde des sceaux. — Adoption.

Adoption de l'article 1^{er} modifié.

Art. 2 :

Amendement n° 3 de la commission : MM. le rapporteur, le garde des sceaux. — Adoption.

Adoption de l'article 2 modifié.

Art. 3 et 4. — Adoption.

Art. 5 :

Amendement n° 4 de la commission, tendant à une nouvelle rédaction : MM. le rapporteur, le garde des sceaux. — Adoption.

Art. 6. — Adoption.

Art. 7 :

Amendement n° 5 de la commission : MM. le rapporteur, le garde des sceaux. — Adoption.

Amendement n° 93 de M. Massot : M. Massot. — Retrait.

Adoption de l'article 7 modifié.

Art. 8 et 9. — Adoption.

Art. 10 :

Amendement n° 6 de la commission : MM. le rapporteur, le garde des sceaux, Massot. — Adoption.

Adoption de l'article 10 modifié.

Art. 11 et 12. — Adoption

Avant l'article 13 :

Amendement n° 7 rectifié de la commission : MM. le rapporteur, le garde des sceaux. — Réserve.

Art. 13 :

Amendement n° 8 de la commission : MM. le rapporteur, le garde des sceaux, Rivièrez. — Adoption.

Adoption de l'article 13 modifié.

Art. 14 et 15. — Adoption.

Après l'article 15 :

Amendement n° 9 de la commission : MM. le rapporteur, le garde des sceaux. — Adoption de l'amendement modifié.

Art. 16 à 18. — Adoption.

Art. 19 :

Amendement n° 94 de M. Massot : MM. Massot, le rapporteur, le garde des sceaux. — Adoption.

Adoption de l'article 19 complété.

Art. 20. — Adoption.

Art. 21 :

Amendement n° 95 de M. Massot : MM. Massot, le rapporteur, le garde des sceaux. — Rejet.

Amendement n° 10 de la commission : MM. le rapporteur, le garde des sceaux, de Grailly, vice-président de la commission. — Adoption.

Amendement n° 96 de M. Massot : MM. Massot, de Grailly, vice-président de la commission; le garde des sceaux. — Retrait.

Adoption de l'article 21 modifié.

Art. 22 : MM. le rapporteur, le garde des sceaux, de Grailly, vice-président de la commission. — Adoption.

Art. 23 :

Amendement n° 11 de la commission : MM. le rapporteur, le garde des sceaux. — Adoption.

Adoption de l'article 23 modifié.

Art. 24 :

Amendement n° 12 de la commission : MM. le rapporteur, le garde des sceaux, de Grailly, vice-président de la commission. — Adoption.

Adoption de l'article 24 modifié.

Art. 25. — Adoption.

Art. 26 :

Amendement n° 91 (deuxième rectification) de M. de Grailly, tendant à une nouvelle rédaction : MM. de Grailly, le garde des sceaux, le rapporteur. — Adoption.

L'amendement n° 13 devient sans objet.

Renvol de la suite de la discussion.

3. — Dépôt d'un projet de loi (p. 1626).

4. — Dépôt d'un rapport (p. 1626).

5. — Dépôt d'un projet de loi modifié par le Sénat (p. 1626).

6. — Dépôt d'un projet de loi adopté par le Sénat (p. 1626).

7. — Ordre du jour (p. 1626).

PRESIDENCE

DE M^{me} MARIE-CLAUDE VAILLANT-COUTURIER,
vice-présidente.

La séance est ouverte à vingt et une heures trente minutes.
M^{me} la présidente. La séance est ouverte.

— 1 —

REUNION DE LA CONFERENCE DES PRESIDENTS

M^{me} la présidente. La conférence des présidents a pris acte que le Gouvernement maintenait sans modification, en tête de l'ordre du jour de demain après-midi, sa déclaration, sans débat, sur les événements du Moyen-Orient.

— 2 —

REGLEMENT JUDICIAIRE, LIQUIDATION DES BIENS,
FAILLITE PERSONNELLE ET BANQUEROUTES

Suite de la discussion, après déclaration d'urgence,
d'un projet de loi.

M^{me} la présidente. L'ordre du jour appelle la suite de la discussion, après déclaration d'urgence, du projet de loi sur le règlement judiciaire, la liquidation des biens, la faillite personnelle et les banqueroutes (n^o 92, 265).

Cet après-midi, l'Assemblée nationale a entendu le rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, et M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

M. Defferre oppose la question préalable, en vertu de l'article 91, alinéa 3, du règlement.

La parole est à M. Defferre.

M. Gaston Defferre. Mesdames, messieurs, j'ai l'intention d'être bref mais il est tout de même nécessaire que tous nos collègues comprennent bien comment se pose la question. Aussi, rappellerai-je en quelques mots ce qui s'est passé cet après-midi.

Au début de la séance, j'ai demandé, au nom du groupe de la fédération de la gauche démocrate et socialiste, que la déclaration du Gouvernement sur la guerre du Moyen-Orient soit faite aujourd'hui et non pas demain et j'ai ajouté, au nom de ce même groupe, que cette déclaration devrait être suivie d'un débat au cours duquel les orateurs des différents groupes pourraient intervenir. Pour appuyer cette demande, j'ai déposé la question préalable que vous venez d'appeler, madame la présidente.

Après avoir écouté les observations formulées par M^{me} Thome-Patenôtre, qui présidait la séance, j'ai demandé une suspension de séance et une réunion de la conférence des présidents en vue de modifier l'ordre du jour de l'Assemblée.

La conférence des présidents s'est alors réunie. Au cours de cette réunion, à laquelle d'ailleurs vous assistiez, madame la présidente, tous les présidents de groupe sauf un, le président du groupe de l'U.N.R. ...

M. Henry Rey. De l'union démocratique pour la V^e République !

M. Gaston Defferre. Pour nous, la différence n'est pas grande. Je disais donc que tous les présidents de groupe sauf notre honorable collègue M. Henry Rey ont demandé au Gouvernement d'accepter qu'un débat suive sa déclaration : le président du groupe communiste, M. Duhamel au nom du groupe Progrès et démocratie moderne, M. Paquet au nom du groupe des républicains indépendants, et moi-même au nom du groupe de la fédération, avons alors insisté pour que ce débat ait lieu.

J'ai quant à moi accepté que la déclaration n'intervienne que demain, étant entendu qu'elle serait suivie d'un débat. Comme le représentant du Gouvernement, M. le ministre d'Etat chargé des relations avec le Parlement — M. Frey, ici présent — nous a fait savoir alors qu'il ne pouvait pas nous répondre, il fut convenu qu'une deuxième conférence des présidents serait convoquée à dix-neuf heures dix, au cours de laquelle la réponse du Gouvernement serait donnée.

J'ai alors réservé mon droit de défendre la question préalable qui vous est actuellement soumise, mes chers collègues, en déclarant que, si le Gouvernement n'acceptait pas qu'un débat eût lieu, je maintiendrais cette question préalable. C'est ce qui s'est produit.

Cette question préalable, mesdames messieurs — veuillez m'excuser de le préciser — n'est pas un simple artifice de procédure ; c'est beaucoup plus que cela. Au cours du débat sur les pouvoirs spéciaux, M. Giscard d'Estaing avait terminé ainsi son discours : « Quant à nous, nous attendrons le jour de la reprise du dialogue... » Et il ajoutait : « ... ce jour qui viendra ».

Je me permets de me tourner vers les membres du groupe des républicains indépendants pour leur faire observer que, malgré la gravité des circonstances, ce jour n'est pas venu et que le Gouvernement refuse d'engager le dialogue avec le Parlement. Cette attitude est particulièrement grave et éminemment regrettable !

Certes, on a l'habitude de nous dire que la politique étrangère relève du domaine réservé au chef de l'Etat, lequel n'accepte pas que le Parlement en délibère.

M. André Fanton. C'est vous qui dites cela !

M. Gaston Defferre. La preuve, nous l'avons encore aujourd'hui, monsieur Fanton.

M. André Fanton. Pas du tout !

M. Gaston Defferre. Le chef de l'Etat n'accepte pas que le Parlement en délibère et l'idée que de simples députés — ces quelque 487 élus locaux, selon l'expression qu'il a employée dans sa conférence de presse — puissent discuter de questions d'intérêt international, de la paix ou de la guerre, le général de Gaulle ne la supporte pas !

Nous regrettons de devoir dire : c'est une conception que nous n'acceptons pas ! (Applaudissements sur les bancs de la fédération de la gauche démocrate et socialiste et du groupe communiste.)

Je me tourne alors vers nos collègues du groupe des républicains indépendants.

M. Aimé Paquet. Encore !

M. Gaston Defferre. Oui, monsieur Paquet, encore. Car le résultat du vote qui sera émis tout à l'heure dépend de vous. Je ne vous demande pas de voter une motion de censure ni d'ouvrir une crise ministérielle. Je vous demande seulement de mettre vos actes en concordance avec vos paroles. (Applaudissements sur les bancs de la fédération de la gauche démocrate et socialiste.)

Les républicains indépendants ont affirmé pendant la campagne électorale, par votre voix, par celle de M. Mondon, celle de M. Giscard d'Estaing, que le dialogue devait être engagé entre le Parlement et le Gouvernement. Pensez-vous que, dans un avenir proche, nous trouverons des occasions aussi graves, aussi importantes que celles-là ?

Vous savez d'ailleurs comme moi, monsieur Paquet, que si un débat s'était engagé il n'aurait pas été suivi d'un vote puisque le règlement l'interdit. Mais ne pensez-vous pas qu'il eût été utile pour le Gouvernement d'entendre la voix des porte-parole de tous les groupes de cette Assemblée ? Ne pensez-vous pas que les représentants du peuple qui viennent d'être élus ont le droit d'intervenir et d'exprimer leur opinion au Gouvernement, et même au général de Gaulle ? (Applaudissements sur les bancs de la fédération de la gauche démocrate et socialiste et du groupe communiste.)

Vous partagiez notre avis lors de la réunion de la conférence des présidents. Ignorez quel sera votre vote tout à l'heure, mais si, véritablement, vous voulez signifier au Gouvernement votre volonté d'engager le dialogue, vous devez voter la question préalable.

Ainsi, sans ouvrir une crise ministérielle — ce qui est votre droit puisque vous appartenez à la majorité — vous ferez comprendre au Gouvernement qu'il est des sujets sur lesquels le Parlement a le droit de s'exprimer. En agissant ainsi, vous défendrez non seulement vos droits de représentants de la nation, mais aussi le Parlement et la démocratie.

J'ai dit que le vote que nous allions émettre n'était pas un vote de procédure. En réalité, c'est un vote sur le fond. Depuis quelques jours sont publiées des listes de personnalités, de parlementaires notamment, qui se disent amis d'Israël, d'autres qui se disent — peut-être en se plaçant sur un plan différent — simplement soucieux de défendre la paix dans le monde. Eh bien ! nous allons voir, à l'occasion de ce scrutin, quels sont ceux qui sont véritablement sincères. (Applaudissements sur les bancs de la fédération de la gauche démocrate et socialiste. — Protestations sur les bancs de l'union démocratique pour la V^e République.)

Que l'on soit partisan de l'existence de l'Etat d'Israël, que l'on considère que, pour maintenir la paix dans le monde, il faut mettre un terme à la guerre au Moyen-Orient, quelle que soit l'opinion politique ou personnelle que l'on soutienne, il est un point de vue que nous devrions tous partager : un homme seul ne peut avoir raison contre tous et ce qui arrive actuellement à Nasser est la preuve que le pouvoir personnel plus que tout autre chose conduit à la faillite et à la guerre. (Vifs applaudissements sur les bancs de la fédération de la gauche démocrate et socialiste. — Exclamations sur les bancs de l'union démocratique pour la V^e République.)

M. Hervé Laudrin. Quel maladroît !

M. André Fanton. Ce rapprochement est proprement scandaleux. Mais ce qui est excessif ne compte pas !

M. Michel Habib-Deloncle. Cela s'appelle élever le débat !

Mme la présidente. La parole est à M. Sabatier, contre la question préalable. (Applaudissements sur les bancs de l'union démocratique pour la V^e République.)

M. Guy Sabatier. Mes chers collègues, le groupe de l'union démocratique pour la V^e République, convaincu tout à la fois du droit des peuples à l'existence et de la nécessité de la paix dans le monde, fait confiance au Gouvernement et au Président de la République pour agir efficacement dans la perspective de ces deux objectifs.

Je dois, dans cet esprit, rappeler qu'il est des moments, quand une guerre est déclenchée, où il est préférable d'agir discrètement plutôt que de délibérer bruyamment.

En 1956, quand le gouvernement français a déclenché une action armée dans cette même partie du monde qui nous préoccupe, il l'a fait sans qu'aucun débat ne soit intervenu. (Applaudissements sur les bancs de l'union démocratique pour la V^e République.)

Plusieurs députés de la fédération de la gauche démocrate et socialiste. C'est inexact !

M. Guy Sabatier. Il n'est intervenu qu'un débat de pure ratification plusieurs jours après la décision qui était essentielle et dramatique. (Interruptions sur les bancs de la fédération de la gauche démocrate et socialiste.) Je le constate sans formuler de critique.

De la même façon, aujourd'hui, le Gouvernement peut estimer hautement souhaitable que son action pacifique se déroule sans trop de discussions autour d'elle. Au surplus, demain, à la suite de la déclaration du Gouvernement, l'opposition pourra exprimer sa pensée, et je suis persuadé qu'elle le fera avec la mesure qu'exigent les circonstances.

Aussi, au nom de mon groupe, je demande à l'Assemblée de repousser la question préalable, alors surtout que nous devons être unanimes — il ne saurait, je pense, en être autrement — à vouloir l'établissement de la paix dans la justice. (Applaudissements sur les bancs de l'union démocratique pour la V^e République et sur quelques bancs des républicains indépendants.)

M. Gaston Defferre. Je demande le scrutin.

Mme la présidente. Quel est l'avis de la commission ?

M. René Capitant, président de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. Mesdames, messieurs, mes fonctions m'obligent à replacer ce débat sur le terrain de la procédure.

La commission des lois a délibéré du projet de loi en cause ; elle l'a adopté ; elle a donné mandat à son rapporteur et à son président de soutenir en séance sa discussion. Je ne puis, par conséquent, rien faire d'autre que m'élever contre la question préalable posée par M. Defferre. (Exclamations sur les bancs de la fédération de la gauche démocrate et socialiste.)

M. André Fanton. Il est pénible d'entendre sans cesse les cris des députés de la fédération de la gauche démocrate et socialiste !

Mme la présidente. La parole est à M. le président de la commission, seul.

M. René Capitant, président de la commission. Je demande que l'Assemblée poursuive l'examen du projet, d'autant plus, je dois le faire observer, que le débat de politique étrangère que le Gouvernement a accepté pour demain... (Vives protestations sur les bancs de la fédération de la gauche démocrate et socialiste.)

De nombreux députés de la fédération de la gauche démocrate et socialiste. Non !

M. René Capitant, président de la commission. ... que la déclaration que le Gouvernement fera demain sera suivie d'une réponse de l'opposition.

Cette déclaration et la réponse qui suivra sont imputées précisément sur le temps qui a été accordé à l'Assemblée pour achever la discussion en cours du projet de loi. (Exclamations sur les bancs de la fédération de la gauche démocrate et socialiste.)

Ainsi, vous risquez de renvoyer la discussion de ce texte non seulement à ce soir mais à beaucoup plus tard, et, par voie de conséquence, le débat sur le projet de loi foncière, qui doit lui faire suite.

En réalité, c'est tout le travail législatif de cette session qui risque d'être compromis par la manœuvre qui est en train de se faire. (Applaudissements sur quelques bancs de l'union démocratique pour la V^e République. — Protestations sur les bancs de la fédération de la gauche démocrate et socialiste.)

Puisque M. Defferre a lui-même déclaré que son intervention était politique, d'un mot je répondrai aussi sur le plan politique, en mon nom personnel peut-être plus qu'en tant que président de la commission, que nous approuvons, j'en suis convaincu, en grande majorité, l'action diplomatique de haute portée...

M. Georges Fillioud. Est-ce qu'il s'agit de faillite ?...

M. René Capitant, président de la commission. ...qui s'est acharnée à sauver les dernières chances de paix et s'apprête à renouer les fils de la diplomatie lorsque les combats cesseront.

Oui, derrière nous, le pays tout entier, j'en suis sûr, approuve le général de Gaulle. (Applaudissements sur les bancs de l'union démocratique pour la V^e République. — Interruptions sur les bancs de la fédération de la gauche démocrate et socialiste.)

Mme la présidente. Je prie tous nos collègues d'écouter les orateurs en silence.

M. André Fanton. Adressez-vous aux aboyeurs de la fédération !

Mme la présidente. La parole est à M. le ministre d'Etat chargé des relations avec le Parlement.

M. Roger Frey, ministre d'Etat chargé des relations avec le Parlement. Mesdames, messieurs, j'avoue ne pas très bien comprendre les arguments qui viennent d'être présentés par M. Defferre en faveur du vote de la question préalable.

Il me semble, en effet, absolument impossible de soutenir qu'il existe un lien entre le projet de loi présenté ce soir par M. le garde des sceaux et la situation internationale. (Exclamations sur les bancs de la fédération de la gauche démocrate et socialiste.)

La gravité de celle-ci ne doit pas empêcher que se poursuive la discussion d'un projet de loi important d'autant plus que, dans dix-sept heures, très exactement, le Gouvernement fera à l'Assemblée nationale une communication sur cette situation et qu'un orateur de l'opposition pourra tout à loisir lui répondre.

M. Georges Fillioud. Et que s'est-il passé au cours des dernières dix-sept heures ? (Vives interruptions sur les bancs de l'union démocratique pour la V^e République.)

Mme la présidente. Veuillez écouter M. le ministre d'Etat.

M. André Fanton. Il faut rappeler à l'ordre M. Fillioud. Il ne cesse d'interrompre !

M. le ministre d'Etat chargé des relations avec le Parlement. Il est des circonstances, mesdames, messieurs, où, pour reprendre l'expression de M. Defferre, les artifices de procédure n'ont pas leur place, car il s'agit de l'intérêt national, de l'intérêt du monde, de la paix que le Gouvernement français s'efforce, par tous les moyens, de rétablir au Proche-Orient. (Applaudissements sur les bancs de l'union démocratique pour la V^e République.)

Le Gouvernement est décidé, si la situation internationale le permet et le commande, à avancer le débat de politique étrangère qui devait se dérouler à la fin de la présente session.

Sous le bénéfice de ces observations, et conformément à l'avis de la commission des lois exprimé par son président, M. Capitant, je demande à l'Assemblée nationale de repousser la question préalable. (Applaudissements sur les bancs de l'union démocratique pour la V^e République.)

Mme la présidente. La parole est à M. Defferre, pour répondre au Gouvernement.

M. Gaston Defferre. Mesdames, messieurs, la façon dont M. Capitant, président de la commission des lois, et M. Frey, ministre d'Etat, ont répondu sur le fond du problème démontre bien que ce qui est en cause, en ce moment, ce n'est pas le projet de loi sur la faillite, et vous me permettez de souligner au passage que M. Capitant n'a même pas osé prononcer ce mot tellement la disproportion entre ce projet de loi et la situation internationale est éclatante aux yeux de tous. (Applaudissements sur les bancs de la fédération de la gauche démocrate et socialiste.)

L'un et l'autre ont répondu sur le fond de la situation internationale car ils n'ont pu faire autrement, ce qui montre bien que cette préoccupation est présente à l'esprit de tous. Si nous avons posé la question préalable, ce n'est pas parce que nous désirons pouvoir nous exprimer demain, puisqu'il est entendu que c'est un orateur de la fédération qui répondra au Gouvernement, mais parce que nous pensons que doit s'instaurer un débat au cours duquel tous les groupes pourront s'exprimer.

Un accord est intervenu au sein de la conférence des présidents qui s'est tenue cet après-midi, à seize heures et demie, aux termes duquel il a été convenu que le débat sera organisé et qu'un seul orateur par groupe prendrait la parole.

Une sorte d'entente s'est donc établie entre nous dans l'intérêt de la défense de la paix et dans le respect des droits du Parlement.

Je reconnais que cette entente n'est pas aujourd'hui violée puisque M. le ministre d'Etat avait réservé sa réponse, mais c'est parce que le Gouvernement refuse d'accepter ce débat que nous demandons que la question préalable soit mise aux voix.

Le vote que vous allez émettre, mesdames, messieurs, après les propos qui ont été tenus par M. le ministre d'Etat et par M. le président de la commission des lois, ne sera plus, comme je le déclarais tout à l'heure, un vote de procédure, mais sera véritablement un vote sur le fond qui permettra de distinguer ceux qui désirent, toutes affaires cessantes, que le Parlement

et le Gouvernement engagent le dialogue sur le problème de la paix ou de la guerre, de ceux qui acceptent d'attendre à demain et même renoncent au droit qu'ils détiennent de leurs électeurs de discuter des problèmes qui intéressent la vie de la nation. (Applaudissements sur les bancs de la fédération de la gauche démocrate et socialiste.)

Mme la présidente. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. Louis Joxe, garde des sceaux, ministre de la justice. M. Defferre ne m'a pas convaincu et je m'associe étroitement aux paroles que vient de prononcer M. le ministre d'État.

Sur les bancs de la fédération de la gauche démocrate et socialiste. Bien sûr ! (Rires sur ces bancs.)

M. le garde des sceaux. Mais oui, naturellement !

Pour ma part, je ne saisis pas du tout le lien logique qui peut exister entre la perspective d'une déclaration sur la politique étrangère et un débat technique sur un sujet urgent. Je trouve la méthode mauvaise.

En ce qui me concerne, je me tiens à la disposition de l'Assemblée cette nuit, comme je l'étais cet après-midi, pour travailler avec elle. (Applaudissements sur les bancs de l'union démocratique pour la V^e République.)

Mme la présidente. Je mets aux voix la question préalable opposée par M. Defferre.

Je suis saisie par le groupe de l'union démocratique pour la V^e République et le groupe de la fédération de la gauche démocrate et socialiste d'une demande de scrutin public.

Le scrutin va être annoncé dans l'ensemble du Palais et sera ouvert dans cinq minutes.

Mme la présidente. Je prie Mmes et MM. les députés de bien vouloir regagner leur place.

Le scrutin est ouvert.
(Il est procédé au scrutin.)

Mme la présidente. Personne ne demande plus à voter ?...
Le scrutin est clos.

Voici le résultat du scrutin :

Nombre de votants.....	460
Nombre de suffrages exprimés.....	453
Majorité absolue.....	230
Pour l'adoption.....	227
Contre	231

L'Assemblée nationale n'a pas adopté. (Applaudissements sur les bancs de l'union démocratique pour la V^e République.)

Dans la discussion générale, la parole est à M. Massot. (Applaudissements sur les bancs de la fédération de la gauche démocrate et socialiste.)

M. Marcel Massot. Monsieur le ministre, mesdames, messieurs, le débat sur le projet de loi relatif à la faillite retrouve, après bien des péripéties, une brûlante actualité et pourtant le projet qui est soumis à vos délibérations n'a rien de révolutionnaire dans son ensemble.

Nul ne saurait contester la nécessité d'apporter de sérieuses modifications à notre législation sur la faillite, sur le règlement judiciaire et sur la banqueroute.

Le projet tend simplement à donner au droit de la faillite une orientation nouvelle, mieux adaptée à la vie moderne par une meilleure organisation de la continuation de l'activité de l'entreprise et aussi par l'allègement de la procédure.

Il existe cependant dans ce texte une innovation qui est importante et qu'a déjà soulignée, au cours de l'après-midi, le rapporteur de la commission des lois.

La législation sur la faillite, qui existe depuis plus d'un siècle, concernait uniquement les commerçants. La loi de 1838 s'attachait à régler les problèmes de droit commercial. La loi du 4 mars 1889 a institué une procédure moins rigoureuse, parallèle à celle de la faillite, réservée aux débiteurs malheureux reconnus de bonne foi, les autres demeurant frappés de faillite.

Enfin, beaucoup plus récemment, le décret-loi de 1955, complété par les décrets de 1958, a remplacé la liquidation judiciaire par le règlement judiciaire qui devenait la solution de droit commun, la faillite ne devant être prononcée que dans des cas très exceptionnels.

Il est vrai de dire que la jurisprudence des tribunaux de commerce et des cours d'appel n'a pas toujours tenu compte de cette situation et que, suivant les circonstances, la faillite était prononcée d'emblée, comme le règlement judiciaire.

Mais toute cette législation, tous ces décrets qui s'étaient sur plus de cent trente ans et qui méritaient d'être rajeunis ne concernaient que les commerçants, personnes morales ou personnes physiques, des créances ou des dettes commerciales et, seul, le tribunal de commerce est appelé à en connaître.

Le projet actuel élargit sur un point le champ de la commercialité. L'article 147 prévoit que les opérations immobilières, même des sociétés civiles, sont réputées actes de commerce et il modifie l'article 642 du code de commerce. Cela constitue déjà,

à mon sens, une incursion grave du droit commercial, qui est un droit d'exception, dans le droit civil qui demeure le droit naturel.

Mais ce n'est pas la modification majeure de ce projet. Il y en a une beaucoup plus importante qui n'a pas manqué de surprendre de nombreux juristes. Elle semble vouloir faire régler par un même texte deux notions juridiques cependant très différentes : la faillite ou liquidation des biens, qui est fondamentalement de caractère commercial, et la déconfiture civile qui appartient au droit civil.

L'article 1^{er} du projet de loi vise non seulement les personnes morales ou physiques commerçantes qui doivent, dans les quinze jours, faire une déclaration en vue de l'ouverture d'une procédure de règlement judiciaire ou de liquidation des biens, mais aussi les personnes morales de droit privé, même non commerçantes, qui doivent, dans le même délai, faire la même déclaration.

Bien plus, le deuxième paragraphe de ce même article prévoit que les personnes morales de droit privé non commerçantes ne poursuivent aucun but lucratif et n'ayant pas d'objet économique sont également tenues à cette déclaration mais, cette fois, dans un délai de trois mois.

Seules les personnes physiques privées sont exclues du champ d'application du projet de loi. Et l'article 5 attribue compétence au tribunal de commerce si le débiteur est commerçant ; au tribunal civil de grande instance dans les autres cas.

Une telle conception risque de provoquer de graves conflits de compétence entre la juridiction civile et la juridiction commerciale. Elle contribuera, contrairement au vœu de la loi, à prolonger les procédures car, très souvent, des débiteurs de mauvaise foi opposeront un déclinatoire d'incompétence et elle aboutira à des solutions juridiques difficilement acceptables puisque le tribunal saisi en premier l'eût se prononcera sur les mesures provisoires et qu'ainsi un tribunal de grande instance pourra parfaitement être amené à statuer sur des affaires commerciales et un tribunal de commerce sur des affaires purement civiles.

Je dois certes reconnaître que cette solution est préférable à l'omni-compétence des juges consulaires que certains avaient envisagé ; et qui a peut-être été légèrement esquissée à cette tribune. Elle aurait en tout cas pour conséquence de nous contraindre à apporter des modifications à l'importante loi sur les sociétés commerciales que nous avons votée le 24 juillet dernier.

Pour éviter cette inéluctable confusion, la sagesse consisterait à réduire le champ d'application de ce projet aux seules personnes physiques ou sociétés commerciales avec, bien entendu, la compétence unique du tribunal de commerce, comme cela existe actuellement.

En toute hypothèse, le projet en discussion est insuffisant. Pourquoi permettre le règlement judiciaire ou la liquidation des biens d'une personne morale civile et non d'une personne physique ? Il y a là quelque chose qui heurte le bon sens et le sens juridique. Et, pour tout dire, pourquoi n'avoir pas saisi cette occasion pour organiser la déconfiture civile que notre code civil laisse actuellement, pour reprendre une expression de votre prédécesseur, dans un état de complète anarchie ?

Je sais bien que cela pose d'importants problèmes touchant notamment le droit de succession et des régimes matrimoniaux. Mais le droit allemand, le droit hollandais, ainsi que le régime spécial des trois départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle autorisent et organisent la faillite civile, conséquence d'une invoivabilité notoire.

Il est inconcevable de persévérer dans l'état d'inorganisation dans lequel le code civil semble abandonner la déconfiture, c'est-à-dire l'état des débiteurs non commerçants, plus particulièrement des sociétés civiles, qui sont dans l'impossibilité de payer leurs dettes. Il ne faut plus se contenter, après constatation de l'insolvabilité de l'un seulement des associés, de faire ordonner la dissolution de la société. Il importe d'en organiser la liquidation, comme l'ont déjà fait plusieurs de nos partenaires du Marché commun.

Il existe de nos jours de nombreuses sociétés non commerciales qui n'ont pas adopté une des formes de sociétés commerciales par elles-mêmes. De graves difficultés naissent pour ces sociétés, les sociétés de recherche ou les sanatoria par exemple, quand elles sont contraintes de cesser leurs paiements.

Monsieur le garde des sceaux, devant la carence de l'actuel projet de loi sur ce point, il est indispensable de soumettre au Parlement, dans un avenir prochain, un autre projet intéressant particulièrement le règlement ou la liquidation des dettes civiles, en tenant compte du fait que tous les associés des sociétés civiles sont responsables solidairement et indéfiniment sur la totalité de leurs biens, et que certains de ces associés méritent tout de même, eux aussi, d'être remis à la tête de leurs affaires dans certaines circonstances, ce que le code civil ne permet pas.

Tel est le premier point de mes observations.

L'idée fondamentale de ce projet — on vous l'a déjà dit — est de ne pas lier les solutions économiques aux sanctions personnelles qui peuvent frapper les dirigeants de sociétés ou les commerçants. Ainsi que l'indique l'exposé des motifs, on distingue l'homme de l'entreprise, ce qui conduit à séparer les effets patrimoniaux du règlement judiciaire ou de la liquidation des biens, des sanctions civiles traditionnellement attachées au règlement judiciaire et à la faillite qui devient une sanction personnelle avec toutes les déchéances qu'elle comporte.

En un mot, la société peut être en état de règlement judiciaire et le directeur déclaré en faillite.

Je crois, monsieur le garde des sceaux, que cette conception de la faillite est assez heureuse. Elle permettra sans doute de mieux sélectionner pour un concordat certaines affaires dont la survie est nécessaire sur le plan économique à l'intérêt public ou même à l'intérêt des créanciers. On pourrait dire que si l'époque passée avait une tendance à être trop juridique, en revanche, l'actuelle tend peut-être à devenir trop économique.

L'un des soucis du projet est aussi d'alléger la procédure. Je crois que c'est utile, mais les arguments développés à ce sujet dans l'exposé des motifs ne me paraissent, je l'avoue, pas très sérieux.

Il n'est pas inutile, à mon sens, de « procéder à une vérification minutieuse des créances avant le concordat », et il ne suffit pas d'avoir un état « approximatif de l'entreprise pour apprécier le concordat ». Si l'on en croit les praticiens, dix-huit mois en moyenne, et parfois même davantage, sont actuellement nécessaires pour parvenir à un concordat.

Je connais des procédures commencées depuis quatre ans, avec des contredits, jugement, arrêts, expertises qui ne sont pas encore terminées. Mais il ne faut pas, pour autant, exagérer en sens inverse et aller trop vite.

Que penser d'un concordat voté par des créanciers aux titres incertains et par une majorité approximative ? Qu'advient-il d'un concordat voté par une majorité de prétendus créanciers dont les titres ont été contestés et rejetés par la suite ?

Je crois qu'il y a lieu, sur ce point, d'agir avec beaucoup de prudence. Certains techniciens des faillites affirment qu'un délai minimal de six mois est nécessaire pour qu'une information suffisante soit acquise sur le bien-fondé au moins sommaire des créances produites. Or, le seul délai prévu par le projet de loi figure à l'article 65 qui fait obligation aux créanciers privilégiés d'avoir à faire connaître dans les quatre mois à dater d'un avertissement qu'ils ont reçu du greffier, les délais et remises qu'ils entendent accorder au débiteur.

J'ai entendu parler aujourd'hui à cette tribune d'une nouvelle conception, d'un concordat préventif dont nous sommes, paraît-il, menacés par décret. J'ai eu l'occasion, ces jours derniers de lire à ce sujet une étude fort intéressante.

Il s'agirait en quelque sorte d'une procédure de règlement judiciaire simplifiée, rapide, peu onéreuse, et partant, séduisante. Mais en cas d'échec, c'est-à-dire si le débiteur ne respectait pas les termes du moratoire, il serait encore possible de revenir à la procédure de règlement judiciaire ou de faillite.

Je crains, pour ma part, que le remède soit pire que le mal et que le résultat de cette procédure de concordat préventif se retourne en définitive contre les créanciers dont il entendrait sauvegarder les intérêts.

Je voudrais vous demander en terminant, monsieur le garde des sceaux, quelques précisions sur les actes inopposables à la masse et les privilèges des salariés. Je voudrais aussi vous poser deux questions.

Sur le premier point, l'article 26 déclare inopposable à la masse tous les actes gratuits translatifs de propriété mobilière ou immobilière, même — curieuse et singulière innovation — les constitutions de dot, lorsqu'ils ont été faits plus de deux années avant le jugement ordonnant le règlement judiciaire ou la liquidation des biens. L'article suivant, l'article 27, prévoit la même disposition pour les actes à titre onéreux passés un an avant le jugement de règlement judiciaire ou de liquidation des biens.

Une différence de traitement est ainsi établie entre l'acte gratuit et l'acte à titre onéreux. Ne pourriez-vous pas, monsieur le ministre, pour la simplification du texte qui élargit pratiquement la période suspecte, adopter une date unique ?

Je reconnais volontiers d'ailleurs qu'en toute hypothèse on doit voir là une amélioration par rapport à la législation ancienne qui permettait de faire remonter à une période indéterminée la date de la cessation des paiements.

En ce qui concerne les superprivilèges et les privilèges des salariés dont on vous a déjà longuement parlé, ils sont, d'une façon générale, sauvegardés par le projet de loi. Toutefois, l'article 37 fait obligation à tous les créanciers privilégiés, y compris le fisc, ce qui est un bien, et les salariés, ce qui est un mal, de produire leurs créances dans les délais. C'est là une obligation trop lourde pour un simple ouvrier ou pour un simple employé.

Sans doute, dans les villes, les syndicats seront-ils en mesure d'accomplir facilement cette formalité, mais de nombreux travailleurs de province risquent de se voir opposer la forclusion et d'être ainsi privés de leur salaire.

La commission a maintenu, je le sais, le principe mais, par un additif à l'article 38, elle a précisé que les salariés échappaient à toute déchéance et pouvaient produire valablement leurs créances jusqu'à l'assemblée concordataire.

Mes amis de la fédération de la gauche démocrate et socialiste voudraient savoir, monsieur le garde des sceaux, si vous êtes disposé à accepter cette modification.

En conclusion, je parlerai brièvement de l'indemnité de licenciement prévue par les conventions collectives, les usages et les contrats individuels. Le projet de loi inclut cette indemnité dans la liste des créances privilégiées. A la demande de votre rapporteur et pour éviter, on vous l'a déjà dit, certains abus commis par des « hommes de paille », ce privilège n'a pas été maintenu pour les créances résultant de contrats individuels.

Mes amis sont prêts à se rallier à cette formule si elle obtient l'agrément du Gouvernement. Il faut, certes, défendre les privilèges des salariés, mais il faut éviter aussi certains abus qui auraient pour résultat de porter atteinte aux droits de ceux qui, bien qu'ayant fourni une contrepartie valable et tangible, sont trop souvent sacrifiés : je veux parler des créanciers chirographaires.

J'aurais désiré présenter de nombreuses autres observations, notamment sur la banqueroute et sur les sanctions pénales, qui ne subissent d'ailleurs pas de changements majeurs. Je me réserve de le faire au cours de la discussion des articles.

Dans l'ensemble, et sous réserve du vote de certains amendements, et plus particulièrement des amendements aux articles 1^{er} et 5, tendant à éviter la dualité des juridictions et à donner toute compétence au tribunal de commerce seulement pour les actes de commerce, mes amis de la fédération de la gauche démocrate et socialiste sont disposés à voter ce projet de loi.

Ils regrettent cependant qu'à une époque où le Parlement va, par l'effet des pleins pouvoirs, être privé de ses prérogatives principales, un projet de cette importance qui intéresse au premier chef le commerce, l'industrie et toute la vie économique de la nation, ait été examiné avec autant de précipitation par la commission des lois.

Le rapport fort intéressant de M. Ithurbide a été distribué ce matin. Des années ont été nécessaires aux juristes et aux techniciens du ministère de la justice et du ministère des finances pour élaborer cet important projet auquel la commission des lois n'a pu, elle — son rapporteur l'a déjà dit — consacrer que quelques séances pendant une dizaine de jours.

Peut-être conviendrait-il, monsieur le garde des sceaux — et c'est par là que je terminerai — de ne pas méconnaître que c'est le Parlement qui détient le pouvoir législatif et qu'il mériterait d'être plus tôt et mieux informé. (Applaudissements sur les bancs de la fédération de la gauche démocrate et socialiste et du groupe communiste.)

Mme la présidente. La parole est à M. Zimmermann.

M. Raymond Zimmermann. Monsieur le ministre, mesdames, messieurs, je crois devoir intervenir dans ce débat, d'une part, pour féliciter les auteurs du projet de loi d'avoir songé à étendre le règlement judiciaire et la liquidation des biens aux personnes morales non commerçantes — et, sur ce point, je m'écarte évidemment des conclusions de notre distingué rapporteur et des explications qui viennent d'être données par M. Massot — d'autre part, pour regretter que le Gouvernement n'ait pas intégré dans ce projet des dispositions relatives à la prévention des difficultés mettant en cause la survie des entreprises industrielles et commerciales, ainsi que, bien sûr — puisque c'est la position que je défends — la situation des personnes morales non commerçantes.

Tout d'abord, en ce qui concerne le champ d'application de la nouvelle loi, je crois que l'article 1^{er} du projet prévoit fort opportunément l'extension à une personne morale de droit privé, même non commerçante, de la procédure de règlement judiciaire ou de liquidation des biens telle qu'elle est aménagée par le texte actuellement en discussion.

Cette extension du droit de la faillite aux personnes de droit civil, même aux personnes physiques non commerçantes, est bien connue de la législation et de la pratique judiciaire dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle. Elle y a donné depuis plusieurs dizaines d'années une entière satisfaction, tant sur le fond que sur la procédure. C'est pourquoi je ne saurais souscrire, dans le texte du premier alinéa de l'article 1^{er}, à la suppression de la référence aux personnes morales non commerçantes.

J'estime indispensable d'examiner très brièvement les motifs qui ont incité la commission des lois à adopter cet amendement de suppression.

On nous dit d'abord que cette extension aux personnes morales non commerçantes ne se justifierait pas tant que l'organisation civile d'une procédure collective n'aurait pas réglé également le sort des personnes physiques non commerçantes.

Ce raisonnement me paraît relativement faible, et je demande à notre distingué rapporteur de m'en excuser. Car je ne pense pas que l'on puisse, en bonne technique législative, adopter ainsi la politique du tout ou rien.

D'une part, on nous dit qu'il est très souhaitable d'organiser la liquidation collective des activités de personnes morales, mais aussi de personnes physiques non commerçantes et, d'autre part, lorsqu'on voit apparaître dans le texte du projet cette extension qui, par mesure de prudence, est encore réduite aux seules personnes morales non commerçantes, on proteste et on estime qu'il conviendrait de réserver une pareille réforme à un ensemble de dispositions qui toucheraient toutes les personnes, qu'elles soient morales ou physiques, non commerçantes.

En ce qui concerne l'objection tirée d'une dualité de juridictions, elle ne tient pas non plus, car il est évident que les personnes de droit civil ont pour juge naturel le tribunal de grande instance, comme les commerçants peuvent prétendre à la justice de la juridiction consulaire.

Quant aux inconvénients résultant des longueurs de procédure, des frais importants, des discussions stériles et des contrariétés de décisions, on ne m'en voudra pas de penser qu'ils ne sont pas l'apanage des juridictions civiles. Je viens d'entendre M. Massot citer l'exemple de procédures qui, à force de contredits, avaient duré quatre ans devant une juridiction consulaire. Je ne pense pas que ce soit là une référence qui permette d'écarter d'emblée la compétence de la juridiction civile.

En revanche, il serait contraire aux principes de soustraire au tribunal de grande instance les procédures collectives s'appliquant aux personnes civiles et de soumettre les litiges concernant ces dernières à la juridiction consulaire. En outre, il ne serait pas de bonne législation d'éparpiller les textes plus ou moins nombreux commandés par l'intention qui a présidé au vote de l'amendement affectant le premier alinéa de l'article 1^{er} et de prévoir que l'organisation judiciaire ne ferait pas l'objet d'un seul et même texte autonome. En effet, on ne voit pas en quoi la situation juridique se trouverait modifiée si la déconfiture civile se trouvait réglée par un texte distinct de celui qui est actuellement en discussion. L'existence de deux textes qui traiteraient de la même matière, mais qui auraient un champ d'application distinct, ne saurait régler le problème de la dualité des actions; car ce problème, on le retrouvera, que la déconfiture civile fasse l'objet d'une loi particulière ou qu'elle soit intégrée dans le texte du projet de loi actuellement en discussion.

A une époque — et c'est le praticien qui parle — où les textes se multiplient, où les compilations deviennent énormes, il est préférable de voir le justiciable bénéficier d'un instrument d'information, de recherche et de travail complet, qui peut, dans toute la mesure du possible, se retrouver dans un seul et même texte.

On ne voit donc pas pourquoi les personnes morales non commerçantes n'auraient pas leur place dans un projet qui permet précisément d'organiser la sauvegarde des intérêts de leurs créanciers comme de maintenir une activité peut-être indispensable à l'intérêt général, et souvent d'empêcher la dilapidation à vil prix d'équipements précieux.

Puisque tout le monde est d'accord pour regretter le désordre de la liquidation individuelle s'appliquant à des personnes morales civiles, serait-il de bonne législation de remettre à plus tard une réforme indispensable qu'on voudrait voir détruite dans le projet, tout en la prenant par ailleurs?

Je ne le pense pas et, pour cette raison, sans qu'il me soit possible d'approfondir davantage la question, je suivrai le Gouvernement lorsqu'il demandera par votre voix, monsieur le garde des sceaux, le maintien du texte initial du projet de loi. Je le suivrai d'ailleurs d'autant plus volontiers que le texte fait preuve de beaucoup de prudence.

Dans le ressort de la cour d'appel de Colmar, nous connaissons déjà la déconfiture civile et l'organisation d'une procédure de faillite civile applicable même aux personnes physiques non commerçantes. Mais je pense qu'il était prudent, étant donné les errements suivis jusqu'à ce jour, de ne pas introduire brutalement dans la législation française une innovation aussi importante que celle qui consiste à dire que la notion de faillite civile s'appliquera à des personnes de droit privé civil.

Je dois compléter ces observations par des observations de fait. Celles-ci se situent alors sur un terrain un peu particulier, celui du droit local applicable dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.

Il est nécessaire de prévoir, après l'article 154, un nouvel article qui mettrait en harmonie les dispositions de la loi du 1^{er} juin 1924 portant introduction des lois commerciales fran-

çaises dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle. Je me permettrai de présenter cet amendement lors de la discussion des articles.

Il me reste à envisager les inconvénients résultant du fait qu'il n'existe pas, dans le projet de loi, de dispositions organisant des solutions d'ordre général en vue de prévoir et d'empêcher des désastres industriels ou commerciaux tels que ceux que nous avons connus à une date récente. En effet, après avoir, à tort juste titre, relevé le caractère plus économique que juridique des problèmes qui se posent au législateur dans le cas de défaillance d'une entreprise, le projet de loi ne paraît s'attaquer qu'aux manifestations et aux apparences de cette défaillance à laquelle il apporte des remèdes d'ordre essentiellement juridique.

D'une part, le projet ne paraît pas, dans son état actuel, s'attaquer aux causes profondes de la cessation de paiement d'un entrepreneur ou d'une entreprise; d'autre part, il ne contient aucune mesure de prévention d'un état essentiellement préjudiciable, non seulement au débiteur et à ses créanciers, mais encore — il ne faut pas l'oublier — aux salariés ainsi qu'à la collectivité locale, régionale et parfois même nationale.

Cette constatation fait toucher du doigt une omission, celle de la situation qui s'inscrit dans un contexte économique et social, et qui nécessite l'intervention d'une grande réforme.

Contexte économique d'abord. A ce point de vue, il était indispensable de ne pas traiter d'une manière uniforme les entreprises en difficulté et il convenait de dégager un régime particulier applicable à celles qui, parmi les entreprises défaillantes, ont été l'objet ou ont été victimes, selon les cas, de la vaste mutation que connaissent les économies de tous les pays en cette fin du xx^e siècle. Qu'il s'agisse de concentration, de reconversion industrielle, de décentralisation ou d'adaptation aux nouvelles conditions du Marché commun, il n'est pas une entreprise française qui puisse se dire à l'abri de difficultés financières, de trésorerie ou de gestion.

Sans doute l'exposé des motifs a-t-il au moins laissé entrevoir que ce problème n'était pas passé inaperçu, et les explications qui ont été données ici par M. le garde des sceaux nous ont permis de penser qu'un texte serait prochainement élaboré par voie d'ordonnance ou qu'un projet de loi serait déposé sur le bureau de l'Assemblée.

Représentant une région où l'industrie textile, hier encore en position dominante, a été très durement touchée, j'ai pu constater que les pouvoirs publics demeuraient désarmés devant les fermetures d'usines, le « riblonage » du matériel et les licenciements des ouvriers, des employés et des cadres.

Or, l'entreprise est devenue une fonction sociale. En tant que telle, elle doit, même dans une économie libérale comme la nôtre, être soumise au contrôle de l'Etat dès que son fonctionnement met en cause l'intérêt général des populations et la survie des collectivités locales. Il est, par exemple, des vallées vosgiennes dans lesquelles l'existence d'une seule usine conditionne la survie de toute une population.

Malheureusement, dans la grande majorité des cas, on constate que les sociétés et les détenteurs du capital social n'ont en vue que leur intérêt personnel et décident des fusions, des transferts ou des fermetures sans tenir le moindre compte des intérêts sociaux des travailleurs et de leurs familles. Les opérations financières se font dans le plus grand secret, les cessions d'actions se négocient dans des conditions ignorées de tous, et particulièrement des pouvoirs publics.

Brusquement, des centaines de salariés se trouvent placés devant le fait accompli, c'est-à-dire devant un licenciement qui respecte à peine le délai-congé. De telles pratiques sont devenues trop fréquentes.

Le plus souvent, ce sont des difficultés financières, engendrées par de brutales modifications des marchés économiques, qui motivent les fermetures ou les transferts d'usines.

Parfois, le mal est plus grave encore: le bilan est déposé, avec les conséquences dramatiques qui en découlent pour les créanciers et les salariés.

Le projet de loi, auquel certains reprocheront peut-être d'avoir oublié le vieil adage aux termes duquel mieux vaut prévenir que guérir, n'envisage que la seconde éventualité — la plus grave — à laquelle il applique les remèdes appropriés à l'état de cessation de paiements.

C'est pourquoi, monsieur le garde des sceaux, j'ai été heureux de vous entendre déclarer cet après-midi que le Gouvernement étudiait dès à présent des mesures de nature à apporter des solutions équitables sur les plans économique et social.

Il est certain que de telles mesures s'inspireront des propos que tenait à cette même tribune, le 19 mai dernier, M. le ministre de l'économie et des finances:

« Il existe dans notre droit, disait-il, des procédés classiques de liquidation judiciaire et de faillite qui condamnent les industries à une impasse, car il faut attendre l'effondrement de l'entreprise pour pouvoir la reconvertir.

« Les législations modernes établissent des procédures, d'ailleurs difficiles, qui, en garantissant les droits des créanciers, permettent, avant d'arriver au seuil fatal, d'assurer la survie d'une entreprise utile à l'économie, ou pour des motifs d'intérêt social, à condition qu'elle suive certaines recommandations. C'est là une disposition importante qu'il faudra prendre en fonction de l'idée fondamentale d'aide à la reconversion ».

Ainsi, un ensemble de dispositions pourront être prises et les soucis moraux et matériels qui, chez les salariés, accompagnent trop souvent l'élimination brutale d'entreprises devenues marginales, pourront être atténués.

Je souhaite que de telles mesures interviennent rapidement et que ce concordat préventif fasse bientôt l'objet de décisions gouvernementales. Celles-ci, attendues par le monde du travail, seront, j'en suis convaincu, bien accueillies par lui.

Au demeurant, pareilles dispositions auraient pu trouver place dans le projet de loi. Puisqu'il n'en est pas ainsi, espérons avec d'autres qu'elles pourront s'y intégrer prochainement et faire de ce texte une loi autonome fixant les règles applicables en matière de gestion industrielle et commerciale.

Mme la présidente. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale ?...

La discussion générale est close.

Aucune motion de renvoi n'étant présentée, le passage à la discussion des articles du projet de loi dans le texte du Gouvernement est de droit.

[Article 1^{er}.]

Mme la présidente. Je donne lecture de l'article 1^{er} :

TITRE PREMIER

REGLEMENT JUDICIAIRE ET LIQUIDATION DES BIENS

CHAPITRE I^{er}

Cessation des paiements.

« Art. 1^{er}. — Tout commerçant, toute personne morale de droit privé même non commerçante, qui cesse ses paiements, doit dans les quinze jours, en faire la déclaration en vue de l'ouverture d'une procédure de règlement judiciaire ou de liquidation des biens.

« Toutefois, les personnes morales de droit privé non commerçantes, n'ayant pas d'objet économique et ne poursuivant ni en droit, ni en fait, un but lucratif ne sont tenues de faire la déclaration prévue à l'alinéa ci-dessus que lorsqu'elles sont en état de cessation des paiements depuis plus de trois mois. »

M. le rapporteur a présenté un amendement n° 1 qui tend, dans le premier alinéa de cet article, à supprimer les mots : « même non ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. René Ithurbide, rapporteur. Il me paraît superflu de revenir sur ce que j'ai dit cet après-midi à propos de l'article 1^{er}. Mais je veux, tout d'abord, répondre à M. Zimmermann et fournir l'explication supplémentaire qu'appelle son exposé.

Je rappellerai très courtoisement à notre collègue qu'il est membre de la commission des lois. Or, j'ai été navré de ne pas l'y avoir vu une seule fois au cours des six séances que nous avons consacrées à l'examen du projet. S'il avait participé à nos travaux, nous n'en serions pas ce soir à discuter de questions étrangères au débat.

Je ne parlerai pas, non plus, de la situation économique et sociale dont il a été fait état. Un secrétaire d'Etat est chargé des problèmes de l'emploi ; il n'est pas là et ne prenons pas sa place. Je comprends que, comme tous les députés, M. Zimmermann se préoccupe de sa région. Je conçois aussi qu'il mette en avant le droit en vigueur dans les départements d'Alsace et de Lorraine, qui est le droit allemand puisque, depuis 1924, la législation française n'y a pas encore été étendue. Je ne peux qu'approuver M. Zimmermann lorsqu'il estime qu'il doit être mis fin à cette situation. Mais la comparaison ne me semble pas possible. En effet, ce n'est pas parce que l'Alsace et la Lorraine sont régies par des lois allemandes qu'il doit en être de même dans toute la France.

M. Claude Delorme. Très bien !

M. René Ithurbide, rapporteur. M. Zimmermann prétend que je préconise la politique du tout ou rien. Je le renvoie à mon rapport écrit et je l'invite à lire demain, dans le *Journal officiel*, mon intervention de cet après-midi à la tribune. Cela me dispensera de revenir sur ce sujet.

En outre, évoquant les reproches qu'on peut adresser à la juridiction consulaire, il a rappelé que certains concordats, cités par M. Massot, étaient en instance depuis quatre ans, faisant l'objet de contredits, d'expertises et d'arrêts. C'est possible. Il

arrive quelquefois à un tribunal de commerce de commettre une erreur, surtout quand il siège en province ; mais cela peut arriver aussi à un tribunal civil. Je regrette de devoir préciser que les cours d'appel ont réformé plus de jugements de tribunaux civils que de jugements de tribunaux de commerce. Pour vous en convaincre, il vous suffira de consulter les statistiques établies par le ministère de la justice.

Si tel tribunal de commerce avait pris une décision moins hâtive, peut-être aurait-il su qu'il pouvait procéder à des admissions provisionnelles sans gêner aucunement la tenue de l'assemblée concordataire.

Ce délai de quatre ans ne constitue qu'un cas particulier et ne saurait venir étayer votre théorie générale. Vous ne voyez pas comment la rédaction de deux textes distincts supprimerait la dualité de juridictions ? Je vais vous l'expliquer à l'aide d'exemples.

Lorsqu'elle devra déposer son bilan, une personne morale ira, suivant la qualification qu'elle se donne, soit devant le tribunal de commerce, soit devant le tribunal civil. Même si elle a accompli des actes de commerce, elle pourra donc, par convenance personnelle, se présenter devant le tribunal de grande instance. Considérez alors le texte proposé par le Gouvernement : il dispose que le juge saisi prend immédiatement des mesures conservatoires et ce, qu'il soit compétent ou non. Nous aurons donc un conflit de juridiction qui durera, alors même que nous voulons accélérer et simplifier la procédure. Des délais de quatre mois, de six mois seront ouverts, suivis peut-être d'appels. Pendant ce temps, tout stagnera.

Or si deux textes étaient prévus, l'un relatif aux tribunaux de commerce, l'autre aux tribunaux de grande instance, vous en constateriez tout de suite les avantages. Et cela se vérifie tous les jours, notamment en référé sur des ordonnances du président du tribunal de grande instance ou du tribunal de commerce. Quand l'intéressé se présentera devant le président du tribunal qui n'est pas compétent — le tribunal de grande instance de Paris, par exemple, au sujet duquel je ne crains aucun démenti — le magistrat lui dira : « Cette affaire ne relève pas de ma compétence, traversez le boulevard et adressez-vous au président du tribunal de commerce ». Une telle démarche demandera quelques heures et non quelques mois. Dans ce cas, le président du tribunal de grande instance ne prend aucune mesure conservatoire.

Cela est tellement vrai que j'ai souvent vu des requêtes, surtout présentées par des avoués, sur lesquelles on s'est borné à remplacer les mots : « président du tribunal de grande instance » par les mots : « président du tribunal de commerce ».

Vous le constatez, le conflit de compétence a ainsi été réglé dans l'heure et non dans l'année. Psychologiquement, cela est déjà très important.

Prévoir ces deux juridictions dans un même texte serait une erreur. Je l'ai dit et je le redis : ce serait inadmissible. (*Applaudissements sur quelques bancs de la fédération de la gauche démocrate et socialiste.*)

Remarquez que ce ne sont pas mes amis politiques qui applaudissent, car cette affaire n'a aucun caractère politique.

M. Claude Delorme. Ce sont des juristes qui vous applaudissent.

M. René Ithurbide, rapporteur. Pourquoi commettre une erreur semblable, alors qu'il serait si facile de l'éviter ? Avec la dualité de juridictions, ne revenons pas à 1838, à près d'un siècle et demi en arrière.

Je ne veux pas, je le répète, voir attribuer aux tribunaux de commerce une compétence qu'ils n'ont pas à demander. Il ne m'intéresse pas que les personnes morales effectivement non commerçantes viennent devant le tribunal de commerce ; qu'elles aillent devant le tribunal de grande instance ! Que l'on évite la dualité de juridictions et que l'on retire du texte les dispositions relatives au tribunal civil et aux personnes morales non commerçantes.

Pourquoi parler alors d'organiser la procédure civile ?

Evidemment, en Allemagne ou en Angleterre, la procédure est très simple : qu'on soit commerçant ou non on peut être mis en faillite. Mais il n'existe pas dans le droit français une procédure collective civile organisée. C'est d'ailleurs là une très grave lacune. Que nous ne puissions pas l'organiser du jour au lendemain pour toutes les personnes civiles, c'est évident, et nous ne pouvons que regretter qu'il en soit ainsi. Nous sommes devant un fait. Pour y remédier, une réforme importante du code civil serait nécessaire. Certes, on peut la mettre à l'étude.

Je comprends aussi l'inquiétude du Gouvernement devant la prolifération de personnes morales qui se prétendent non commerçantes et dont certaines le sont effectivement.

J'imagine l'intérêt que peut présenter pour le Gouvernement un texte dont le champ d'application s'étend aux personnes morales non commerçantes. Mais qu'est-ce qui l'empêche d'élaborer un projet les concernant, sans toucher à la faillite, procédure commerciale, claire et précise, qu'il ne faut pas

troubler ? Un texte devrait ensuite être prévu pour les personnes physiques non commerçantes, conformément à la logique. Il s'agit là d'une question de pratique.

Le Gouvernement prendra la décision qu'il jugera utile, quant à moi, je me suis suffisamment expliqué sur ce point.

L'amendement actuellement en discussion a fait l'objet, au sein de la commission des lois, d'interventions remarquées et remarquables de la part de juristes de grande valeur comme MM. Capitant, Foyer et Rivierez. Il n'empêche que la commission des lois a décidé, à une très forte majorité, de maintenir l'amendement.

Mme la présidente. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. le garde des sceaux. A cette heure tardive, nous ne reprendrons pas le dialogue qui nous a opposés cet après-midi. Tout a été dit. Néanmoins, je voudrais qu'il soit bien entendu qu'il ne s'agit pas uniquement, dans l'esprit du Gouvernement, de formules juridiques. Il nous faut faire face à des situations. Il arrive que le droit évolue en fonction de situations, et c'est même là son rôle principal. Monsieur le rapporteur, vous avez cité M. Capitant ainsi que M. Foyer, qui a pris l'initiative d'un texte d'où n'ont pas été écartées d'élémentaires préoccupations juridiques.

Il convient de répéter que nous voulons étendre la procédure du règlement collectif du passif à des personnes morales de droit privé, même non commerçantes, pour des raisons que j'ai déjà longuement expliquées aujourd'hui.

Il s'agit de faire face à des situations nouvelles nées d'une forme d'économie qu'on ignorait au XIX^e siècle. Il importe de mettre un terme aux dangers que peut entraîner l'inorganisation du passif de certaines personnes morales non commerçantes et, tout à l'heure, j'ai cité l'exemple des sociétés civiles immobilières.

J'ai avancé, à ce sujet, un certain nombre d'arguments qui ont paru intéresser l'Assemblée. Je citerai encore le cas de scandales touchant certaines coopératives agricoles, car, là aussi, dans le « naufrage », c'est le créancier le plus diligent qui reçoit « le prix de la course ». Je rappellerai, également, dans la même perspective, le cas des associations constituées sous le régime de la loi de 1901.

M. Claude Delorme. C'est une révolution !

M. le garde des sceaux. Mais parfaitement ; il s'agit, par exemple, d'empêcher qu'en cas de difficultés de trésorerie le « naufrage » ne soit pas prévu et, encore moins, organisé, dans la mesure où l'on peut dire que l'on organise un naufrage. Il est absolument évident que « la foi qui n'agit pas n'est pas une foi sincère ». C'est pourquoi, devant les dangers et les nécessités que j'ai évoqués, nous insérons dans notre projet les dispositions que nous avons présentées. On me dit : « Faites un texte d'ensemble ».

M. Claude Delorme. Bien sûr !

M. le garde des sceaux. Quand ? Demain ? Après-demain ? Je réponds simplement qu'on nous a accusé de ne pas présenter d'alternative. Je ne pense pas que ce soit là votre sentiment et je rappelle que le mouvement se prouve en marchant. Je ne suis pas prêt à attendre des temps meilleurs, sans chercher à résoudre les problèmes maintes fois évoqués.

On m'a dit aussi : « Faites deux textes. » Il n'a pas été démontré que le fait de rédiger deux textes changerait la situation et modifierait la réalité de ce que nous entendons faire. Il y aura deux instances, n'en doutons pas, et c'est dans cet esprit que je maintiens le texte du Gouvernement, en m'opposant à l'amendement qui est présenté.

Mme la présidente. La parole est à M. Zimmermann, pour répondre à la commission.

M. Raymond Zimmermann. Monsieur Ithurbide, en me prenant à partie au début de votre exposé, vous avez eu à mon encontre une attitude que je n'ai jamais adoptée envers quiconque au cours des cinq années pendant lesquelles j'ai exercé ici mon mandat parlementaire et notamment en qualité de rapporteur.

Bien que je n'aie pas de compte à vous rendre, je vous dirai que pendant les trois ou quatre jours auxquels vous avez fait allusion, je me trouvais précisément dans ma circonscription, non pour régler la faillite d'une société devant un tribunal, mais au milieu de 350 ouvriers qui venaient d'être licenciés dans des conditions sur lesquelles je n'insisterai pas ce soir, parce que ce n'est pas l'objet de notre débat. J'avais donc une raison majeure de rester à la disposition de ceux qui connaissent précisément la situation que j'ai décrite tout à l'heure en évoquant le concordat préventif.

En second lieu, monsieur Ithurbide, je juge tout à fait déplaisantes vos allusions au droit allemand qui selon vous, ne devrait plus être appliqué dans nos départements en tant que droit local, car il ne s'agit pas du droit allemand mais bien d'un droit local. En effet, à aucun moment je n'ai réclamé ici l'extension de certaines dispositions du droit local à d'autres ressorts de cours d'appel. Je ne suis pas l'auteur du projet de loi. Mais j'ai lu attentivement le rapport et les observations

que j'ai présentées — comme c'était mon droit — étaient directement inspirées de celles qui figurent dans le rapport écrit. J'ignore — puisque j'étais absent pour des motifs que vous connaissez maintenant — si d'autres raisonnements ont été tenus en commission. Je ne formulais pas une critique. Je répondais à une argumentation par une autre comme chacun peut le faire ici.

Quant à la dualité de compétence qui selon vous nous ferait revenir un siècle en arrière, j'avoue ne pas comprendre vos objections. Peut-être n'ai-je pas l'entendement facile et vous voudrez bien m'en excuser, mais j'observe que cette dualité de compétence existe dans tous les litiges qui peuvent mettre en cause un commerçant ou un non commerçant et non pas seulement en matière de faillite.

Si, il y a un siècle, il n'y avait pas lieu de réglementer la faillite, et s'il n'y avait pas de dualité de compétence, c'est parce que les situations qui se présentent aujourd'hui étaient alors inconnues.

Vous n'ignorez pas que sont nombreuses les sociétés civiles, surtout les sociétés immobilières, dont les activités non lucratives ne sont qu'une façade et que, lorsque des poursuites individuelles sont engagées, les créanciers de ces sociétés risquent d'être lésés. Vous savez aussi — et j'ai trouvé dans l'exposé des motifs du projet de loi cet argument qui me paraît très valable — que des équipements qui forment une partie importante de l'actif de ces sociétés et font l'objet de poursuites individuelles peuvent disparaître parce qu'il ne sera pas trouvé une organisation collective pour réaliser cet actif dans les conditions les meilleures et même dans certains cas pour assurer la survie de cette société.

Voilà des arguments objectifs qui ont emporté ma conviction sinon la vôtre. Ils ont emporté ma conviction, parce que j'ai l'expérience de ce genre de procédure, dans le ressort de la cour d'appel de Colmar, où existe sans grandes difficultés, cette dualité de compétence. Et c'est pourquoi nous avons beaucoup apprécié la possibilité de mettre en œuvre cette réalisation collective de l'actif d'une personne morale non commerçante.

Ce sont là, monsieur le rapporteur, les seules observations que j'ai présentées très objectivement, croyez-le bien, et sans avoir eu l'intention d'être agressif ni discourtois à votre égard.

Mme la présidente. La parole est à M. le rapporteur.

M. René Ithurbide, rapporteur. Monsieur Zimmermann, je n'ai pas eu la moindre intention de vous blesser. J'ai simplement observé que vous ne saviez pas ce qui s'était dit en commission puisque vous n'y étiez pas présent. Je ne vous reproche pas votre absence, mais si vous aviez assisté à ses réunions, peut-être n'auriez-vous pas tenu le même raisonnement.

Si je me suis mal exprimé et si je vous ai vraiment froissé, je vous fais toutes mes excuses, car telle n'était pas mon intention.

D'autre part, vous avez dit que j'avais parlé du droit allemand avec une intention critique. Or je ne me suis permis aucune réflexion à ce sujet. Je n'ai pas dit qu'il était bon ou mauvais, j'ai dit que vos départements étaient encore soumis au droit allemand alors que, depuis 1924, ils devraient être intégrés dans la communauté française. Ils ne le sont pas, c'est regrettable. J'avais cru comprendre que vous-même aviez réclamé l'application du droit allemand. Si je vous ai mal compris, excusez-moi.

Mme la présidente. La parole est à M. Lepeu, pour répondre au Gouvernement.

M. Bernard Lepeu. Je n'avais pas l'intention d'intervenir dans ce débat. Mais après ce petit duel oratoire qui nous a fait quelque peu sortir du sujet, je voudrais dire à M. le garde des sceaux que, malheureusement, ses arguments ne m'ont pas absolument convaincu.

J'estime, en effet, que la question la plus grave dans un procès est la question de compétence. A partir du moment où, dans un texte, vous organisez un procès au départ, vous allez allonger tous les procès de faillite d'un ou de deux ans.

Sur la question des personnes morales non commerçantes un aménagement peut certainement intervenir. Vous connaissez certainement la jurisprudence qui a assimilé toutes les personnes morales non commerçantes, quand elles font du commerce, à des commerçants de fait.

Tous les hommes de paille peuvent très bien être mis en faillite et ils le sont régulièrement par les tribunaux de commerce.

Mais j'estime que si jamais la loi, comme il nous est maintenant proposé, comporte une possibilité d'opter pour l'une ou l'autre juridiction cette loi sera très mal appliquée. Ce texte est très mauvais. C'est pourquoi, personnellement, je me rallie à l'amendement de la commission.

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 1, repoussé par le Gouvernement.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. M. le rapporteur a présenté un amendement n° 2 qui tend à remplacer le deuxième alinéa de l'article 1^{er} par les trois alinéas suivants :

« Dans tous les cas, à la déclaration doivent être jointes, outre le bilan et le compte de pertes et profits du dernier exercice, les pièces ci-après :

- « 1° Le bilan ;
- « 2° Le compte de pertes et profits ;
- « 3° Un état chiffré des créances et des dettes avec l'indication du nom et du domicile des créanciers ;
- « 4° S'il s'agit d'une société comportant des associés responsables solidairement des dettes sociales, la liste de ces associés avec l'indication de leurs noms et domiciles.

« Ces pièces, établies à la date de la déclaration, doivent être datées, signées et certifiées sincères et véritables par le déclarant.

« Dans le cas où l'une ou l'autre de ces pièces ne peut être fournie ou ne peut l'être qu'incomplètement, la déclaration doit contenir l'indication des motifs qui empêchent cette production ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. René Ithurbide, rapporteur. La commission propose de remplacer le deuxième alinéa de l'article 1^{er} par l'énumération des pièces qui doivent être produites au moment du dépôt du bilan.

Cette énumération est identique à celle des pièces actuellement exigées. Rien n'est donc changé. Peut-être nous dira-t-on que de telles dispositions peuvent être prises par décret. Dans ce cas je n'insisterai pas.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. En effet, le Gouvernement étant d'accord sur le fond, le plus simple me paraît de laisser au texte réglementaire, qui sera pris en application de la loi, le soin de trancher cette question. Il vaut mieux ne pas mélanger les genres.

Mme la présidente. Monsieur le rapporteur, maintenez-vous votre amendement ?

M. René Ithurbide, rapporteur. Sous le bénéfice de l'observation de M. le garde des sceaux, je retire l'amendement.

Mme la présidente. L'amendement n° 2 est retiré.

M. Marcel Massot. En toute hypothèse, le deuxième alinéa de l'article premier doit disparaître.

M. René Ithurbide, rapporteur. Oui.

M. Marcel Massot. Il faut le préciser.

Mme la présidente. Sans nouvel amendement, le deuxième alinéa de l'article premier subsisterait.

M. René Ithurbide, rapporteur. Je dépose un amendement tendant à la suppression du deuxième alinéa de l'article premier.

M. Marcel Massot. C'est indispensable, car sans cela l'amendement n° 1 qui vient d'être adopté n'aurait plus de sens.

Mme la présidente. M. le rapporteur dépose un amendement tendant à la suppression du deuxième alinéa de l'article premier. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Cet amendement est dans la logique de M. le rapporteur.

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement de M. le rapporteur.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. Personne ne demande plus la parole?... Je mets aux voix l'article 1^{er}, modifié par les amendements adoptés.

(L'article 1^{er}, ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

[Article 2.]

Mme la présidente. « Art. 2. — Le règlement judiciaire ou la liquidation des biens peut également être ouvert sur l'assignation d'un créancier, quelle que soit la nature de sa créance.

« Le tribunal peut toujours se saisir d'office, le débiteur entendu ou dûment appelé. »

M. le rapporteur a présenté un amendement n° 3 qui tend, dans le premier alinéa de cet article, à supprimer les mots : « quelle que soit la nature de sa créance ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. René Ithurbide, rapporteur. Une créance a toujours une nature et quelle que soit sa nature, elle permet d'assigner le débiteur en cessation de paiement.

M. le garde des sceaux. D'accord.

Mme la présidente. Personne ne demande la parole?... Je mets aux voix l'amendement n° 3.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. Personne ne demande la parole?... Je mets aux voix l'article 2 modifié par l'amendement n° 3.

(L'article 2, ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

[Articles 3 et 4.]

Mme la présidente. « Art. 3. — Lorsqu'un commerçant est mort en état de cessation des paiements, le tribunal de commerce est saisi, dans le délai d'un an à partir du décès, soit sur la déclaration d'un héritier, soit sur l'assignation d'un créancier.

« Le tribunal peut se saisir d'office dans le même délai, les héritiers connus étant entendus ou dûment appelés. »

Personne ne demande la parole?...

Je mets aux voix l'article 3.

(L'article 3, mis aux voix, est adopté.)

« Art. 4. — Le règlement judiciaire ou la liquidation des biens peut être demandé dans le délai d'un an à partir de la radiation du débiteur du registre du commerce lorsque la cessation des paiements est antérieure à cette radiation.

« Le règlement judiciaire ou la liquidation des biens d'un associé indéfiniment et solidairement responsable du passif peut être demandé dans le délai d'un an à partir de la mention de sa retraite au registre du commerce lorsque la cessation des paiements de la société est antérieure à cette mention.

« Dans les deux cas, le tribunal est saisi ou se saisit d'office dans les conditions prévues à l'alinéa 2 de l'article 2. » — (Adopté.)

[Article 5.]

Mme la présidente. « Art. 5. — Le tribunal compétent est le tribunal de commerce si le débiteur est commerçant ; le tribunal de grande instance est compétent dans les autres cas, à moins que le débiteur ne se soit livré, en fait, à une activité commerciale.

« Le tribunal saisi connaît accessoirement de toutes les contestations trouvant leur source dans les dispositions propres au règlement judiciaire et à la liquidation des biens.

« En cas de conflit de compétence entre la juridiction commerciale et la juridiction civile, le tribunal saisi en premier lieu statue sur les mesures provisoires. »

M. le rapporteur a présenté un amendement n° 4 qui tend à rédiger ainsi cet article :

« Le tribunal compétent est le tribunal de commerce.

« Il connaît de toutes les contestations trouvant leur source dans les dispositions propres au règlement judiciaire et à la liquidation des biens. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. René Ithurbide, rapporteur. Cet amendement est la conséquence de l'amendement n° 1 à l'article 1^{er} que l'Assemblée a adopté.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Ce texte est dans la logique des votes précédents de l'Assemblée.

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 4.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, ce texte devient l'article 5.

[Article 6.]

Mme la présidente. « Art. 6. — Le tribunal qui constate la cessation des paiements prononce le règlement judiciaire du patrimoine du débiteur ou la liquidation des biens de ce dernier ; il fixe provisoirement la date de cessation des paiements.

« A défaut de détermination de la date de cessation des paiements celle-ci est réputée avoir lieu à la date du jugement qui la constate.

« Aucune demande tendant à faire fixer la cessation des paiements à une date autre que celle qui résulte du jugement prononçant le règlement judiciaire ou la liquidation des biens ou d'un jugement postérieur n'est recevable après l'arrêt de l'état des créances prévu à l'article 39. A partir de ce jour, et à défaut d'une telle demande, la date de la cessation des paiements demeure irrévocablement fixée à l'égard de la masse des créanciers.

« En l'absence de jugement, le règlement judiciaire ou la liquidation des biens ne résulte pas du fait de la cessation des paiements. »

Personne ne demande la parole ? ...

Je mets aux voix l'article 6.

(L'article 6, mis aux voix, est adopté.)

[Article 7.]

Mme la présidente. « Art. 7. — Le tribunal prononce soit le règlement judiciaire s'il lui apparaît que le débiteur est en mesure de proposer un concordat sérieux, soit, dans le cas contraire, la liquidation des biens.

« A toute époque de la procédure, le tribunal convertit le règlement judiciaire en liquidation des biens s'il se révèle que le débiteur n'a pas ou n'a plus la possibilité de proposer un concordat sérieux. »

M. le rapporteur a présenté un amendement n° 5 qui tend à rédiger ainsi le premier alinéa de cet article :

« Le tribunal prononce le règlement judiciaire s'il lui apparaît que le débiteur est en mesure de proposer un concordat sérieux et, dans le cas contraire, la liquidation des biens. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. René Ithurbide, rapporteur. Cet amendement est de pure forme. Son adoption ne doit pas présenter de difficulté.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement est d'accord.

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 5.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. M. Massot a présenté un amendement n° 93 qui tend, dans le premier alinéa de l'article 7, à substituer au mot : « sérieux », les mots : « présentant des garanties sérieuses ».

Cet amendement paraît maintenant sans objet.

M. Marcel Massot. Je le retire, madame la présidente.

Mme la présidente. L'amendement n° 93 est retiré.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 7, modifié par l'amendement n° 5.

(L'article 7, ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

[Articles 8 et 9.]

Mme la présidente. Je donne lecture de l'article 8 :

CHAPITRE II

Les organes du règlement judiciaire et de la liquidation des biens.

« Art. 8. — Un juge-commissaire est spécialement chargé de surveiller et d'accélérer sous l'autorité du tribunal les opérations et la gestion du règlement judiciaire et de la liquidation des biens. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 8.

(L'article 8, mis aux voix, est adopté.)

« Art. 9. — Un à trois syndics sont chargés du règlement judiciaire ou de la liquidation des biens.

« Aucun parent ou allié du débiteur jusqu'au quatrième degré inclusivement ne peut être nommé syndic.

« Le juge-commissaire peut, soit sur les réclamations à lui adressées par le débiteur ou par des créanciers, soit même d'office, proposer la révocation d'un ou de plusieurs syndics. » — (Adopté.)

[Article 10.]

Mme la présidente. « A . 10. — Le syndic tient informé tous les trois mois le procureur de la République du déroulement de la procédure du règlement judiciaire ou de la liquidation des biens ; ce magistrat peut, à toute époque, requérir communication de tous actes, livres ou papiers relatifs au règlement judiciaire ou à la liquidation des biens.

« Le procureur de la République communique au juge-commissaire, sur sa demande ou même d'office, nonobstant les dispositions de l'article 11 du code de procédure pénale, tous renseignements utiles à l'administration du règlement judiciaire ou de la liquidation des biens et provenant soit de l'enquête préliminaire, visée aux articles 75 et suivants du code de procédure pénale, soit de l'information ouverte pour les délits prévus au titre III de la présente loi. En outre, le procureur de la République le tient informé de la suite donnée à l'information judiciaire. »

M. le rapporteur a présenté un amendement n° 8 qui tend dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « Le syndic tient informé... » à supprimer les mots : « ... tous les trois mois ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. René Ithurbide, rapporteur. Nous comprenons bien l'intention du Gouvernement, mais nous voyons mal un syndic dans l'obligation de présenter des rapports au procureur de la République tous les trois mois.

En effet, pour continuer l'exploitation, il faut pouvoir obtenir des marchés assez longs assurant une plus grande sécurité. Or, ces marchés ne seront jamais obtenus, si cette obligation subsiste, car personne ne voudra s'engager.

Si le rapport adressé au procureur de la République comprend ces simples mots : « Rien à signaler », il n'aura pour effet que d'augmenter le volume du papier dans le dossier.

M. Marcel Massot. Très bien !

M. René Ithurbide, rapporteur. Cette obligation paraît donc inutile, elle peut être gênante, d'autant plus que le procureur de la République peut, à tout moment, être informé et demander des explications sur la marche des affaires.

Nous voulons alléger la procédure. Simplifions-la.

Mme la présidente. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement ne peut accepter l'amendement de la commission, car il tient essentiellement à ce que le parquet exerce un contrôle effectif sur les procédures.

Ne pas fixer la périodicité des informations reviendrait à formuler un vœu pieux. Or, nous ne saurions nous contenter d'un vœu pieux : nous voulons obtenir des résultats. La périodicité est un facteur du succès de ce contrôle.

Le Gouvernement s'en tient à son texte.

Mme la présidente. La parole est à M. Massot, pour répondre au Gouvernement.

M. Marcel Massot. La périodicité ne me paraît s'imposer.

Il suffit d'indiquer que le procureur de la République sera tenu au courant. Obliger le syndic à lui adresser tous les trois mois un rapport, c'est créer une paperasserie parfaitement inutile.

Le procureur de la République qui recevra un monceau de papier concernant toutes les faillites ne le regardera même pas. En revanche, quand il sera tenu au courant pour une circonstance déterminée, il étudiera le rapport avec plus d'attention.

C'est pourquoi je me rallie à l'amendement présenté par M. Ithurbide.

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 6, repoussé par le Gouvernement.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 10 modifié par l'amendement n° 6.

(L'article 10, ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

[Articles 11 et 12.]

Mme la présidente. « Art. 11. — Le juge-commissaire peut à toute époque nommer par ordonnance un ou deux contrôleurs pris parmi les créanciers.

« Aucun parent ou allié du débiteur ou des dirigeants de la personne morale jusqu'au quatrième degré inclusivement, ne peut être nommé contrôleur ou représentant d'une personne morale désignée comme contrôleur. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 11.

(L'article 11, mis aux voix, est adopté.)

« Art. 12. — Les contrôleurs, sous l'autorité du juge-commissaire, vérifient la comptabilité et l'état de situation présenté par le débiteur et assistent le juge-commissaire dans sa mission de surveillance des opérations du syndic.

« Ils ont toujours le droit de demander compte de l'état de la procédure ainsi que des recettes effectuées et des versements faits. Le syndic est tenu de prendre leur avis sur les actions à entreprendre ou à suivre.

« Les fonctions des contrôleurs sont gratuites ; elles doivent être exercées personnellement. Les contrôleurs ne peuvent être révoqués que par le tribunal sur la proposition du juge-commissaire. Ils ne répondent que de leur faute lourde. » — (Adopté.)

[Avant l'article 13.]

Mme la présidente. M. le rapporteur a présenté un amendement n° 7 rectifié qui tend, dans la section I du chapitre III, avant l'article 13, à insérer un nouvel article ainsi rédigé :

« Le jugement qui prononce le règlement judiciaire et la liquidation des biens constitue les créanciers en une masse représentée par le syndic qui seul agit en son nom et peut l'engager.

« Aucun créancier dont la créance a son origine antérieurement au jugement de règlement judiciaire ou de liquidation des biens et même au cas où l'exigibilité de cette créance interviendrait après ledit jugement ne peut prétendre avoir une créance sur la masse ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. René Ithurbide, rapporteur. La commission propose d'ajouter cet article parce que la masse dont il est question depuis fort longtemps n'a jamais été définie.

Il en résulte des procès pour trancher le point de savoir si le titre de créance et antérieur au jugement déclaratif, car le créancier, bien sûr, préfère être un créancier de la masse qu'un créancier dans la masse.

Par cet amendement nous proposons la confirmation de la jurisprudence en la matière.

Mme la présidente. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement accepte le premier alinéa de l'amendement. Quant au deuxième alinéa, il soulève des problèmes très compliqués et substitue pratiquement une difficulté à une autre. Le Trésor public, qui est privilégié, ne fait pas partie de masse. En y entrant, il perdrait son privilège.

Je demande que cet amendement soit réservé jusqu'au moment où nous discuterons le texte relatif au Trésor.

Mme la présidente. L'amendement n° 7 rectifié est réservé.

[Article 13.]

Mme la présidente. Je donne lecture de l'article 13 :

CHAPITRE III

Effets du jugement sur le patrimoine du débiteur.

Section 1. — Gestion du patrimoine.

« Art. 13. — Le jugement qui prononce le règlement judiciaire emporte de plein droit, à partir de sa date, assistance obligatoire du débiteur par le syndic pour tous les actes concernant l'administration et la disposition de ses biens.

« Si le débiteur ou les dirigeants sociaux refusent de faire un acte nécessaire à la sauvegarde du patrimoine, le syndic peut y procéder seul, à condition d'y être autorisé par le juge-commissaire. Il en est ainsi, notamment, lorsqu'il s'agit de prendre des mesures conservatoires, de procéder au recouvrement des effets et créances exigibles, de vendre des objets soumis à déperissement prochain ou à dépréciation imminente ou dispendieux à conserver, de suivre une action mobilière ou immobilière ».

M. le rapporteur et M. Massot ont présenté un amendement n° 8 qui tend, à la fin de cet article, après les mots « dispendieux à conserver », à insérer les mots « d'intenter ou ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. René Ithurbide, rapporteur. Suivre une action ne constitue qu'une partie de la procédure. Il faut aussi pouvoir intenter.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement.

Mme la présidente. La parole est à M. Rivierez.

M. Hector Rivierez. L'article 13 concerne l'administration et la disposition des biens du débiteur.

A un autre article, il est question des biens que le débiteur peut acquérir après le jugement prononçant la liquidation.

Je suppose que cette disposition s'applique en cas de règlement judiciaire ?

M. le garde des sceaux. Bien entendu.

M. Hector Rivierez. Vous avez repris l'ancien article 473 du code de commerce, mais en l'inversant. Il est bien entendu que, dans tous les cas, les biens acquis postérieurement au jugement de liquidation entrent dans l'hypothèse que nous avons prévue ?

M. le garde des sceaux. Parfaitement.

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 8.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 13, modifié par l'amendement n° 8.

(L'article 13, ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

[Articles 14 et 15.]

Mme la présidente. « Art. 14. — Le jugement qui prononce la liquidation des biens emporte de plein droit, à partir de sa date, dessaisissement pour le débiteur de l'administration et de la disposition de ses biens, même de ceux qu'il peut acquérir, à quelque titre que ce soit, tant qu'il est en état de liquidation des biens. Les droits et actions du débiteur concernant son patrimoine sont exercés, pendant toute la durée de la liquidation des biens, par le syndic. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 14.

(L'article 14, mis aux voix, est adopté.)

Section 2. — Mesures conservatoires.

« Art. 15. — Le jugement qui prononce le règlement judiciaire ou la liquidation des biens emporte, au profit de la masse, hypothèque, que le syndic est tenu de faire inscrire immédiatement sur tous les biens du débiteur et sur ceux qu'il acquerra par la suite, au fur et à mesure des acquisitions. » — (Adopté.)

[Après l'article 15.]

Mme la présidente. M. le rapporteur a présenté un amendement n° 9 qui tend à insérer, après l'article 15, un nouvel article ainsi rédigé :

« Il est procédé à l'inventaire des biens du débiteur, lui présent ou dûment appelé par pli recommandé. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. René Ithurbide, rapporteur. La commission estime qu'il est indispensable d'établir un inventaire.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement mais demande à M. le rapporteur de bien vouloir renoncer aux mots « par pli recommandé », précision qui relève du domaine réglementaire.

M. René Ithurbide, rapporteur. J'accepte.

Mme la présidente. La commission accepte, à la demande du Gouvernement, la suppression, dans l'amendement n° 9, des mots « par pli recommandé ».

Je mets aux voix l'amendement n° 9, ainsi modifié.

(L'amendement, ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

[Articles 16 à 18.]

Mme la présidente. « Art. 16. — Le jugement qui prononce le règlement judiciaire ou la liquidation des biens peut prescrire l'apposition des scellés sur les caisses, portefeuilles, livres, papiers, meubles, effets, magasins et comptoirs du débiteur et, s'il s'agit d'une personne morale comportant des associés indéfiniment responsables, sur les biens de chacun des associés. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 16.

(L'article 16, mis aux voix, est adopté.)

« Art. 17. — Si le tribunal a ordonné l'apposition des scellés, le juge-commissaire peut, sur proposition du syndic, le dispenser de faire placer sous scellés ou l'autoriser à en faire extraire :

« 1° Les objets mobiliers et effets indispensables au débiteur et à sa famille sur l'état qui lui en est soumis ;

« 2° Les objets soumis à déperissement prochain ou à dépréciation imminente ;

« 3° Les objets nécessaires à l'activité professionnelle du débiteur ou à son entreprise, si la continuation de l'exploitation est autorisée. » — (Adopté.)

« Art. 18. — A partir du jugement qui prononce le règlement judiciaire ou la liquidation des biens d'une personne morale, les dirigeants de droit ou de fait, apparents ou occultes, rémunérés ou non, ne peuvent céder les parts ou actions représentant leurs droits sociaux qu'avec l'autorisation du juge-commissaire ; en outre, ils doivent déposer leurs actions au porteur entre les mains du syndic.

« Le tribunal prononce l'incessibilité des actions et parts sociales de toute personne qui s'est immiscée dans la gestion de la personne morale à quelque moment que cette immixtion ait été constatée. » — (Adopté.)

[Article 19.]

Mme la présidente. « Art. 19. — En cas de liquidation des biens, les lettres adressées au débiteur sont remises au syndic ; le débiteur, s'il est présent, assiste à leur ouverture. »

M. Massot a présenté un amendement n° 94 qui tend à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant :

« Toutefois, le syndic doit restituer au débiteur toutes les lettres qui ont un caractère personnel. »

La parole est à M. Massot.

M. Marcel Massot. Actuellement, la loi autorise les syndics à s'approprier les lettres adressées au débiteur. Il y a là, dans certains cas, violation du secret de la correspondance.

J'entends bien que le syndic doit recevoir et conserver les lettres d'affaires qui intéressent la masse des créanciers. Mais la correspondance privée doit être restituée au débiteur, liquidé judiciaire ou failli.

De telles lettres, qui peuvent émaner de sa femme, de sa petite amie ou de son avocat, ne sauraient être retenues par le syndic. Mon amendement paraît absolument conforme au droit et à la logique.

Mme la présidente. Quel est l'avis de la commission ?

M. René Ithurbide, rapporteur. La commission n'a pas été saisie de cet amendement.

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement.

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 94.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 19, complété par l'amendement n° 94.

(L'article 19, ainsi complété, mis aux voix, est adopté.)

[Article 20.]

Mme la présidente. « Art. 20. — Le débiteur peut obtenir sur l'actif, pour lui et pour sa famille, des secours fixés par le juge-commissaire. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 20.

(L'article 20, mis aux voix, est adopté.)

[Article 21.]

Mme la présidente. Je donne lecture de l'article 21 :

Section 3. — Continuation de l'exploitation ou de l'activité.

« Art. 21. — En cas de règlement judiciaire, l'exploitation ou l'activité ne peut être continuée qu'avec l'autorisation du juge-commissaire et pour une période de trois mois au plus ; celui-ci

peut, à tout moment, même d'office, retirer son autorisation. A l'expiration de cette période, l'autorisation est renouvelable tous les trois mois au moins par le tribunal qui peut, à tout moment, même d'office, la retirer après avoir, au besoin, entendu les créanciers qui en feraient la demande.

« Le syndic communique à la fin de chaque période les résultats de l'exploitation ou de l'activité au juge-commissaire et au procureur de la République. »

M. Massot a présenté un amendement n° 95, qui tend, dans la première phrase du premier alinéa de cet article, à substituer aux mots « de trois mois » les mots « d'un an ».

La parole est à M. Massot.

M. Marcel Massot. Il est impossible de juger, au bout de trois mois, de l'orientation qui sera donnée à une affaire. J'estime que ce délai est tout à fait insuffisant, d'autant que le juge-commissaire peut, à tout moment, même d'office, retirer son autorisation. Et pourquoi prévoir seulement un délai de trois mois puisque, au bout d'un mois, de deux mois ou de quatre mois, le juge-commissaire peut retirer l'autorisation d'activité ou d'exploitation ?

Il ne faut pas multiplier les formalités. Un délai d'un an paraît indispensable à la bonne économie et à la saine administration de l'affaire.

Mme la présidente. Qu'en pense la commission ?

M. René Ithurbide, rapporteur. La commission n'a pas été saisie de cet amendement.

Mme la présidente. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. le garde des sceaux. Nous avons prévu un délai de trois mois pour éviter les abus auxquels risquent de donner lieu les continuations provisoires d'exploitation, qui ont souvent pour résultat d'aggraver le passif. Le Gouvernement s'oppose donc à l'amendement.

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 95.

(L'amendement, mis aux voix, n'est pas adopté.)

Mme la présidente. M. le rapporteur a présenté un amendement n° 10, qui tend à rédiger ainsi la deuxième phrase du premier alinéa de l'article 21 :

« Avant l'expiration de cette période, l'autorisation est donnée par le tribunal pour une période qu'il détermine et qui est renouvelable ; il peut, à tout moment, même d'office, la retirer après avoir au besoin entendu les créanciers qui en feraient la demande. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. René Ithurbide, rapporteur. Cet amendement va de soi, étant donné la discussion à laquelle nous nous sommes livrés tout à l'heure. C'est la bonne formule si l'on veut que l'affaire marche bien.

Mme la présidente. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement mais souhaiterait que M. le rapporteur supprime de son amendement les mots : « après avoir au besoin entendu les créanciers qui en feraient la demande ». Cette disposition relève en effet du domaine réglementaire.

Mme la présidente. La parole est à M. le vice-président de la commission.

M. Michel de Grailly, vice-président de la commission. L'expression que vous incriminez, monsieur le garde des sceaux, est reprise du texte de votre projet de loi ! Je ne vois donc pas pourquoi elle devrait disparaître, d'autant que l'amendement ne porte pas sur cette phrase.

M. le garde des sceaux. Vous me mettez dans une position embarrassante, monsieur de Grailly !

M. Michel de Grailly, vice-président de la commission. J'en suis navré, monsieur le garde des sceaux !

M. le garde des sceaux. Avec le sourire, j'accepte l'amendement !

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 10.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. M. Massot a présenté un amendement n° 96 qui tend, dans le deuxième alinéa de l'article 21, après les mots « juge-commissaire », à supprimer la fin de l'alinéa.

La parole est à M. Massot.

M. Marcel Massot. L'Assemblée vient de repousser l'amendement que j'avais déposé sur ce même article et qui tendait à prolonger de trois mois à un an la période d'exploitation autorisée par le juge-commissaire. Raison de plus pour que je maintienne cet amendement n° 96 !

Je ne crois pas, en effet, avec M. le rapporteur, qu'il soit utile de communiquer tous les trois mois les résultats de l'exploitation au procureur de la République.

Mme la présidente. La parole est à M. le vice-président de la commission.

M. Michel de Grailly, vice-président de la commission. J'ai suivi avec beaucoup d'intérêt les interventions de M. Massot, lesquelles vont toujours dans le même sens. J'en ai laissé passer deux sans répliquer, mais je voudrais répondre à la troisième.

Vous avez réussi, mon cher collègue, à faire supprimer par l'Assemblée l'obligation pour le syndic de présenter tous les trois mois un rapport au procureur de la République. Mais votre argumentation me paraît dangereuse. A vous entendre, le syndic serait déchargé de toute obligation de rendre compte au procureur de la République.

Il ne faut pas aller trop loin dans cette voie. Il est nécessaire qu'un contrôle puisse être exercé. Vous ne pouvez pas demander au parquet de l'exercer par l'envoi de questionnaires au syndic. Il faut donc faire appel au syndic et que la correspondance s'établisse du syndic au procureur de la République, et non l'inverse.

Monsieur Massot, il ne serait pas raisonnable que l'Assemblée vous suive sur ce point. Elle ne pourrait d'ailleurs le faire qu'en revenant sur la décision qu'elle a prise au premier alinéa de l'article 21.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement repousse l'amendement pour les raisons exposées fort pertinemment par M. de Grailly.

M. Marcel Massot. Dans ces conditions, je retire mon amendement.

Mme la présidente. L'amendement n° 96 est retiré.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 21, modifié par l'amendement n° 10. (L'article 21, ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

[Article 22.]

Mme la présidente. « Art. 22. — En cas de liquidation des biens, la continuation de l'exploitation ou de l'activité ne peut être autorisée par le tribunal que pour les besoins de la liquidation et si l'intérêt public ou celui des créanciers l'exige impérieusement.

« Elle cesse trois mois après l'autorisation, à moins que le tribunal ne la renouvelle une ou plusieurs fois.

« Elle prend fin un an après le prononcé de la liquidation des biens, sauf décision spécialement motivée du tribunal pour cause grave, dans des cas exceptionnels. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. René Ithurbide, rapporteur. La commission n'a pas voulu déposer d'amendement à cet article, où il est question de continuer l'exploitation dans l'intérêt public ou dans l'intérêt des créanciers.

Mais elle espère que si l'intérêt public se révélait contraire à l'intérêt des créanciers, le Gouvernement ne demanderait pas aux créanciers de faire les frais de la continuation d'exploitation.

Mme la présidente. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. le garde des sceaux. Il n'y a pas de principe en la matière. Le Gouvernement ne peut qu'examiner cas par cas si l'intérêt public l'emporte sur l'intérêt des créanciers, et inversement.

M. René Ithurbide, rapporteur. Ce n'est pas le Gouvernement qui juge, c'est le tribunal.

M. le garde des sceaux. Vous mettez le Gouvernement en cause, je vous réponds.

M. René Ithurbide, rapporteur. Je mets le Gouvernement en cause dans la mesure où il demande de continuer, dans l'intérêt public, une exploitation qui se révélerait contraire à l'intérêt des créanciers. Ceux-ci veulent bien que l'exploitation continue, mais non en faire les frais.

M. le garde des sceaux. On tient toujours compte de tous les intérêts en cause. L'affaire des chantiers de La Seyne en est une preuve.

Mme la présidente. La parole est à M. le vice-président de la commission.

M. Michel de Grailly, vice-président de la commission. Je demande à M. le garde des sceaux si, dans son esprit, l'article 22 que nous examinons se substituerait aux dispositions que nous avons introduites dans la loi de finances rectificative en décembre 1966.

M. le garde des sceaux. Oui.

M. Michel de Grailly, vice-président de la commission. Par conséquent, si cet article 22 est voté, les dispositions de la loi de finances rectificative seront caduques ?

M. le garde des sceaux. Exactement.

Mme la présidente. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 22.

(L'article 22, mis aux voix, est adopté.)

[Article 23.]

Mme la présidente. « Art. 23. — En cas de règlement judiciaire, le tribunal fixe les conditions dans lesquelles le débiteur ou les dirigeants sociaux sont rémunérés.

« En cas de liquidation des biens, le débiteur ou les dirigeants sociaux ne peuvent être employés pour faciliter la gestion qu'avec l'autorisation du tribunal et dans les conditions prévues par celui-ci. »

M. le rapporteur a présenté un amendement n° 11 qui tend à rédiger ainsi le premier alinéa de cet article :

« En cas de règlement judiciaire, le juge-commissaire, sur requête du syndic, décide si le débiteur ou les dirigeants sociaux participeront à la continuation de l'exploitation et fixe, dans ce cas, les conditions dans lesquelles ils seront rémunérés. »
La parole est à M. le rapporteur.

M. René Ithurbide, rapporteur. La rédaction de l'article 23 est incomplète. Elle laisse supposer que les dirigeants sociaux pourraient continuer leur activité et qu'il ne resterait plus au tribunal qu'à fixer leur rémunération. Or tel n'est pas l'esprit des auteurs du projet. C'est pourquoi la commission des lois propose à l'Assemblée d'adopter cet amendement.

M. le garde des sceaux. J'accepte l'amendement.

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 11.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 23, modifié par l'amendement n° 11. (L'article 23, ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

[Article 24.]

Mme la présidente. « Art. 24. — La conclusion d'un contrat de location-gérance portant sur le fonds du débiteur peut être autorisée même en présence d'une clause contraire dans le bail de l'immeuble; cette autorisation doit être donnée par le tribunal; celui-ci refuse son autorisation notamment s'il n'estime pas satisfaisantes les garanties offertes par le preneur ou si ce dernier ne présente pas une indépendance suffisante à l'égard du débiteur. »

M. le rapporteur et M. Rivierez ont présenté un amendement n° 12 qui tend, après les mots « cette autorisation », à substituer aux mots « doit être », le mot « est ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. René Ithurbide, rapporteur. C'est un amendement de forme.

M. le garde des sceaux. La phrase est en effet plus noble. Le Gouvernement accepte l'amendement.

Mme la présidente. La parole est à M. le vice-président de la commission.

M. Michel de Grailly, vice-président de la commission. La phrase sera surtout rédigée en meilleur français. Ce texte juridique ne pourra pas donner lieu à des interprétations diverses, comme c'est le cas de textes politiques, tel l'article 49 de la Constitution, interprété périodiquement, et de façons diverses, par M. François Mitterrand !

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 12.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 24, modifié par l'amendement n° 12. (L'article 24, ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

[Article 25.]

Mme la présidente. « Art. 25. — A toute époque, la résiliation du contrat de location-gérance peut être décidée par le tribunal, soit d'office, soit à la demande du syndic ou du procureur de la République, sur le rapport du juge-commissaire, lorsque, par son fait, le preneur diminue les garanties qu'il avait données. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 25.

(L'article 25, mis aux voix, est adopté.)

[Article 26.]

Mme la présidente. Je donne lecture de l'article 26 :

Section 4. — Actes inopposables à la masse.

« Art. 26. — Tous les actes à titre gratuit translatifs de propriété mobilière ou immobilière, et notamment les constitutions de dot, sont inopposables à la masse lorsqu'ils auront été faits par le débiteur depuis une date déterminée par le tribunal et qui ne peut être fixée plus de deux années avant le jugement ordonnant le règlement judiciaire ou la liquidation des biens. »

M. de Grailly a présenté un amendement n° 91, deuxième rectification, qui tend à rédiger ainsi cet article :

« Le tribunal prononçant le règlement judiciaire ou la liquidation des biens détermine la date de la cessation des paiements. Cette date ne peut être antérieure de plus de 18 mois au prononcé du jugement. »

« Sont inopposables à la masse, lorsqu'ils auront été faits par le débiteur depuis la date de cessation des paiements, les actes suivants :

« 1° Tous les actes à titre gratuit translatifs de propriété mobilière et immobilière, et notamment les constitutions de dot ;

« 2° Tout contrat commutatif dans lequel les obligations du débiteur excèdent notablement celles de l'autre partie ;

« 3° Tout paiement, quel qu'en ait été le mode, pour dettes non échues au jour de la décision constatant la cessation des paiements ;

« 4° Tout paiement pour dettes échues, fait autrement qu'en espèces, effets de commerce, virements ou tout autre mode normal de paiement ;

« 5° Tout dépôt de sommes affecté spécialement aux mains de tiers détenteur en application de l'article 567 du code de procédure civile ;

« 6° Toute hypothèque conventionnelle ou judiciaire ainsi que l'hypothèque légale des époux et de tout droit de nantissement constitués sur les biens du débiteur pour dettes antérieurement contractées ;

« 7° Toute inscription prise en application des articles 53 et 54 du code de procédure civile. »

« Le tribunal peut en outre déclarer inopposables à la masse les actes à titre gratuit visés au 1° de cet article, faits dans les six mois précédant la date de cessation des paiements. »

La parole est à M. de Grailly.

M. Michel de Grailly. Mes chers collègues, en fait mon amendement tend à se substituer aux dispositions non seulement de l'article 26 mais de l'article 27, dont je demanderai la suppression.

Il s'agit, dans ces articles, de fixer la date à laquelle certains actes accomplis par les débiteurs seront inopposables à la masse des créanciers.

Je rappelle que le jugement — celui que dans l'état du droit on appelle le jugement de faillite, celui qui prononce le règlement judiciaire, ou qui, selon la terminologie du projet, sera le jugement de liquidation des biens — est certes constitutif d'une situation juridique nouvelle, mais est également un jugement déclaratif en ce sens qu'il constate l'état de cessation des paiements.

L'état de cessation des paiements est, dans la plupart des cas, antérieur, et souvent largement, à la date du prononcé du jugement et il constitue le seul fondement juridique de l'inopposabilité de certains actes à la masse des créanciers. Dans le système actuellement en vigueur, le tribunal de commerce peut décider souverainement que sa date se situe bien antérieurement au jugement prononçant la faillite ou le règlement judiciaire ; il n'y a pas de limite à cet égard. Et c'est à partir de cette date que court la période suspecte au cours de laquelle certains des actes du débiteur ne sont plus opposables à la masse des créanciers. Je précise d'ailleurs que, toujours dans le système en vigueur actuellement, cette période suspecte est même augmentée des quinze jours qui précèdent la date de cessation des paiements.

Ce système est inspiré, certes, par le légitime souci d'assurer à la masse des créanciers la protection la plus large. Mais il est un autre souci qu'il convient de concilier avec celui-là : c'est celui de la sécurité des transactions.

En outre, il est apparu que notre législation devait être assouplie afin de pouvoir être harmonisée avec les législations commerciales des Etats voisins et notamment ceux de la Communauté économique européenne. C'est précisément l'un des motifs du projet de loi. Je comprends ce souci encore que, je l'ai dit en commission, j'estime que lorsque des législations doivent être harmonisées il est préférable de chercher à élaborer une loi uniforme. Si cela est assez difficile, et peut-être même pas souhaitable lorsqu'il s'agit de droit civil, cela est possible dans des matières nouvelles comme le droit commercial parce que, dans une telle procédure, chacun peut faire valoir ses arguments et ses principes juridiques. C'est ainsi que si une conférence internationale avait été consacrée au problème de la faillite, les juristes français auraient pu faire valoir certains principes de notre droit commercial que je trouve bons. Ce n'est pas ce qui a été fait, et il est regrettable, dans ces conditions, d'être obligé, dans un souci d'harmonisation — qu'encore une fois je comprends — de sacrifier des dispositions que, pour ma part, je préfère à celles de certaines lois étrangères.

Quoi qu'il en soit, il fallait trouver une solution. Sans me livrer à une analyse qui serait trop longue, je trouve que les dispositions du projet de loi ne sont pas satisfaisantes, car elles ne font pas apparaître le lien entre l'état de cessation des paiements et l'inopposabilité de certains actes à la masse des créanciers.

La commission a essayé de parfaire cette rédaction mais, à mon avis, elle n'y est pas parvenue car, tout en introduisant dans le projet de loi la notion de cessation des paiements, elle a respecté la distinction que faisait ce texte entre les actes à titre gratuit, d'une part, et les actes à titre onéreux, d'autre part. Elle aboutissait alors à un système tel qu'on pouvait considérer que certains actes étaient encore opposables à la masse alors que le débiteur les avait accomplis étant en état de cessation des paiements. Ainsi disparaissait le lien entre le fondement de l'inopposabilité et l'inopposabilité elle-même, ce qui était assez choquant.

Le système que je propose me paraît et plus simple et meilleur juridiquement. Le tribunal prononçant le règlement judiciaire ou la liquidation des biens détermine la date de cessation des paiements; celle-ci ne peut être antérieure de plus de dix-huit mois au prononcé du jugement, ce qui va dans le sens de l'harmonisation, souhaitée par le Gouvernement, avec les législations étrangères qui sont hostiles à une période suspecte trop étendue.

Le texte que je propose décide que « sont inopposables à la masse, lorsqu'ils auront été faits par le débiteur depuis la date de cessation des paiements, les actes suivants : ... », suit une série d'actes depuis les actes à titre gratuit translatifs de propriété jusqu'à ceux qui figureraient déjà à l'article 477 du code de commerce.

Mme la présidente. Monsieur de Grailly, je suis désolée de vous interrompre, mais je dois attirer votre attention sur le fait que la conférence des présidents n'a pas prévu que la séance se prolongerait au-delà de minuit.

M. Michel de Grailly. Je termine, madame la présidente, je n'en ai plus que pour une minute.

M. le garde des sceaux. Quant à moi je n'aurai qu'un mot à dire : oui.

M. Michel de Grailly. Je vous en remercie, monsieur le garde des sceaux.

J'en aurai donc terminé en indiquant que, dans mon système, « le tribunal peut en outre déclarer inopposables à la masse les actes à titre gratuit visés au 1^{er} de cet article, faits dans les six mois précédant la date de cessation des paiements ». Ce qui signifie que pour les actes à titre gratuit et eux seuls, le tribunal peut — ce n'est pas une obligation — décider, au vu des circonstances de l'affaire, d'une période suspecte supplémentaire de six mois, étant entendu que le fondement de cet inopposabilité est une présomption de fraude. Le tribunal devra donc étudier soigneusement les circonstances de chaque affaire puisque sa décision à cet égard ne peut reposer que sur la présomption d'un caractère frauduleux des actes déclarés inopposables à la masse des créanciers.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement, en rendant hommage à la commission pour le travail qu'elle a accompli.

Mme la présidente. La parole est à M. le rapporteur.

M. René Ithurbide, rapporteur. Je dois à la vérité de préciser que la commission n'a pas eu connaissance de cet amendement.

M. Michel de Grailly. Je le reconnais. Il s'agit, en effet, d'un amendement présenté à titre personnel, que je n'ai pas eu le temps de soumettre à la commission.

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° 91, deuxième rectification, de M. de Grailly.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

Mme la présidente. En conséquence, ce texte devient l'article 26 et l'amendement n° 13 de M. le rapporteur devient sans objet.

La suite de la discussion est renvoyée à la prochaine séance.

— 3 —

DEPOT D'UN PROJET DE LOI

Mme la présidente. J'ai reçu de M. le Premier ministre un projet de loi de finances rectificative pour 1967.

Le projet de loi sera imprimé sous le n° 272, distribué et renvoyé à la commission des finances, de l'économie générale et du plan, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

— 4 —

DEPOT D'UN RAPPORT

Mme la présidente. J'ai reçu de M. Rivain, rapporteur général, un rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1967. (N° 272.)

Le rapport sera imprimé sous le n° 273 et distribué.

— 5 —

DEPOT D'UN PROJET DE LOI MODIFIE PAR LE SENAT

Mme la présidente. J'ai reçu, transmis par M. le Premier ministre, un projet de loi modifié par le Sénat relatif à la résiliation des contrats d'assurance maladie faisant double emploi avec la garantie du régime obligatoire d'assurance maladie des exploitants agricoles.

Le projet de loi sera imprimé sous le n° 275, distribué et renvoyé à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

— 6 —

DEPOT D'UN PROJET DE LOI ADOPTE PAR LE SENAT

Mme la présidente. J'ai reçu, transmis par M. le Premier ministre, un projet de loi adopté avec modifications par le Sénat relatif à l'amélioration de l'habitat.

Le projet de loi sera imprimé sous le n° 274, distribué et renvoyé à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

— 7 —

ORDRE DU JOUR

Mme la présidente. Mercredi 7 juin, à quinze heures, première séance publique :

Déclaration du Gouvernement, sans débat, sur les événements du Moyen-Orient ;

Eventuellement, discussion après déclaration d'urgence, soit sur le rapport de la commission mixte paritaire, soit en deuxième lecture, du projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social ;

Suite de la discussion, après déclaration d'urgence, du projet de loi n° 92 sur le règlement judiciaire, la liquidation des biens, la faillite personnelle et les banqueroutes. (Rapport n° 265 de M. Ithurbide, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.)

A vingt et une heures trente, deuxième séance publique :

Fixation de l'ordre du jour.

Suite des discussions inscrites à l'ordre du jour de la première séance.

La séance est levée.

(La séance est levée à minuit.)
Le Chef du service du compte rendu sténographique
de l'Assemblée nationale,
VINCENT DELBECCHI.

Communications faites à l'Assemblée nationale par le Conseil constitutionnel.

(Application de l'article L. O. 185 du code électoral.)

DÉCISIONS DE REJET DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL SUR DES REQUÊTES EN CONTESTATION D'OPÉRATIONS ÉLECTORALES

Décision n° 67-430. — Séance du 2 juin 1967.

Lot (2^e circonscription).

Le Conseil constitutionnel,

Vu l'article 59 de la Constitution ;

Vu l'ordonnance du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel ;

Vu le code électoral ;

Vu la requête présentée par M. Henri Thamier, demeurant Cabessut-Haut, à Cahors, ladite requête enregistrée au secrétariat général du Conseil constitutionnel le 22 mars 1967 et tendant à ce qu'il plaise au Conseil statuer sur les opérations électorales auxquelles il a été procédé les 5 et 12 mars 1967 dans la 2^e circonscription du département du Lot pour la désignation d'un député à l'Assemblée nationale ;

Vu le mémoire en défense présenté par M. Bernard Pons, député, ledit mémoire enregistré comme ci-dessus le 7 avril 1967 ;

Vu le mémoire en réplique présenté pour M. Henri Thamier, ledit mémoire enregistré comme ci-dessus le 17 avril 1967 ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Où le rapporteur en son rapport ;

Considérant que M. Murat, suppléant du candidat élu, n'est pas le directeur de la caisse régionale de crédit agricole mutuel du Lot, mais un chef de bureau de ladite caisse ; qu'ainsi, le moyen tiré de ce que M. Murat serait frappé de l'inéligibilité édictée par l'article L. O. 133, 13^e, du code électoral manque en fait ;

Considérant qu'il est constant que, la veille des élections, a été diffusé un tract faussement attribué à M. Bonnafous, candidat au premier tour de scrutin ; que, toutefois, le contenu

de ce document ne comportait la manifestation d'aucune opinion qui fût contraire à celle que M. Bonnafous avait exprimée quelques jours plus tôt et qu'il n'invitait pas les électeurs à se prononcer en faveur de l'un des candidats demeurant en présence au second tour; que, compte tenu notamment du nombre de voix obtenues par les candidats restés en présence au second tour de scrutin, l'irrégularité ainsi commise n'a pu, en l'espèce, modifier le sens du scrutin;

Considérant que M. Juszkiewski a déposé sa candidature, pour le deuxième tour, dans le délai imparti par l'article L. 162 du code électoral et ne l'a pas retirée avant le mardi 7 mars, date à laquelle expirait ce délai; que, toutefois, il a déclaré le 8 mars, par un communiqué remis à l'agence France Presse et repris par la presse, la radiodiffusion et la télévision, se retirer purement et simplement de la compétition et s'est d'ailleurs abstenu aussi bien de faire toute propagande électorale que de remettre à la commission de propagande les bulletins de vote imprimés à son nom; que, s'il incombait à l'administration préfectorale d'inclure l'intéressé dans la liste des candidats au second tour qui a été remise à la presse puisque M. Juszkiewski demeurait, légalement, candidat pour ce second tour, l'erreur commise en ne portant sur cette liste que les noms des candidats demeurant effectivement en présence n'a pu, dans les circonstances de l'affaire, exercer une influence sur les résultats du scrutin,

Décide :

Art. 1^{er}. — La requête susvisée de M. Thamier est rejetée.

Art. 2. — La présente décision sera notifiée à l'Assemblée nationale et publiée au *Journal officiel* de la République française.

Délibéré par le Conseil constitutionnel dans sa séance du 2 juin 1967, où siégeaient MM. Gaston Palewski, président; Cassin, Deschamps, Monnet, Waline, Antonini, Gilbert-Jules, Michard-Pellissier et Luchaire.

Le président,
GASTON PALEWSKI.

Décision n° 67-444. — Séance du 2 juin 1967.

Isère (2^e circonscription).

Le Conseil constitutionnel,

Vu l'article 59 de la Constitution ;
Vu l'ordonnance du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel ;
Vu le code électoral ;

Vu la requête présentée par M. Xavier Dugoujon, demeurant 15, rue Jarente, à Lyon (Rhône), ladite requête enregistrée au secrétariat général du Conseil constitutionnel le 23 mars 1967 et tendant à ce qu'il plaise au Conseil constitutionnel statuer sur les opérations électorales auxquelles il a été procédé les 5 et 12 mars 1967 dans la 2^e circonscription de l'Isère pour la désignation d'un député à l'Assemblée nationale ;

Vu le mémoire en défense présenté par M. Mendès-France, député, ledit mémoire enregistré le 31 mars 1967 au secrétariat général du Conseil constitutionnel ;

Vu le mémoire en réplique présenté par M. Dugoujon, ledit mémoire enregistré comme ci-dessus le 28 avril 1967 ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Où le rapporteur en son rapport ;

Considérant que, pour demander l'annulation de l'élection contestée, le requérant invoque la circonstance que M. Mendès-France a tenu, la veille au soir du premier tour de scrutin, une réunion publique dont l'enregistrement a été diffusé le soir même par un poste périphérique et qui a donné lieu le lendemain à un compte rendu dans la presse ;

Considérant que les faits ainsi invoqués ne sont contraires à aucune disposition législative ou réglementaire et, par suite, n'ont pas constitué un acte de propagande irrégulier,

Décide :

Art. 1^{er}. — La requête susvisée de M. Dugoujon est rejetée.

Art. 2. — La présente décision sera notifiée à l'Assemblée nationale et publiée au *Journal officiel* de la République française.

Délibéré par le Conseil constitutionnel dans sa séance du 2 juin 1967, où siégeaient MM. Gaston Palewski, président; Cassin, Deschamps, Monnet, Waline, Antonini, Gilbert-Jules, Michard-Pellissier et Luchaire.

Le président,
GASTON PALEWSKI.

Décision n° 67-445. — Séance du 2 juin 1967.
Nord (1^{er} circonscription).

Le Conseil constitutionnel,

Vu l'article 59 de la Constitution ;

Vu l'ordonnance du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel ;

Vu le code électoral ;

Vu la requête présentée par M. Jean Levêque, demeurant 14, rue Marcellin-Berthelot, à Laon (Aisne), ladite requête enregistrée le 23 mars 1967 au secrétariat général du Conseil constitutionnel et tendant à ce qu'il plaise au Conseil statuer sur les opérations électorales auxquelles il a été procédé les 5 et 12 mars 1967 dans la première circonscription du département du Nord pour la désignation d'un député à l'Assemblée nationale ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Où le rapporteur en son rapport ;

Considérant qu'aux termes de l'article 33 de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 « le droit de contester une élection appartient à toutes les personnes inscrites sur les listes électorales de la circonscription dans laquelle il a été procédé à l'élection ainsi qu'aux personnes qui ont fait acte de candidature » ;

Considérant qu'il résulte de l'instruction et des propres déclarations du requérant que celui-ci n'est pas inscrit sur les listes électorales de la première circonscription du département du Nord et qu'il n'y a pas fait acte de candidature ; que dès lors, sa requête dirigée contre l'élection de M. Christiaens comme député de ladite circonscription n'est pas recevable,

Décide :

Art. 1^{er}. — La requête susvisée de M. Levêque est rejetée.

Art. 2. — La présente décision sera notifiée à l'Assemblée nationale et publiée au *Journal officiel* de la République française.

Délibéré par le Conseil constitutionnel dans sa séance du 2 juin 1967, où siégeaient MM. Gaston Palewski, président; Cassin, Deschamps, Monnet, Waline, Antonini, Gilbert-Jules et Luchaire.

Le président,
GASTON PALEWSKI.

Décision n° 67-458. — Séance du 2 juin 1967.

Martinique (2^e circonscription).

Le Conseil constitutionnel,

Vu l'article 59 de la Constitution ;

Vu l'ordonnance du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel ;

Vu le code électoral ;

Vu la requête présentée par M. Edmond Valcin, demeurant route de Didier, à Fort-de-France (Martinique), ladite requête enregistrée le 16 mars 1967 à la préfecture de la Martinique et tendant à ce qu'il plaise au Conseil constitutionnel statuer sur les opérations électorales auxquelles il a été procédé le 5 mars 1967 dans la 2^e circonscription de la Martinique pour la désignation d'un député à l'Assemblée nationale ;

Vu le mémoire en défense présenté pour M. Césaire, député, ledit mémoire enregistré le 13 avril 1967 au secrétariat général du Conseil constitutionnel ;

Vu le mémoire en réplique présenté par M. Valcin, ledit mémoire enregistré comme ci-dessus le 2 mai 1967 ;

Vu le mémoire en duplique présenté pour M. Césaire, ledit mémoire enregistré comme ci-dessus les 11 et 22 mai 1967 ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Où le rapporteur en son rapport ;

— Sur les griefs tirés des irrégularités commises dans l'établissement des listes électorales :

Considérant que M. Valcin soutient que la revision de la liste électorale opérée par la commission administrative en décembre 1966 aurait comporté de nombreuses irrégularités de nature à altérer la sincérité du scrutin; que 9.754 radiations d'office auraient été prononcées sans que les électeurs radiés aient été avertis conformément à l'article L. 23 du code électoral; que le tableau rectificatif des additions et retranchements n'aurait été ni affiché ni déposé au secrétariat de la mairie et que la réclamation d'un électeur n'aurait pas été soumise à l'examen de la commission municipale ;

Considérant que la revision électorale opérée les 6 et 10 décembre 1966 a donné lieu à l'établissement de procès-verbaux qui n'ont fait l'objet d'aucune observation ou recours de l'autorité préfectorale; que, si les personnes radiées d'office de la liste électorale n'en ont pas été averties, comme elles auraient dû l'être en application de l'article L. 23 du code

électoral, il résulte de l'instruction que cette irrégularité, aussi critiquable soit-elle, n'a pu avoir sur l'établissement de la liste une influence susceptible de modifier le résultat de l'élection ;

Considérant, en effet, que le tableau rectificatif a fait l'objet d'un procès-verbal de dépôt au secrétariat de la mairie et que ce dépôt a été annoncé aux intéressés par la voie de la presse ; qu'à la suite de cette publicité, 600 réclamations environ ont été enregistrées et ont donné lieu à 218 décisions de réinscription de la part du tribunal d'instance ;

Considérant, par ailleurs, que les divers bureaux de vote de la circonscription n'ont enregistré aucune réclamation d'électeurs prétendant avoir été indûment privés de leur droit de vote par suite d'une radiation abusive de la liste électorale ;

Considérant, enfin, que, si la réclamation d'un électeur portant sur le défaut d'affichage et le refus de communication du tableau rectificatif le 4 janvier 1967, dernier jour du délai fixé par l'article R. 10 du code électoral, est demeurée sans suite, ce fait est, en l'espèce, sans influence sur le résultat du scrutin ;

— Sur les griefs tirés d'irrégularités commises dans le déroulement du scrutin et dans les opérations du dépouillement :

Considérant que le requérant allègue certaines irrégularités consistant dans le vote sans présentation de la carte d'identité, le vote de personnes ne figurant pas sur la liste électorale, le dépouillement à huis-clos dans un bureau de la circonscription et l'établissement par un même bureau de deux procès-verbaux non identiques ;

Considérant que, si des électeurs ont été, dans quelques cas, admis à voter sans qu'il soit exigé d'eux, en sus de la production de leur carte d'électeur, la présentation d'un titre d'identité et si une électrice a été admise à voter bien qu'elle ait été radiée de la liste électorale, il n'est pas établi que ces faits aient permis des fraudes de nature à altérer la sincérité du scrutin ;

Considérant que, si un bureau de vote a cru devoir procéder, à l'appui du deuxième procès-verbal des opérations électorales, d'ailleurs identique au premier, à la reconstitution des pièces annexées au premier, cette irrégularité purement formelle ne saurait constituer une présomption de fraude ; qu'enfin, il n'est pas établi que, dans un bureau de vote, le dépouillement ait eu lieu à huis-clos ;

Considérant qu'il résulte de ce qui précède que la requête susvisée de M. Valcin ne saurait être accueillie,

Décide :

Art. 1^{er}. — La requête susvisée de M. Valcin est rejetée.

Art. 2. — La présente décision sera notifiée à l'Assemblée nationale et publiée au *Journal officiel* de la République française.

Délibéré par le Conseil constitutionnel dans sa séance du 2 juin 1967, où siégeaient MM. Gaston Palewski, président ; Cassin, Deschamps, Monnet, Waline, Antonini, Gilbert-Jules, Michard-Pellissier et Luchaire.

Le président,
GASTON PALEWSKI.

Commission mixte paritaire chargée d'examiner le projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale et le Sénat dans leurs séances du 6 juin 1967, cette commission est ainsi composée :

Députés.

Membres titulaires :	Membres suppléants :
MM. Abelin. Bonnet (Georges). Bousquet. Cot (Pierre). Denis (Bertrand). Habib-Deloncle. Ribadeau-Dumas.	MM. Deschamps. Caille (René). Dupuy. Deprez. Chandernagor. Rabourdin. Ducoloné.

Sénateurs.

Membres titulaires :	Membres suppléants :
MM. Plait. Menu. Marcilhacy. Schmitt. Champaix. Filippi. Dailly.	MM. Pauzet. Lambert. Grand. Tournan. Messaud. Pessus. Fosset.

Démission de membre de commission.

M. Souchal a donné sa démission de membre de la commission de la défense nationale et des forces armées.

Nomination de membres d'organismes extraparlimentaires.

M. le président de l'Assemblée nationale a nommé M. Anthozio membre de la commission chargée d'examiner les demandes d'autorisation de jeux.

M. le président de l'Assemblée nationale a nommé MM. Saïd Ibrahim et Cerneau membres titulaires et MM. Pidjot et Rivierez membres suppléants du conseil de surveillance de la caisse centrale de coopération économique.

Dans sa séance du 6 juin 1967, l'Assemblée nationale a nommé : MM. Rivierez, Dreyfus-Schmidt et Duroméa membres de la commission supérieure de codification ;

M. Hoguet, membre titulaire, et M. Delachenal, membre suppléant de la commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence.

QUESTIONS

REMISES A LA PRESIDENCE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE
(Application des articles 133 à 138 du règlement.)

QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT

1830. — 5 juin 1967. — M. Cassagne expose à M. le ministre des affaires sociales que les syndicats ouvriers demandent que soit accélérée la réalisation des objectifs sociaux du traité de Rome. Il lui demande s'il est dans les intentions du Gouvernement d'organiser une rencontre des ministres du travail et des représentants des organisations d'employeurs et de travailleurs de la Communauté économique européenne, pour lever toutes les hypothèques qui font obstacle au développement de la politique sociale au niveau européen et fixer une politique commune en la matière.

1831. — 5 juin 1967. — M. Estier expose à M. le ministre de l'équipement et du logement que l'augmentation des loyers dans les H. L. M. dépendant des offices de la ville de Paris est extrêmement difficile à supporter par de nombreux locataires, en particulier les personnes âgées qui ne disposent que de ressources fixes. Dans certains groupes d'H. L. M. situés dans le 18^e arrondissement par exemple, les loyers ont subi en dix-huit mois, du 15 octobre 1965 au 15 avril 1967, une augmentation de 33 p. 100. L'office public d'H. L. M. de la ville de Paris justifie ces augmentations en affirmant qu'elles constituent un geste de solidarité demandé à ceux qui ont été logés grâce à l'action de l'office, pour permettre à celui-ci de ne pas relâcher son action. Il lui demande s'il n'y a pas également un geste de solidarité à accomplir en faveur des personnes âgées qui ne peuvent supporter les augmentations qui leur sont demandées, et qui ont pourtant droit à un logement décent. Il lui demande si on ne pourrait pas, par exemple, consentir à ces locataires une exonération, sur production d'un certificat des contributions directes indiquant le montant de leurs revenus.

1870. — 6 juin 1967. — M. Médecin demande à M. le ministre de l'Information s'il estime satisfaisants les programmes actuels des émissions radio en ondes courtes notamment dans leur volume. Il suggère qu'une conférence interministérielle permette prochainement de définir les objectifs en ce domaine et de prévoir les moyens techniques et financiers nécessaires pour que la France rattrape son retard par rapport aux autres grandes nations.

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

1887. — 6 juin 1967. — M. Musmeaux expose à M. le ministre des affaires sociales que l'article L. 331 du code de la sécurité sociale stipule que l'assurance vieillesse garantit une pension de retraite à l'assuré qui atteint l'âge de soixante ans. Pour les assurés qui justifient d'au moins trente années d'assurance, la pension est égale à 20 p. 100 du salaire annuel de base. Lorsque l'assuré

demande la liquidation de sa pension après l'âge de soixante ans, cette pension est majorée de 4 p. 100 du salaire annuel de base par année postérieure à cet âge. Les dispositions de cet article ne correspondent plus aujourd'hui à la réalité. En effet, l'assurance vieillesse date de 1930; ceux qui aujourd'hui demandent la liquidation de leur pension à soixante-cinq ans ont cotisé pendant 37 ans; ceux qui la demanderont au même âge en 1970 auront cotisé pendant 40 ans et ce, sans aucune bonification. Il serait juste qu'une majoration de retraite soit accordée à tout salarié pour chaque trimestre d'assurance accomplie au-delà de la trentième année. Il lui demande si le Gouvernement entend ne plus s'opposer à une aspiration particulièrement unanime et équitable et que contient la proposition de loi n° 197 que le groupe communiste vient de déposer sur le bureau de l'Assemblée nationale.

1888. — 8 juin 1967. — M. Tourné expose à M. le ministre de l'équipement et du logement que chaque jour en France de nombreux locataires de bonne foi se voient signifier le congé de l'appartement qu'ils occupent. Lorsque, cas de plus en plus fréquent, le Gouvernement, ayant à plusieurs reprises restreint le champ d'application de la loi du 1^{er} septembre 1948, ces locataires ne bénéficient pas du maintien légal dans les lieux, ils se trouvent le plus souvent contraints de répondre qu'ils ne peuvent remettre les clés au propriétaire. La crise du logement, l'insuffisance des logements à caractère social, les prix exorbitants des loyers des constructions neuves les empêchent, en effet, de se reloger ailleurs. C'est alors que commence contre ces locataires une procédure tendant à leur expulsion par décision de justice. Les locataires, dans le cours de cette procédure onéreuse et compliquée, n'obtiennent presque toujours que de faibles délais, voire aucun. Le concours de la force publique est alors prêté au propriétaire pour procéder à l'expulsion de la famille vouée à la rue. En conséquence, il lui demande quelle est la doctrine officielle, compte tenu de la crise du logement, en ce qui concerne les expulsions nombreuses dont sont victimes des familles de locataires qui ne sont pas protégées par la loi du 1^{er} septembre 1948 ou qui ne le sont plus, et quelles mesures le Gouvernement compte prendre pour empêcher l'expulsion ou assurer le relogement préalable et convenable de ces locataires de bonne foi, spécialement lorsqu'il s'agit de familles nombreuses, de locataires âgés ou n'ayant que très peu de ressources, d'invalides, etc.

1889. — 6 juin 1967. — M. Musmeux expose à M. le ministre des affaires sociales que l'article L. 343 du code de la sécurité sociale stipule que le salaire servant de base au calcul de la pension est le salaire annuel moyen correspondant aux cotisations versées au cours des dix dernières années d'assurance accomplies avant l'âge de soixante ans ou avant l'âge servant de base à la liquidation, si ce mode de calcul est plus avantageux pour l'assuré. L'esprit de cet article ne correspond plus à la réalité. Depuis 1930, les conditions de travail se sont modifiées, et, très souvent, pendant les dix dernières années, les salariés ont vu leur situation modifiée à leur désavantage. Il en est ainsi dans les deux exemples suivants: 1° dans la sidérurgie, les ouvriers des hauts fourneaux, les ouvriers de laminoirs de vingt-cinq à cinquante ou cinquante-cinq ans fournissent un travail très dur; leurs salaires dépassent la moyenne; arrivés à l'âge de cinquante ou cinquante-cinq ans, ils ne peuvent plus fournir le même effort, ils sont alors déclassés et leurs salaires diminuent de 30 à 40 p. 100; 2° les chauffeurs transporteurs routiers, ou chauffeurs de transport en commun, fournissent un travail très fatigant; ils peuvent l'assurer de vingt-cinq à cinquante ou cinquante-cinq ans; passé cet âge, ils doivent quitter leur emploi et leur salaire se trouve diminué de 30 à 40 p. 100. Cela est vrai également pour tous les ouvriers victimes des concentrations, déclassés ou reclassés dans d'autres entreprises avec des salaires très inférieurs. Il serait juste de modifier l'article L. 343 du code de la sécurité sociale et de calculer la pension non pas sur le salaire moyen des dix dernières années mais sur celui des dix meilleures années. Il lui demande si le Gouvernement entend saisir le Parlement d'un texte à cet effet ou ne pas s'opposer à l'inscription rapide à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale de la proposition de loi n° 197 déposée par le groupe communiste et qui contient cette disposition nouvelle en son article 3.

QUESTIONS ECRITES

Article 138 du règlement:

« Les questions écrites... ne doivent contenir aucune imputation d'ordre personnel à l'égard de tiers nommément désignés.
« Les réponses des ministres doivent être publiées dans le mois suivant la publication des questions. Ce délai ne comporte aucune interruption. Dans ce délai, les ministres ont toutefois la faculté soit de déclarer par écrit que l'intérêt public ne leur permet pas

de répondre, soit, à titre exceptionnel, de demander, pour rassembler les éléments de leur réponse, un délai supplémentaire qui ne peut excéder un mois. Lorsqu'une question écrite n'a pas obtenu de réponse dans les délais susvisés, son auteur est invité par le président de l'Assemblée à lui faire connaître s'il entend ou non la convertir en question orale. Dans la négative, le ministre compétent dispose d'un délai supplémentaire d'un mois. »

1832. — 6 juin 1967. — M. Charles Privat rappelle à M. le ministre de l'agriculture que les pays suivants auraient été autorisés à importer en France des pommes de terre de primeur pendant l'actuelle campagne: l'Italie (Sicile): 80.000 tonnes; le Maroc: 60.000 tonnes; l'Algérie: 70.000 tonnes; l'Espagne: 95.000 tonnes; Chypre: 100.000 tonnes; l'Egypte: 30.000 tonnes. Dans une question du 24 avril 1967, il lui précisait que ces indications semblent comporter, pour les mois d'avril et surtout de mai, des risques de détérioration du marché français de la pomme de terre de primeur, tels qu'on a pu en connaître en 1963. Il lui demandait quelles mesures il comptait prendre pour éviter l'effondrement des cours de la pomme de terre de primeur, effondrement qui sanctionnerait une nouvelle fois durement les agriculteurs français. Aucune réponse n'a été donnée à cette question, mais les faits viennent, hélas, vérifier les craintes énoncées puisque, sur un marché d'intérêt national de la région provençale, les cours de la pomme de terre de primeur se sont établis entre 0,32 franc et 0,40 franc le kilogramme, alors que, l'an dernier, ils étaient compris entre 0,90 franc et 1 franc. D'autre part, des centaines de tonnes de pommes de terre de primeur en provenance d'Algérie sont reçues sur les quais du port de Marseille (300 tonnes le 22 mai par exemple). Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour rétablir les cours normaux de cette production et éviter une injuste pénalisation des agriculteurs français.

1833. — 6 juin 1967. — M. Commenay demande à M. le ministre de l'intérieur quelles propositions il entend faire dans le projet de budget de 1968 pour tenir compte à la fois du désir exprimé par l'ensemble des groupes de l'Assemblée nationale lors du débat du 21 avril 1967 et des promesses faites, en son nom, par le secrétaire d'Etat à l'intérieur concernant une augmentation des effectifs de personnel dans les préfectures et la prise en charge des auxiliaires départementaux occupés à des tâches d'Etat.

1834. — 6 juin 1967. — M. Dejean expose à M. le ministre de l'équipement et du logement que la circulaire n° 65-42 du 10 août 1965 relative à la réforme du financement de la construction par primes et prêts, réalisée par décret n° 65-574 du 13 juillet 1965 et arrêtée du même jour, prévoit en son titre 1^{er}, chapitre 1^{er} « Conditions d'octroi des primes », article 5, que « par une interprétation libérale des textes, peuvent bénéficier des primes les personnes physiques et les personnes morales qui font construire des locaux destinés à l'habitation en commun, à condition: que l'opération projetée ne présente aucun caractère commercial ou lucratif; que l'habitation soit le but principal et non accessoire de la construction; qu'enfin aucun concours de l'Etat ne soit accordé sous aucune forme. Par exemple, des primes peuvent être accordées pour: les locaux destinés à des personnes âgées ou à des étudiants (cf. §§ 25 et 39); les locaux construits par des œuvres de bienfaisance et destinées à des personnes économiquement faibles ou de condition modeste. La même circulaire stipule en son article 37 que « ne sont pas exclues du bénéfice des primes les constructions dont le financement est pour partie assuré grâce à des prêts, avances (à taux d'intérêt normal ou réduit) ou subventions consentis par des organismes tels que: caisses d'allocations familiales ou de sécurité sociale, d'épargne, etc. Il lui demande, dans ces conditions, si le bénéfice de ces primes peut être accordé à un hôpital-hospice, établissement public à caractère non lucratif, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière, pour la construction d'une maison de retraite destinée au logement de personnes âgées, pour la plupart économiquement faibles ou de condition modeste, étant entendu que le financement de cette opération est assuré par des prêts et subventions consentis par les caisses d'épargne et les organismes de sécurité sociale, à l'exclusion de toute participation financière de l'Etat. Dans la négative, il lui demande de lui faire connaître les dispositions législatives ou réglementaires pouvant motiver une déclaration de rejet.

1835. — 6 juin 1967. — M. Montagne demande à M. le ministre de l'économie et des finances s'il envisage de prendre prochainement des mesures en vue d'indemniser les Français rapatriés d'Algérie dont les biens immeubles ont été détruits, confisqués ou spoliés à l'occasion des événements qui ont précédé, accompagné ou suivi la fin de la souveraineté française sur l'Algérie.

1836. — 6 juin 1967. — M. Montagne expose à M. le ministre de l'économie et des finances que les commerçants de gros de fruits et légumes s'inquiètent beaucoup, dans l'ignorance où ils sont des modalités d'application de la loi n° 66-10 relative aux taxes sur le chiffre d'affaires du 6 janvier 1966, des répercussions importantes que ne manquera pas d'avoir sur leur activité la généralisation de la T. V. A. Il lui expose qu'à l'heure actuelle et en application de la loi de finances du 30 avril 1955, le commerce de gros des fruits et légumes est exonéré de toute taxe indirecte et qu'en vertu de la loi du 6 janvier 1966 la commercialisation des produits agricoles non transformés — donc des fruits et légumes — est soumise à la T. V. A. au taux de 6 p. 100. Toutefois, la même loi prévoit que les producteurs pourront opter soit pour le régime de la T. V. A., soit pour le régime du forfait, comme actuellement, et que seuls les détaillants atteignant un certain chiffre d'affaires seront soumis au régime du forfait, comme c'est le cas actuellement. Le commerce de gros, placé entre le stade de la production et le stade de détail, dont une partie de chacun de ces deux stades pourra opter pour le régime du forfait, se trouvera donc en concurrence difficile, d'une part, avec les producteurs exonérés de la T. V. A. vendant directement sur un marché de gros à des détaillants ayant opté pour le régime du forfait, d'autre part, avec des détaillants également au forfait qui pourraient aller acheter directement leurs produits « en culture » à des producteurs soumis au régime du forfait. Il lui demande : 1° si des mesures sont prévues afin d'éviter les distorsions que risque encore d'accroître l'application de la loi du 6 janvier 1966 ; 2° s'il ne serait pas souhaitable de placer les fruits et légumes en dehors du champ d'application de la T. V. A. puisqu'il appert, de renseignements en sa possession, que certains projets actuellement à l'étude au sein de la Communauté économique européenne n'excluraient pas cette disposition.

1837. — 6 juin 1967. — M. Montagne expose à M. le ministre de l'éducation nationale le cas d'une société industrielle d'habillement qui, se trouvant dans l'obligation de former elle-même ses ouvrières qualifiées, a organisé un centre d'apprentissage dont les élèves sont présentées aux épreuves du C. A. P. Depuis deux ans, au terme des dispositions fixées par la nouvelle convention collective de l'industrie du vêtement, elle a dû prévoir un apprentissage en deux ans. En accord avec ces dispositions de jeunes apprenties, ayant quitté l'école à quatorze ans et âgées de seize ans aujourd'hui, ont donc été présentées cette année. Or, par suite d'une circulaire n° IV 67-76 du 8 février 1967 du ministère de l'éducation nationale, ces candidatures ont été refusées. Il s'étonne que ce soit deux mois avant l'examen qu'on oppose à des candidates au C. A. P. des conditions d'âge dont elles ont de bonne foi ignoré l'existence au moment où elles entraient en apprentissage. Il lui demande s'il n'estime pas équitable, étant donné les conditions analysées plus haut, de faire bénéficier ces candidates des dérogations prévues en faveur des candidates qui auraient préparé le C. A. P. dans un C. E. T. à scolarité à deux ans, telles qu'elles sont définies par la circulaire précédemment citée.

1838. — 6 juin 1967. — M. Bouloche attire l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur le personnel accomplissant son service national actif dans le service de la coopération dont le statut (décret n° 67-210 du 10 mars 1967) prévoit dans son article 11 que : « Lorsqu'ils sont en France en instance de départ, les intéressés reçoivent une indemnité forfaitaire égale à 50 p. 100 du taux de base minimum. Lorsque, hors de l'Etat de séjour, ils sont en permission normale ou en permission de convalescence en tant que rapatriés sanitaires, les intéressés reçoivent une indemnité forfaitaire égale à 5 p. 100 du taux de base minimum ». Il lui demande : 1° pourquoi, en cas de permission hors de l'Etat de séjour, l'indemnité est ramenée à 5 p. 100 alors qu'auparavant elle était perçue intégralement pendant les vacances quel que soit le lieu où celles-ci étaient prises. Le maintien de l'indemnité semble justifié par le fait que les coopérateurs ayant assumé un service normal d'enseignement pendant l'année scolaire dans des conditions parfois difficiles ont moralement droit à une permission de détente et aux moyens matériels qui permettent de prendre cette permission, moyens déjà amputés puisque, à compter du 1^{er} octobre 1966, les coopérateurs n'ont plus droit ni aux 30 p. 100 sur les avions et bateaux, ni au quart de place sur les chemins de fer ; 2° s'il ne serait pas possible, en conséquence, de maintenir l'indemnité au taux antérieur. Cette mesure serait doublement justifiée pour les personnels recrutés avant publication du décret, qui se voient en effet refuser au titre de l'article 27 le bénéfice de l'indemnité du taux de 50 p. 100 appliqué en France en attendant le départ, tout en se voyant appliquer la décision relative au taux de 5 p. 100, ce qui constitue une injustice certaine.

1839. — 6 juin 1967. — M. Bouloche expose à M. le ministre de l'éducation nationale que la revue *Documents d'actualité*, éditée par la Documentation française, a publié, dans son numéro de novembre 1966, une étude sur l'intégration des officiers dans l'éducation nationale. Cette étude indique que 978 officiers ont été accueillis dans le personnel des établissements scolaires. Aux termes de la loi n° 63-1331 du 31 décembre 1963, le décret n° 64-163 du 24 février 1964 et de l'instruction n° 6000/E/G/1-B du 19 mars 1964, ces officiers pourront être titularisés dans l'une des catégories suivantes : professeurs certifiés, surveillants généraux, chargés d'enseignement, adjoints d'enseignement, professeurs techniques adjoints. Il lui demande combien d'intégrations ont été prononcées et pour chaque catégorie quels sont les titres universitaires des personnels intégrés.

1840. — 6 juin 1967. — M. Christian Bonnet rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances qu'un rapport présenté en juin 1963 à M. le Premier ministre par la commission d'étude des aides à la promotion sociale avait abouti à un projet de décret modifiant et simplifiant les règles d'application de la législation relative à la taxe d'apprentissage, mais que ce texte, pourtant approuvé par le Conseil d'Etat n'est jamais paru au *Journal officiel*. Il lui précise qu'une des dispositions de la loi-programme du 3 décembre 1966 sur la formation professionnelle, la promotion sociale et l'emploi augmente le taux de la taxe d'apprentissage, qui passe ainsi de 0,40 p. 100 à 0,60 p. 100 du montant des salaires. Il lui demande s'il n'estime pas nécessaire que des décrets d'application de ce nouveau texte viennent simplifier les règles de la taxe sur l'apprentissage et fassent prochainement l'objet d'une publication officielle afin que les employeurs concernés puissent prendre en temps opportun des dispositions pour l'application de la nouvelle réglementation.

1841. — 6 juin 1967. — M. Léon Ayme expose à M. le ministre de l'économie et des finances que, d'après les textes en vigueur, les parents d'un invalide mental et physique à leur charge ont droit à la vignette auto gratuite. Il lui signale le cas d'une sœur et d'un beau-frère qui à la suite du décès des parents ont recueilli chez eux leur frère et beau-frère invalide mental et physique avec carte d'invalidité allocation à taux plein, une attestation du médecin contrôleur de l'aide sociale certifiant une infirmité qui l'oblige à être accompagné d'une tierce personne dans ses déplacements, une attestation préfectorale certifiant que l'infirme est complètement à leur charge et qui se voit refuser le bénéfice de la vignette gratuite. Il lui demande si cette sœur et ce beau-frère ayant pris la relève des parents décédés ne peuvent pas profiter eux-mêmes de cette gratuité.

1842. — 6 juin 1967. — M. Fourmond demande à M. le ministre des affaires sociales si, pour répondre au désir manifesté par un certain nombre de personnes titulaires de l'allocation vieillesse des professions artisanales, il ne serait pas possible d'obtenir que, sur la demande des allocataires, les caisses acceptent de verser les arrérages desdites allocations à la caisse d'épargne pour être inscrits au crédit du compte de chaque allocataire, alors qu'actuellement les versements de ces allocations ne peuvent être faits qu'à un compte courant postal ouvert au nom de l'allocataire lui-même.

1843. — 6 juin 1967. — M. Fourmond expose à M. le ministre de l'agriculture qu'un grand nombre d'anciens prisonniers de guerre sont obligés de cesser leur activité professionnelle avant d'avoir atteint l'âge de soixante-cinq ans, en raison d'une usure prématurée due aux souffrances qu'ils ont subies pendant leur temps de captivité. Il lui demande s'il n'estime pas équitable d'accorder à ceux d'entre eux qui sont exploitants agricoles la possibilité d'obtenir leur retraite de vieillesse à un âge compris entre soixante et soixante-cinq ans.

1844. — 6 juin 1967. — M. Fourmond expose à M. le ministre des affaires sociales qu'un grand nombre d'anciens prisonniers de guerre sont obligés de cesser leur activité professionnelle avant d'avoir atteint l'âge de soixante-cinq ans, en raison d'une usure prématurée due aux souffrances qu'ils ont subies pendant leur temps de captivité. Il lui demande s'il n'estime pas équitable d'accorder à ceux d'entre eux qui sont assurés sociaux la possibilité d'obtenir la pension de vieillesse au taux prévu pour la liquidation à soixante-cinq ans, quel que soit l'âge, compris entre soixante et soixante-cinq ans, auquel ils demandent cette liquidation.

1845. — 6 juin 1967. — M. Millet attire l'attention de M. le ministre de l'industrie sur le grand mécontentement des mineurs aveyronnais reconvertis ou licenciés, du fait de la non-application par les Charbonnages du protocole d'accord qu'ils ont signé avec les fédérations syndicales nationales du sous-sol, en mars 1962. Les intéressés

demandent : 1° le bénéfice de l'indemnité de logement et des allocations chauffage, dans les mêmes conditions par les mineurs terminant leur carrière à la mine, à l'âge de la retraite ; 2° que l'allocation temporaire de rattachement allouée aux mineurs de fond, voit son coefficient porté aux deux tiers ; 3° que les mineurs du jour bénéficient de cette allocation pour compenser la perte de l'allocation spéciale. Il lui demande quelles mesures le Gouvernement compte prendre pour que les Charbonnages se prêtent à une véritable négociation et pour que soient satisfaites les légitimes revendications des mineurs aveyronnais reconvertis ou licenciés.

1846. — 6 juin 1967. — M. Schloesing rappelle à M. le ministre des armées que la loi n° 65-550 du 9 juillet 1965 relative au recrutement en vue de l'application du service national stipule, en son article 17 que : sont dispensés des obligations d'activité du service national, les jeunes gens dont le père, la mère, un frère ou une sœur est « Mort pour la France » ou « Mort en service commandé ». Il lui signale le cas d'un frère d'un sous-officier de carrière, qui a trouvé la mort le 2 novembre 1965 dans un accident aérien en se rendant de Djibouti à Obock avec l'équipe sportive de la B. A. 188 en service aérien commandé à bord d'un appareil militaire, auquel le bénéfice de l'article 17 de la loi du 9 juillet est refusé. Il lui demande : 1° si l'application restrictive ainsi faite n'est pas en contradiction avec l'esprit de la loi ; 2° si le décret portant application de l'article 17 de la loi n° 65-550 et abrogeant les dispositions de L. M. 23845 a été publié au *Journal officiel*.

1847. — 6 juin 1967. — M. Schloesing attire l'attention de M. le ministre des affaires sociales sur le cas d'un ressortissant français, salarié en France de 1913 à 1922 et à l'étranger (Congo ex-Belge) de 1922 à 1955, qui a réglé normalement par prélèvement sur rémunérations les cotisations légales pour l'assurance maladie. L'organisme belge (Office sécurité sociale outre-mer) lui refusant le remboursement des soins de santé du fait qu'il ne réside pas en Belgique, ce salarié a demandé à la caisse primaire de sécurité sociale (suivant convention générale entre la Belgique et la France sur la sécurité sociale) son admission au bénéfice de l'assurance maladie. Ni l'un ni l'autre de ces organismes n'arrive à se mettre d'accord pour le prendre en charge. Il a pourtant été salarié pendant quarante-deux ans (dont neuf en France), a réglé ses cotisations, rempli ses obligations militaires et paie ses impôts (sa demi-pension belge étant d'ailleurs taxée deux fois, en Belgique d'abord, en France ensuite). Néanmoins, en dépit de toutes les lois de progrès social, accords internationaux, protection des travailleurs, communauté européenne, etc., ce travailleur n'a apparemment aucun droit aux prestations de sécurité sociale. Il lui demande quelles dispositions le Gouvernement entend prendre pour permettre à ce salarié d'être pris en charge pour l'assurance maladie comme tous les autres travailleurs.

1848. — 6 juin 1967. — M. Lafay fait part à M. le ministre de l'économie et des finances du vif désappointement qu'ont éprouvé les entrepreneurs de nettoyage en prenant connaissance, au *Journal officiel* du 12 mai 1967, du décret n° 67-379 du 11 mai 1967 qui fixe, en application de l'article 142 b de la loi n° 66-10 du 6 janvier 1966, la liste des services imposables à la taxe sur la valeur ajoutée au taux réduit de 12 p. 100. Au nombre des opérations qui sont mentionnées sur cette liste et qui ont trait notamment à la santé, à l'hygiène et à la salubrité publique ne figurent pas, en effet, les travaux de nettoyage. Cette omission étonne d'autant plus les entrepreneurs en cause que les dispositions législatives susvisées stipulent expressément que le taux de 12 p. 100 s'appliquera, au lieu de celui de 16,66 p. 100, pour le calcul de la taxe sur la valeur ajoutée, aux prestations de services qui présentent un aspect social ou répondent à des besoins courants. Or, il n'est guère contestable que les activités exercées par les entreprises de nettoyage remplissent l'une et l'autre de ces conditions. De la propreté qu'elles assurent dépend l'hygiène de locaux tels qu'écoles, administrations, salles de spectacles, lieux publics divers. Le concours qu'elles apportent à la satisfaction de besoins de nécessité courante est tout aussi évident car la propreté des locaux qui viennent d'être énumérés requiert une intervention journalière, voire bi-quotidienne, des entreprises dont il s'agit. Dans ces conditions, les travaux de nettoyage ne sauraient être exclus de la liste des services passibles de la taxe sur la valeur ajoutée au taux de 12 p. 100. Il lui demande de lui faire connaître quelles mesures il compte prendre pour pallier la lacune que comporte à cet égard le décret du 11 mai 1967.

1849. — 6 juin 1967. — M. Lafay attire instamment l'attention de M. le ministre des armées sur l'impérieuse nécessité qui s'impose à l'institution nationale des invalides d'accroître sa capacité d'admission des grands invalides et de remédier à la pénurie de personnel soignant qui l'affecte en offrant aux infirmières qu'elle doit recruter la possibilité de se loger sur place ; ces questions, qui revêtent un caractère d'acuité croissante, pourraient être réglées si le bâtiment S

de l'hôtel des Invalides, occupé depuis plusieurs années par des services du ministère des armées, était rendu à sa destination normale. Il ne doute pas que son département soit depuis longtemps conscient de l'importance que présente cette affaire qui met directement en cause le sort de grands mutilés de guerre et s'applique activement à la résoudre. Il souhaiterait savoir quelles mesures concrètes ont été arrêtées afin que le bâtiment S de l'hôtel des Invalides retrouve son affectation première et serait vivement désireux de connaître la date certaine à laquelle les dispositions qui n'ont pu manquer d'être prises à cet effet deviendront effectives.

1850. — 6 juin 1967. — M. Sudreau rappelle à M. le ministre de l'équipement et du logement que le pont de Chaumont-sur-Loire est un des rares ouvrages détruits pendant la dernière guerre qui ne soit pas reconstruit. En septembre 1951, une « passerelle provisoire », faite d'éléments récupérés dans les surplus alliés, a été installée. Lors de l'inauguration à laquelle assistait l'auteur de la question, les services responsables avaient indiqué « qu'étant donné la précarité de l'ouvrage et le coût exorbitant des dépenses d'entretien, un nouveau pont serait construit au plus tard dans cinq ans ». Seize années ont passé. Grâce à l'administration préfectorale et au conseil général qui a accepté de participer largement aux dépenses, le financement du pont a pu être assuré dès l'année dernière. L'entreprise a été désignée. Il lui demande s'il peut veiller à ce que les formalités administratives soient accélérées et que l'ordre de service de commencer les travaux du pont, tant attendu par la population de Loir-et-Cher, soit donné dans les plus brefs délais.

1851. — 6 juin 1967. — M. Cazenave rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances qu'antérieurement à la loi du 15 mars 1963, dans une vente d'immeuble et des meubles garnissant cet immeuble, il était perçu : sur le prix afférent à l'immeuble, le droit proportionnel de vente d'immeuble ; sur le prix afférent aux meubles, le droit proportionnel de vente de meubles. Le régime fiscal de vente de meubles a été profondément modifié par les articles 9 à 17 de la loi du 15 mars 1963. Dans une vente amiable, les meubles ne supportent plus, depuis l'application de cette loi, le droit proportionnel de vente. Lors de la mise en application de ladite loi, de nombreux notaires, d'accord avec les receveurs de l'enregistrement, ont cru qu'il devenait inutile, dans une vente d'immeuble et de meubles, d'estimer article par article les meubles compris à la vente, un prix global particulier étant affecté aux meubles et n'étant pas taxable. Les actes ont été alors enregistrés avec perception seulement du droit proportionnel sur le prix de vente de l'immeuble. A l'occasion de contrôles postérieurs, certains inspecteurs de l'enregistrement ont estimé qu'il était dû aussi le prix de vente d'immeuble sur le prix global affecté aux meubles, du fait qu'il n'existait pas une estimation article par article, et que le texte prévoyant cette estimation article par article n'avait pas été abrogé. Il fait observer qu'il était très facile aux parties de faire cette estimation article par article, pour arriver au chiffre global indiqué dans les actes, et qu'il semble que certains agents de l'administration appliquent les textes uniquement à la lettre. Il lui demande s'il peut lui indiquer : 1° devant la complexité des textes, l'administration ne pourrait-elle pas, par mesure de tempérament, considérer qu'il n'y a pas lieu, pour tous les actes réalisés dans ces conditions, de réclamer le droit de vente d'immeuble sur le prix de vente des meubles compris au contrat, ce qui serait une mesure équitable, l'administration n'ayant en aucune manière été lésée et disposant de tous les moyens de contrôle pour s'assurer de la valeur vénale de l'immeuble ; l'absence d'estimation, article par article, des meubles ne semble avoir, à cet égard, aucune conséquence pratique ; 2° en cas de réponse négative, les parties ne pourraient-elles pas établir un état descriptif et estimatif, article par article, qui serait déposé au rang des minutes du notaire rédacteur, en suite de l'acte de vente.

1852. — 6 juin 1967. — M. Cazenave attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur les problèmes intéressants des milliers de gemmeurs privés ou domaniaux de la forêt de Gascogne. Il souligne l'aggravation dangereuse de ce secteur économique depuis 1962 et s'étonne qu'alors que la production nationale, tant en essence qu'en produits secs, est inférieure à la consommation, le « fonds de compensation des produits résineux » en soit parvenu dans sa séance du 8 février 1967 à envisager des mesures qui équivalraient à une baisse de plus de 6 p. 100 du salaire du gemmeur. Il lui demande quelles décisions financières il compte prendre pour permettre au « fonds de compensation » de jouer enfin le rôle pour lequel il a été créé en 1963.

1853. — 6 juin 1967. — M. Cazenave expose à M. le ministre des affaires sociales que la généralisation du chauffage et une évolution dans les notions de confort ont conduit à une augmentation sensible du degré moyen de la température des habitations. Celle-ci a pour conséquence une diminution importante du taux d'humidité de l'air

ambiant et ce dessèchement de l'atmosphère se répercute sur l'équilibre physiologique des occupants; elle nuit à leur état de santé et des personnalités du monde médical s'en sont déjà inquiétées. Il lui demand si les prescriptions applicables aux travaux de bâtiments de l'E' et à ceux bénéficiant d'une aide financière de l'Etat ne devraient pas comporter l'obligation d'un dispositif permettant de corriger le taux d'humidité de l'air pour obtenir, à l'intérieur de toute pièce chauffée, un pourcentage susceptible d'assurer le maintien de la santé publique.

1854. — 6 juin 1967. — M. Cazenave expose à M. le ministre de l'équipement et du logement que la protection contre le bruit étant unanimement reconnue comme nécessaire, les règles générales de construction des bâtiments d'habitation ont fixé les exigences concernant l'isolation phonique qu'une enquête récente a fait apparaître comme un des principaux soucis des futurs occupants. Le comportement au bruit d'impact d'un ensemble plancher et revêtement de sol dépendant dans une très large mesure de caractéristiques du revêtement de sol, le C. S. T. B. a fixé les valeurs correspondant à l'affaiblissement sonore que doivent assurer les différents types de revêtements de sols (pour un plancher béton de 0,14 cm d'épaisseur d'un poids supérieur ou égal à 350 kilogrammes au mètre carré) et les a traduit en quatre indices d'amélioration. Il lui demande si, pour tous les immeubles recevant une aide financière de l'Etat, et notamment dans les grands ensembles, où la lutte contre le bruit est particulièrement indispensable, le constructeur a bien l'obligation de retenir un type de revêtement de sol donnant au moins l'indice d'amélioration « passable » (sauf augmentation du plancher béton). Il n'est pas possible en effet, la construction terminée, d'apporter une amélioration au sol des logements dont la hauteur sous-plafond ne peut être modifiée. Il souhaite avoir confirmation que des contrôles précis sont bien effectués lors de l'examen des projets par les agents de l'administration.

1855. — 6 juin 1967. — M. Cazenave expose à M. le ministre de l'équipement et du logement: 1° que les difficultés naturelles de circulation maritime entre l'océan Atlantique et le bassin d'Arcachon ont conduit les marins pêcheurs de cette région à s'équiper en petits chalutiers qui pratiquent, par nécessité, une pêche côtière, limitée dans le temps; 2° que la création des bases de tirs sur les côtes de la Gironde et des Landes a entraîné des restrictions de circulation et confiné cette flottille dans un étroit couloir, la privant de ses lieux de pêche traditionnels; 3° que la zone des trois milles comprise entre le Sud du cap Ferret et le Sud de Capbreton est constituée de fonds sablonneux stériles, impropres à l'alevinage. Il lui demande en conséquence s'il peut intervenir de telle sorte que: a) l'office des pêches maritimes examine cette zone de trois milles et se prononce sur son impossibilité de constituer une réserve; b) dans ce cas, il soit accordé, par dérogation, aux marins pêcheurs du port d'Arcachon, le droit de pêcher dans la limite des trois milles compris entre le Sud du cap Ferret et le Sud de Capbreton en compensation des entraves qui leur sont faites.

1856. — 6 juin 1967. — M. Massot demande à M. le ministre de l'économie et des finances: 1° si les plus-values de cession taxées à 6 p. 100 sont dues à la suite de la donation d'un portefeuille d'assurances, faite par un père à son fils; 2° si dans l'affirmative, le règlement des plus-values au moment de la donation est définitivement libératoire; 3° quelle est la situation dans le cas où le fils décède prématurément sans héritier, et que la donation précitée revient dans le patrimoine du père.

1857. — 6 juin 1967. — M. Emile Didier demande à M. le ministre de l'intérieur de lui faire connaître: 1° si les préfets disposent de la franchise postale pour la correspondance avec les habitants de leur département et, dans l'affirmative, si les convocations et autres pièces émanant de leurs services, qui ne nécessitent pas l'intervention des mairies, ne pourraient être adressées directement aux intéressés dans le but de simplifier et d'alléger les travaux demandés aux services communaux; 2° dans la négative, à qui appartient l'initiative d'une telle réforme et comment elle peut être obtenue.

1858. — 6 juin 1967. — M. Emile Didier demande à M. le ministre de la justice si les extraits d'actes de naissance délivrés en application de l'article 70 du code civil (n° 177 de l'institution ministérielle) qui relatent les mentions marginales et la qualité d'époux des père et mère, doivent cependant être revêtus de la mention « délivrés en vue de mariages ». Cette annotation, souvent omise, provoque un échange de correspondance, des frais et des retards qu'il est souhaitable d'éviter, dans le cas cité, où elle demeure, semble-t-il, sans aucun intérêt.

1859. — 6 juin 1967. — M. Emile Didier demande à M. le ministre de l'intérieur de lui faire connaître comment se justifie le choix des divers paliers retenus pour le classement indiciaire des fonctionnaires communaux des cadres administratifs supérieurs. Il est constaté une différence sensible des chiffres retenus pour déterminer la base de leurs traitements alors que leurs connaissances et leurs responsabilités ne sont pas uniquement fonction du critère démographique retenu. En ce qui concerne plus particulièrement les chefs de bureaux, classés dans les deux premiers paliers, il sera facilement démontré qu'ils assument la charge de services plus nombreux et dirigent un personnel aussi important que dans les villes du palier supérieur. La disparité de classement de cette catégorie d'agents qui, par analogie, n'a pas de précédent dans les cadres de l'Etat, ne pouvait s'appuyer que sur la possession de diplômes différents.

1860. — 6 juin 1967. — M. Emile Didier, se référant aux questions écrites n° 22559, 23323, 23342 et 23399, demande à M. le ministre de l'intérieur s'il envisage de soumettre, dans un délai rapproché, à la commission nationale paritaire des fonctionnaires communaux, ses propositions de reclassement des emplois supérieurs des mairies. La situation des intéressés n'a été que partiellement réglée par les arrêtés des 19 mars et 28 mai 1964, en raison des nécessités du plan de stabilisation, d'une part, et de l'utilité d'aligner leurs conditions de recrutement sur celles des fonctionnaires de l'Etat d'un niveau hiérarchique égal et assurant des responsabilités comparables, d'autre part. Vis-à-vis de ces derniers, reclassés depuis plusieurs années, les agents en cause se trouvent gravement lésés et c'est pourquoi la mise en application d'une solution de rechange au projet présenté le 4 décembre 1962 par la commission paritaire nationale, en vue de rétablir les parités indiciaires antérieures, revêt un caractère d'urgence sur lequel il attire tout particulièrement son attention.

1861. — 6 juin 1967. — M. Douzans appelle l'attention de M. le ministre des affaires sociales sur la quasi-impossibilité pour des ménages de personnes âgées de trouver un logement du fait que l'allocation loyer ne leur est accordée qu'à condition de ne pas payer un loyer supérieur à 180 francs par mois. Ce taux ayant été fixé il y a déjà deux ans, il serait souhaitable d'élargir le champ d'application de l'allocation de loyer compte tenu du coût en vigueur des locations.

1862. — 6 juin 1967. — M. Frédéric-Dupont appelle l'attention de M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre, sur le manque de concordance existant entre la hiérarchie militaire actuelle et les tableaux fixant les taux des pensions militaires d'invalidité en fonction du grade, annexés au décret n° 56-913 du 5 septembre 1956 et insérés dans le livre I^{er} du code des pensions militaires d'invalidité. C'est ainsi que, à titre d'exemple, en ce qui concerne les officiers de toutes armes et services, autres que les médecins, vétérinaires et pharmaciens militaires, les 4^e et 3^e échelons du grade de colonel, le 3^e échelon du grade de lieutenant-colonel, les 4^e et 3^e échelons du grade de commandant, le 5^e échelon du grade de capitaine, prévus et définis par les textes relatifs à la solde ne sont pas mentionnés dans les tableaux utilisés pour déterminer le montant des pensions d'invalidité payables au taux du grade. Autrement dit, ces tableaux sont incomplets par suite, vraisemblablement, d'une omission intervenue lors de la création de nouveaux échelons dans la hiérarchie militaire, mais qui passa inaperçue tant que les bénéficiaires du taux du grade furent des officiers de réserve, généralement peu anciens, et classés de ce fait aux échelons inférieurs de chaque grade. Or, les officiers de carrière retraités depuis le 2 août 1962 bénéficient de pensions d'invalidité au taux du grade et non plus au taux de soldat comme leurs camarades retraités antérieurement. Souvent parvenus aux échelons supérieurs, ces officiers n'ont pu, dans ces conditions, percevoir une pension d'invalidité correspondant exactement à leur rang. Par conséquent, l'absence de fixation du taux des pensions militaires d'invalidité pour certains échelons ne peut plus être ignorée d'autant qu'elle se traduit, en matière de liquidation, par un expédient absurde consistant à attribuer des échelons de grade anachroniques et fictifs à des officiers invalides titulaires d'échelons réels différents. Il y a en tout cas rupture, de manière apparente, de l'harmonie devant exister selon le principe du rapport constant, entre les taux des pensions d'invalidité et ceux des traitements d'activité. Il souligne par ailleurs qu'entre 1919 et 1948 toute modification affectant la hiérarchie militaire a provoqué une mise à jour des tableaux fixant les pensions d'invalidité en fonction du grade et des échelons de grade. Il lui demande donc s'il est envisagé ou non de se conformer à nouveau à un tel usage et dans l'affirmative, il souhaiterait connaître approximativement quel délai s'écoulera avant que puisse intervenir la régularisation que le simple bon sens paraît imposer en ce domaine.

1863. — 6 juin 1967. — **M. Frédéric-Dupont** appelle l'attention de **M. le ministre des affaires étrangères** sur la situation des personnels enseignants dans les pays de l'étranger traditionnel. L'ensemble des agents en cause est encore rémunéré suivant les dispositions du décret n° 50-491 du 5 mai 1950 alors que la révision des coefficients de correction, destinée à tenir compte des variations du coût de la vie, et que prévoit ce texte a cessé d'être appliquée. Or, par décret n° 67-290 du 28 mars 1967, a été institué un nouveau régime de rémunération des personnels de l'Etat en service à l'étranger, pouvant avoir effet du 1^{er} avril 1966. Les personnels diplomatiques et consulaires et ceux du ministère des armées en service à l'étranger ont bénéficié de la réforme à compter du 1^{er} avril 1966, plusieurs mois avant la publication des textes qui la codifient. En revanche les personnels enseignants détachés dans les mêmes pays attendent encore, non sans impatience, que leur soient appliquées les nouvelles règles. Ils éprouvent en outre une réelle inquiétude quant aux modalités d'extension de ce régime aux diverses catégories d'enseignants exerçant à l'étranger. Ils se préoccupent au premier chef de leur répartition dans les différents groupes relatifs au taux de l'indemnité de résidence prévue par l'article 5 du décret susvisé. Une communication officielle faite à certains d'entre eux, d'un avant-projet concernant la fixation du taux de cette indemnité leur fait redouter de subir, en ce domaine, un déclassement considérable par rapport aux catégories de personnels de rang équivalent déjà bénéficiaires du nouveau régime. C'est ainsi qu'un professeur de l'enseignement supérieur quels que soient son grade et son ancienneté, risquerait de recevoir une indemnité de résidence inférieure à celle d'un secrétaire d'ambassade de 2^e classe, un professeur agrégé même en fin de carrière devant, quant à lui, se contenter d'une indemnité moins forte que celle d'un chiffeur ou d'un archiviste, tandis que les instituteurs, selon leur ancienneté n'atteindraient pas le rang des sténodactylographes de chancellerie (cadre C) pour les plus favorisés et se situeraient en dessous des agents de chancellerie (cadre D) c'est-à-dire à un niveau inférieur au 26^e et dernier échelon de la grille figurant dans l'arrêté du 28 mars 1967 (*Journal officiel* du 4 avril 1967) pour les instituteurs au deuxième échelon de leur grade. Une comparaison avec le classement attribué aux personnels militaires aboutirait aux mêmes conclusions quant aux places qui seraient réservées dans la hiérarchie des emplois, en matière d'indemnité de résidence, aux personnels de l'éducation nationale servant à l'étranger. Défavorisés par l'application tardive qui leur sera faite de mesures déjà en vigueur pour d'autres, les intéressés craignent de surcroît d'éprouver une déception humiliante imméritée quand leur seront notifiés les taux prévus par eux. Il faut considérer enfin, dans le cas où la situation exposée ci-dessus résulterait d'une insuffisance de crédits budgétaires, qu'il serait peu équitable d'en faire supporter les conséquences matérielles et morales aux seuls enseignants. En conséquence, il lui demande s'il compte pouvoir, dans les meilleurs délais, étendre aux personnels enseignants en service à l'étranger, dans des conditions raisonnables, c'est-à-dire respectant la hiérarchie des emplois, les nouvelles dispositions relatives aux rémunérations des personnels de l'Etat en poste dans les mêmes pays.

1864. — 6 juin 1967. — **M. Ponsellé** appelle l'attention de **M. le ministre des affaires sociales** sur l'article L. 25 de l'ancien code des pensions qui fixe à 50 p. 100 du traitement de base le maximum de la pension proportionnelle, soit à parité avec le minimum de la pension d'ancienneté. Or, du fait de la suppression de l'abattement du sixième pratiqué sur les services de catégorie A, le minimum de la pension d'ancienneté attribuée au titre de l'article 4 (premier alinéa) du code susvisé est relevé à 60 p. 100 du traitement de base. Dans ces conditions, la parité constatée ci-dessus doit être établie en portant le maximum de la pension proportionnelle à 60 p. 100 également. Il lui demande quelles dispositions il envisage de prendre afin que la révision des pensions proportionnelles soit faite, avec le bénéfice de la suppression du sixième, dans la limite de 60 p. 100 du traitement de base.

1865. — 6 juin 1967. — **M. Ponsellé** expose à **M. le ministre des affaires sociales** les faits suivants : un médecin assermenté qui effectue pour une administration un examen d'aptitude d'un candidat à une fonction publique perçoit comme honoraires pour un examen clinique difficile et les réponses à un questionnaire parfois détaillé, la somme de 7 francs. Un médecin qui siège dans une commission de contrôle d'aptitude aux emplois réservés pour les pensionnés de guerre perçoit, pour une séance comptant l'examen de plusieurs candidats et de leur dossier, la somme de 6,50 francs. Un médecin assermenté qui effectue pour une administration le contrôle d'un de ses agents, qu'il s'agisse de maladie ou d'accident, qu'il faille ou non fixer un taux d'invalidité, perçoit pour un travail délicat et la rédaction d'un rapport, la somme de 7 francs. Il lui demande s'il n'estime pas que, dans tous les cas, il y a une méconnaissance

de la valeur de l'acte médical, acte où le médecin engage particulièrement sa responsabilité, et s'il n'est pas dans ses intentions de réévaluer les taux anormalement bas des honoraires accordés aux médecins qui apportent à l'Etat une garantie non négligeable, et de le fixer par exemple, par référence à la nomenclature officielle de la sécurité sociale.

1866. — 6 juin 1967. — **M. Ponsellé** appelle l'attention de **M. le ministre des affaires sociales** sur la situation défavorisée des assistantes sociales, des hôpitaux et des établissements de soins et de cure. Elles sont rétribuées selon un barème établi en 1951, et n'ont pas bénéficié du reclassement intervenu au profit des assistantes sociales, des départements et des communes, ni de la revalorisation de l'échelle des indices, décidée en faveur de leurs collègues de l'Etat. Il lui demande si la proposition de loi qui lui avait été faite par le ministre de l'économie et des finances, de transférer les assistantes sociales déjà en fonction dans des hôpitaux ou établissements de soins et de cure, dans les cadres d'assistantes sociales des départements et des communes, sera prochainement mise à exécution ; ainsi les intéressées seraient assurées du même classement indiciaire.

1867. — 6 juin 1967. — **M. Ponsellé** appelle l'attention de **M. le ministre des affaires sociales** sur les veuves civiles, chef de famille, qui sont au nombre de 2.500.000 dont 300.000 ont moins de cinquante ans. Après le décès de leur mari et afin de subvenir aux besoins de leurs enfants, elles sont très souvent obligées d'occuper un emploi. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre afin que la loi du 8 octobre 1940 relative aux emplois réservés pour les veuves soit strictement appliquée et qu'au besoin soient réévaluées les sanctions prévues pour les employeurs défallants. Il lui demande en outre si la limite d'âge pour l'embauche et le maintien des veuves dans l'administration et les grandes entreprises ne pourrait pas être reculée.

1868. — 6 juin 1967. — **M. Ponsellé** appelle l'attention de **M. le ministre des affaires sociales** sur le cas des inadaptés et infirmes qui, à partir de l'âge de vingt ans, ne bénéficient plus de la sécurité sociale. Pourtant leur situation est des plus pénibles puisqu'ils ne peuvent pas gagner leur vie ; ils sont une charge importante pour leur famille, leur état nécessite le plus souvent des soins constants. Ces inadaptés et infirmes constituent à l'heure actuelle une des rares catégories de Français non couverts par la sécurité sociale. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre afin de porter remède à ce regrettable état de fait.

1869. — 6 juin 1967. — **M. Le Dourec** rappelle à **M. le ministre de l'équipement et du logement** que les dispositions des articles 5 et 6 du décret n° 61-1298 du 30 novembre 1961 prévoient que les permis de construire ne peuvent être accordés pour des constructions à usage ou non d'habitation que si celles-ci doivent être édifiées à une certaine distance de l'axe des autoroutes ou des grands itinéraires routiers. Des dérogations sont cependant prévues en ce qui concerne les constructions destinées à abriter les appareils de distribution de carburants lesquelles peuvent être édifiées au bord même des grands axes routiers. Il lui fait remarquer que certains commerces peuvent être favorisés dans la mesure où les locaux les abritant sont situés le plus possible des grandes voies de communication. Il en est ainsi des commerces se rapportant aux activités touristiques. C'est pourquoi il lui demande s'il envisage d'assouplir les dispositions prévues par les articles précités du décret du 30 novembre 1961 de telle sorte que les terrains de camping, les commerces de caravanes, d'articles de camping, de sports et de loisirs, de même que l'édification de snacks-bars ou de motels puissent être réalisés au bord même des grands axes routiers.

1871. — 6 juin 1967. — **M. Neuwirth** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que les consorts X ont cédé au cours du quatrième trimestre 1963 : par acte notarié du 25 septembre 1963, à la société anonyme G de V, une parcelle de terrain d'une superficie de 1.377 mètres carrés pour le prix de 130.000 francs ; par acte notarié du 19 décembre 1963, à la société anonyme B M, un tènement de terrain de 1.170 mètres carrés au prix de 590.000 francs ; par acte notarié du 20 décembre 1963, à M. S, une parcelle de terrain de 700 mètres carrés au prix de 40.000 francs. M. P, agissant en tant que mandataire du propriétaire, a fait valoir que ces terrains, précédemment donnés à bail aux acquéreurs, supportaient des constructions édifiées par les locataires dont l'importance et la valeur étaient telles qu'ils ne pouvaient être ni considérés comme « insuffisamment bâtis », ni comme « recouverts de bâtiments destinés à être démolis ». Il estime en conséquence que les dispositions de l'article 3 de la loi du 19 décembre 1963 ne sont pas applicables aux cas particuliers. L'examen

des divers actes de location permet les constatations suivantes : 1^o location G de V : le bail sous seing privé du 14 novembre 1950 établi pour une durée de 15 ans (du 1^{er} octobre 1950 au 30 septembre 1965) stipule : « la société déclare qu'elle a l'intention d'élever diverses constructions sur le terrain loué. Il est entendu que toutes les charges résultant directement ou indirectement de ces constructions seront supportées intégralement par elle ». Il est précisé d'autre part que la location est consentie « à titre industriel et commercial » ; 2^o location à la société anonyme B M : bail sous seing privé du 17 septembre 1947 d'une durée de quinze ans à compter du 1^{er} octobre 1947 pour 7.000 mètres carrés ; bail sous seing privé du 23 avril 1954 d'une durée de huit ans et demi à compter du 1^{er} avril 1954 pour 870 mètres carrés ; bail sous seing privé du 10 janvier 1955 de quinze ans à compter du 1^{er} janvier 1955 pour 3.300 mètres carrés. Dans chacun de ces baux, la société B M déclare « qu'elle a l'intention d'élever diverses constructions sur le terrain loué ». Mais aucune clause spéciale ne prévoit le sort de ces constructions à l'expiration des contrats. D'autre part, l'acte de vente du 19 décembre 1963 précise : « l'acquisition est faite en vue d'une extension d'entreprise. La société acquéreur sollicitera l'agrément du ministère des finances et des affaires économiques. Elle se réserve la faculté de demander la restitution des droits de mutation perçus ce jour. Elle demande l'application de l'article 722 du C. G. I. ». L'agrément sollicité a été refusé ; 3^o location à M. S. : le bail ancien renouvelé le 24 octobre 1960 pour une durée de neuf ans à compter du 1^{er} octobre 1960 contenait la clause suivante : « M. S. se fait construire un atelier sur le terrain loué et a l'intention d'en faire construire d'autres. Il est entendu, de conditions essentielles, que ces ateliers devront être enlevés par M. S. à fin de bail et à ses frais et à ses risques et périls, le terrain devant être rendu libre et en bon état ». L'administration ne semble pas avoir encore pris position sur le problème posé par le cas particulier des constructions sur sol d'autrui. La seule réponse ministérielle ayant trait à cette question publiée au B. O. C. D. II 1964 n^o 2682 a été formulée en ces termes : « le ministre des finances a seulement indiqué que, sous réserve des cas particuliers, les dispositions de l'article 3 de la loi du 19 décembre 1963 sont susceptibles de s'appliquer lorsqu'un terrain loué, construit par le locataire, est cédé à ce dernier. » (Réf. M. Chauvet n^o 7542 du 17 juin 1964). Il lui demande : 1^o si, compte tenu des précisions données ci-dessus, les ventes consenties aux sociétés B M et G de V, ainsi qu'à M. S. échappent aux dispositions de l'article 3 de la loi du 19 décembre 1963 sur l'imposition sur ventes de terrains à bâtir ; 2^o si ces ventes ne concernent pas plutôt des terrains bâtis, compte tenu de ce que les locataires, titulaires d'un bail commercial entrant dans le cadre des dispositions de l'article 1^{er} (2^o) du décret n^o 53-960 du 30 septembre 1953, bénéficiaient de la propriété commerciale et du droit au renouvellement entraînant l'impossibilité pour le propriétaire de demander la démolition des constructions et de vendre les terrains nus.

1872. — 6 juin 1967. — M. Peretti expose à M. le ministre des affaires sociales que les personnes en chômage prolongé ne peuvent bénéficier de la réduction tarifaire de 30 p. 100 accordée aux travailleurs salariés, immatriculés au régime général de la sécurité sociale ou à un régime assimilé. En effet, les travailleurs en chômage ne peuvent produire l'attestation patronale certifiant le droit à un congé annuel payé et, en conséquence, les dispositions relatives à la délivrance des billets de congé annuel ne leur sont pas applicables. Par ailleurs, ils ne peuvent prétendre à cet avantage au titre de la loi n^o 50-891 du 1^{er} août 1950 prévoyant l'attribution de la réduction de tarif précitée pour les bénéficiaires de rentes, pensions, retraites, allocations vieillesse. Compte tenu du préjudice évident subi par les intéressés, il lui demande s'il ne lui apparaîtrait pas équitable d'accorder aux demandeurs d'emploi, sur attestation délivrée par les bureaux de chômage, le bénéfice de la réduction annuelle de 30 p. 100 accordée par la Société nationale des chemins de fer français au titre des congés payés.

1873. — 6 juin 1967. — M. Peretti rappelle à M. le ministre des affaires sociales que le décret n^o 59-1025 du 31 août 1959 relatif aux marchés passés au nom de l'Etat avec les sociétés coopératives ouvrières de production prévoit en faveur de celles-ci un droit de préférence sous certaines conditions. Les associations de la loi de 1901 à but social et charitable destinées à assurer le retour au travail des grands handicapés physiques et retardés mentaux connaissent des difficultés qui tiennent à l'absence de débouchés réguliers pour les produits fabriqués par les handicapés dépendant d'elles. Il serait souhaitable que ces associations puissent être assurées de ressources régulières tenant à une certaine continuité des commandes. Compte tenu de ces considérations, il lui demande s'il peut intervenir de telle sorte que les associations, constituées en application de la loi de 1901 à but non lucratif et ayant comme objet social le retour au travail des grands handicapés reconnus par les commissions d'orientation des infirmes comme susceptibles

de bénéficier des centres d'aide par le travail ou des ateliers protégés et agréés par le ministre des affaires sociales, puissent bénéficier des avantages consentis aux coopératives ouvrières de production par le décret précité du 31 août 1959 et le décret n^o 60-1044 du 22 septembre 1960. Si cette suggestion était retenue, il serait souhaitable d'imposer aux associations en cause une limitation de l'encadrement ou des aides assurés par des personnes en possession complète de leurs moyens physiques lesquelles ne devraient pas dépasser un pourcentage à déterminer (30 p. 100 par exemple de l'effectif total). Il pourrait d'ailleurs être envisagé pour le recrutement des cadres et des aides de donner, à qualité égale, la préférence à des techniciens ayant plus de quarante-cinq ans afin d'aider également au reclassement de cadres qui connaissent actuellement, du fait de leur âge, des difficultés pour obtenir un emploi.

1874. — 6 juin 1967. — M. de Préaumont rappelle à M. le ministre de l'équipement et du logement que le décret n^o 64-625 du 27 juin 1964 a prévu qu'en cas d'installations nouvelles ou de remplacement total d'installations anciennes, le loyer est majoré du produit de l'équivalence superficielle par le prix du mètre carré au-delà des dix premiers mètres de la valeur locative. Ces dispositions sont applicables lorsque le propriétaire fait procéder à ces installations nouvelles ou au remplacement des installations anciennes. Il semblerait logique qu'en contrepartie de ces dispositions d'autres mesures soient prévues tendant à ce que les locataires effectuant des travaux analogues à leurs frais puissent, pendant une période déterminée, bénéficier du maintien du montant de leur loyer au taux auquel il se trouvait fixé avant qu'interviennent les installations nouvelles ou le remplacement des installations anciennes. Il lui demande quelle est sa position à l'égard de la suggestion qui précède.

1875. — 6 juin 1967. — M. de Préaumont demande à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre s'il peut lui préciser : 1^o si l'intégration, par la loi du 4 août 1956, des fonctionnaires français anciens combattants et victimes de guerre provenant des anciens cadres chérifiens implique la reconnaissance à ces personnels de droits identiques à ceux de leurs collègues métropolitains en fonctions dans le même département ministériel ; 2^o dans la négative, quels sont les droits dont ils seraient exclus ; 3^o dans l'affirmative, s'il existe un motif juridique valable pour qu'un fonctionnaire de l'espèce, ayant demandé le bénéfice de l'ordonnance n^o 45-1283 du 15 juin 1945, texte toujours en vigueur dans son administration, se voie opposer une fin de non-recevoir au motif que l'ordonnance du 15 juin 1945 ne concernerait que ses camarades métropolitains ; 4^o s'il envisage de prendre les mesures nécessaires pour que les fonctionnaires des anciens cadres marocains, anciens combattants d'une même guerre et d'une même résistance à l'oppression puissent bénéficier normalement des dispositions de l'ordonnance du 15 juin 1945.

1876. — 6 juin 1967. — M. de Préaumont rappelle à M. le ministre de l'information que la loi n^o 51-1124 du 26 septembre 1951 a institué des bonifications d'ancienneté pour les personnes ayant pris une part active et continue dans la Résistance et a prévu des dérogations temporaires aux règles de recrutement et d'avancement dans des emplois publics. Il lui demande les raisons pour lesquelles les artistes musiciens des orchestres de la R. T. F. puis de l'O. R. T. F., contractuels de l'Etat et attributaires d'un régime de retraite de la radio nationale (service de l'Etat), justifiant de plus de quatorze ans d'exercice de fonctions en cette qualité au moment de l'entrée en vigueur de la loi précitée, ayant pris une part active et continue à la Résistance et sur lesquels la commission centrale prévue à l'article 3 de la loi susvisée s'est prononcée favorablement, ne peuvent bénéficier des dispositions de ce texte. Il lui demande, également, les raisons qui s'opposent à ce que ces artistes soient dotés d'un contrat statutaire, en particulier dans le cas où ils n'ont eu, jusqu'à ce jour, aucune interruption de service. Il lui fait remarquer que l'adoption de telles mesures, favorables à ce personnel, serait d'autant plus justifiée que certains de leurs collègues n'ayant pris aucune part à la Résistance, ayant même fait l'objet de sanctions administratives pour collaboration avec l'occupant ont été réintégrés dans les orchestres en application de la loi n^o 53-681 du 6 août 1953 portant amnistie. Ces musiciens ont vu rétablir leurs droits à pension et, pour certains d'entre eux, ont été dotés d'un contrat statutaire.

1877. — 6 juin 1967. — M. de Préaumont appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur le problème suivant : deux époux mariés, sous le régime de la séparation de biens, vivent séparément, sans procédure de divorce ou de séparation de corps. Le mari participe aux frais du ménage pour deux mille francs par mois. Il lui demande si ce dernier peut déduire cette somme de sa

déclaration concernant l'impôt sur le revenu des personnes physiques ou s'il doit la faire figurer dans sa propre déclaration comme chef de famille. Il lui demande, en outre, si l'imposition est différente selon que cette contribution résulte d'une décision de justice ou est volontaire.

1878. — 6 juin 1967. — M. Sabatier appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur le caractère surprenant de la réglementation actuellement pratiquée en ce qui concerne la coéducation dans les établissements d'enseignement, publics ou privés, pratiquant le régime d'externat. Il ressort, en effet, des termes d'une lettre adressée récemment par son prédécesseur que « la coéducation est admise dans ces classes primaires, mais les petits garçons ne peuvent être admis à fréquenter les écoles de filles que jusqu'à l'âge de sept ans ; il en est de même pour les petites filles dans les écoles de garçons... » ; des dérogations ne sont apportées que comme solution de dépannage lorsqu'il n'existe pas, dans un rayon proche, d'établissements distincts pour filles ou pour garçons. Il apparaît, par ailleurs, que la politique actuellement poursuivie tend à encourager la mixité au niveau de l'enseignement secondaire. On aboutit donc ainsi à un système paradoxal qui consiste à séparer les petits garçons des petites filles à un âge où les dangers d'une promiscuité sont nuis et à les réunir lorsque l'enfant, devenu adolescent, risque de se trouver confronté avec les problèmes spécifiques de cet âge de transition. Il lui expose, en outre, que les établissements d'enseignement privé sous contrat peuvent se trouver défavorisés par l'application d'une telle réglementation, les petits garçons ou les petites filles constituant souvent l'appoint d'effectifs nécessaires pour obtenir des avenants pour classes supplémentaires. Remarque étant faite qu'en tout état de cause la généralisation de la coéducation semble donner les meilleurs résultats sur le plan pédagogique, il lui demande : 1^o s'il ne lui apparaît pas illogique de limiter aux seuls adolescents ce système d'éducation ; 2^o dans l'affirmative, quelles mesures il envisage de prendre pour uniformiser le principe de coéducation à l'ensemble des écoliers quel que soit leur niveau ; 3^o dans la négative, les raisons d'une politique à première vue difficile à comprendre.

1879. — 6 juin 1967. — M. Commenay demande à M. le ministre de la justice si les organisations professionnelles des greffiers ont été ou seront appelées à donner leur avis sur le projet de statut du corps des secrétaires greffiers qui est actuellement en cours de collaboration.

1880. — 6 juin 1967. — M. Barrot demande à M. le ministre des affaires sociales s'il peut, dès maintenant, donner quelques précisions sur les dispositions prévues dans les textes d'application de la loi n^o 66-509 du 12 juillet 1966 concernant le calcul des cotisations dues au titre de l'assurance maladie des travailleurs non salariés et lui indiquer, notamment, s'il est envisagé d'exiger le paiement d'une cotisation, non seulement pour le chef de famille, mais aussi pour chacun des autres membres de la famille vivant au foyer, ce qui constituerait une véritable pénalisation à l'encontre des familles nombreuses.

1881. — 6 juin 1967. — M. Fourmond expose à M. le ministre de l'économie et des finances que l'administration fiscale prétend soumettre à l'impôt sur le revenu des personnes physiques les sommes versées à un établissement hospitalier pour le paiement des frais de séjour d'un enfant majeur atteint de maladie incurable. C'est ainsi qu'une personne âgée de 23 ans, atteinte depuis sa naissance d'une invalidité au taux de 100 p. 100, en traitement dans un hôpital psychiatrique, a été l'objet au titre de l'impôt sur le revenu de l'année 1965 d'une imposition s'élevant à 1.840 F. L'intéressée ne dispose d'aucune ressource personnelle. En exécution d'une décision rendue par une commission d'aide sociale, son père a versé au cours de l'année 1965 la somme de 13.486 F pour couverture de frais de séjour et l'impôt réclamé à la malade est calculé sur cette somme considérée par l'administration comme un revenu personnel ; or, il s'agit d'un prélèvement fait par le père de famille sur le patrimoine familial, les revenus de celui-ci ne lui permettant pas de verser une somme aussi importante ; en outre, l'avertissement a été adressé directement à la personne hospitalisée et non à son représentant légal. Il lui demande sur quels textes s'appuie l'administration pour assujettir à l'impôt sur le revenu les sommes ainsi versées à un établissement hospitalier par les parents des enfants majeurs incurables, et s'il n'estime pas indispensable d'apporter aux textes en vigueur toutes modifications utiles — ou de donner toutes instructions nécessaires — afin que dans les cas particuliers visés par la présente question aucun impôt sur le revenu ne soit réclamé.

1882. — 6 juin 1967. — M. Poncelet expose à M. le ministre de l'économie et des finances que le ralentissement de l'activité dans la construction auquel s'ajoutent les désastreuses conséquences des récentes tempêtes qui ont provoqué, en France seulement, environ 3 millions de mètres cubes de chablis, placent le marché du bois dans une véritable situation de crise. Il lui signale que les pays voisins connaissent des difficultés analogues et que l'accentuation de la concurrence se fait sentir non seulement sur les marchés européens mais aussi sur ceux de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient où nos ventes de sciages sont en régression sensible. Il lui rappelle, en outre, que si les bois importés sont désormais frappés, en application du décret n^o 66-845 du 16 novembre 1966, d'une taxe forestière de 2,50 p. 100, nos exportations de ces mêmes produits demeurent assujetties, comme les ventes intérieures, à une taxe de 3,50 p. 100 perçue au profit du fonds forestier national et à une taxe de 2,50 p. 100 au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles. Il lui demande, en conséquence, si le moment ne lui paraît pas particulièrement opportun pour mettre un terme à la discrimination fiscale qui pénalise nos exportations de bois sciés.

1883. — 6 juin 1967. — M. Palmero appelle l'attention de M. le ministre des transports sur la situation des cheminots français retraités des réseaux de Tunisie qui appartenaient aux catégories « cadres et maîtrise » et « agents supérieurs », auxquels l'arrêté du 10 juillet 1961 fixant les échelles d'assimilation n'a pas permis d'obtenir la parité avec leurs homologues de la Société nationale des chemins de fer français. Ces échelles d'assimilation ont été déterminées par les résultats des statistiques établies par la Société nationale des chemins de fer français à la suite des intégrations dans ses cadres des cheminots de Tunisie. Or, à l'heure actuelle, l'administration considère comme définitives les statistiques établies à la date du 31 décembre 1962 et elle refuse, en conséquence, une modification de l'arrêté du 10 juillet 1961. Il convient d'observer que ces statistiques de 1962 montrent que sur trente « cadres et maîtrise » déjà dix-huit avaient repris leur grade et, que depuis 1962, les résultats se sont encore améliorés. D'autre part, il n'est pas tout à fait équitable de prendre uniquement en considération l'avancement des ex-tunisiens actifs en compétition avec leurs collègues de la Société nationale des chemins de fer français puisque celui-ci ne dépend pas seulement de leur valeur professionnelle, mais qu'il est subordonné à l'existence de vacances. Il lui demande pour quelles raisons les cheminots français retraités des réseaux de Tunisie appartenant aux catégories indiquées ci-dessus ne bénéficient pas d'une assimilation complète, comme leurs homologues d'Algérie et du Maroc, et s'il envisage pas de donner rapidement à ce problème une solution favorable.

1884. — 6 juin 1967. — M. Palmero appelle l'attention de M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre sur les problèmes qui lui ont été récemment soumis par les représentants qualifiés des fonctionnaires anciens combattants des anciens cadres tunisiens et marocains. Ces agents, intégrés dans les cadres de la fonction publique n'ont pas, à l'exception des bénéficiaires de l'ordonnance n^o 59-114 du 7 janvier 1959 et du décret du 13 avril 1962, bénéficié des dispositions de la loi du 3 avril 1955 qui a rouvert les délais pour présenter les demandes tendant à obtenir le bénéfice des dispositions des textes suivants : ordonnance du 29 novembre 1944, ordonnance du 14 juin 1945, loi du 26 septembre 1951. Il lui demande à quel stade en sont les études entreprises en liaison avec M. le ministre des affaires étrangères, M. le ministre d'Etat chargé de la fonction publique et M. le ministre de l'économie et des finances afin que soient publiés les textes susceptibles de faire cesser cette situation anormale et de rétablir l'égalité de traitement qui doit régner entre anciens combattants d'une même guerre et victimes d'une même résistance à l'oppression.

1885. — 6 juin 1967. — M. Palmero demande à M. le ministre des transports s'il n'envisage pas d'accorder aux cheminots français retraités des réseaux de Tunisie les mêmes avantages, en matière de facilités de circulation, que ceux dont ils bénéficiaient en Tunisie, étant fait observer que ces avantages ont toujours été considérés par les autorités françaises du protectorat comme constituant un complément de rémunération.

1886. — 6 juin 1967. — M. Mauret rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que sont exonérés de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur et de la taxe spéciale sur les voitures de tourisme les véhicules appartenant aux pensionnés et infirmes, en vertu de l'article 019-6 de l'année II du Code général des impôts. Il lui demande si une personne propriétaire d'un véhicule de tourisme et ayant à sa charge sa belle-mère titulaire d'une carte d'invalidité et reconnue à charge par l'inspecteur des contributions directes peut bénéficier des dispositions prévues à l'article 019-6 du Code général des impôts.

1890. — 6 juin 1967. — M. Tourné expose à M. le ministre de l'économie et des finances que parmi les éléments de déséquilibre existant entre les prix des fruits et légumes pratiqués à la production et ceux pratiqués au stade du détail figurent les impôts — la T. V. A. par exemple — auxquels sont imposables les cageots du type « emballage perdu », dans lesquels sont conditionnés et expédiés les fruits et légumes. D'autre part, les fruits et légumes, expédiés d'Italie, pays membre du Marché commun, vers la France, ou expédiés d'Espagne — pays candidat au Marché commun — le sont dans des cageots, non imposables bien entendu à la T. V. A. en tant que matériel d'emballage. Il lui demande : 1° s'il ne pense pas que le moment est venu de mettre un terme à une situation injuste, préjudiciable aux loterêts des producteurs français comme à ceux des consommateurs ; 2° quelles initiatives il compte prendre pour qu'il soit mis fin à la perception de la T. V. A. sur les emballages du type « emballage perdu » servant à l'expédition des fruits et légumes et quelles que soient les destinations.

1891. — 6 juin 1967. — M. Tourné expose à M. le ministre de l'économie et des finances que sur le plan de la commercialisation des fruits et légumes, notamment des primeurs, l'Espagne est devenue un concurrent très dangereux pour les producteurs français. Il lui rappelle que ces fruits et légumes arrivent en France dans des cageots exonérés de toute taxe par le Gouvernement espagnol. Par contre, les produits similaires français sont emballés et expédiés dans des cageots désastreusement grevés d'impôts et de taxes, telle la T. V. A. Il lui demande s'il entend mettre fin à une situation fiscale éminemment défavorable aux producteurs français intéressés.

1892. — 6 juin 1967. — M. Fajon expose à M. le ministre de l'équipement et du logement qu'une entreprise nationalisée oblige ses employés, bénéficiaires de logements construits grâce au 1 p. 100 versé sur les salaires, à libérer ceux-ci lors de leur mise à la retraite. Cette disposition crée des difficultés supplémentaires pour les offices publics d'habitations à loyer modéré. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour obtenir de cette entreprise nationalisée la prise en charge des employés titulaires et des retraités qui n'ont pas la possibilité de se loger par leurs propres moyens.

1893. — 6 juin 1967. — M. Fajon expose à M. le ministre de l'économie et des finances que la circulaire administrative du 18 février 1964, qui commente l'article 4-II de la loi n° 63-1241 du 19 décembre 1963 relative à la taxation des plus-values à caractère spéculatif sur les cessions d'immeubles, prévoit que les dispositions de l'article en cause ne visent que « les cessions à titre onéreux, à l'exclusion des mutations à titre gratuit et des expropriations ». Il lui demande si l'exonération est applicable à l'ensemble des mutations provoquées par une déclaration d'utilité publique au profit d'une collectivité ou d'un établissement public, que la cession ait été réalisée par voie d'accord amiable entre le vendeur et la collectivité ou, à défaut d'accord, à la suite d'une expropriation prononcée par voie judiciaire. L'élément essentiel d'une expropriation étant la déclaration d'utilité publique qui l'autorise, cette solution paraîtrait logique. La solution contraire semblerait en effet pénaliser les contribuables faisant preuve d'un esprit de conciliation par rapport à ceux qui tentent de s'opposer à l'intérêt général et elle ne manquerait pas, semble-t-il, de généraliser les procédures d'expropriations au détriment des accords amiables, ce qui ne peut être le but poursuivi par le législateur.

1894. — 6 juin 1967. — M. Robert Levol expose à M. le ministre de l'éducation nationale que le lycée Marie-Curie, à Sceaux, prévu pour 750 élèves, en abrite actuellement 2.500, répartis en 71 sections fonctionnant dans 49 salles d'enseignement général et 15 salles spécialisées. Cette surcharge provoque des conséquences particulièrement graves à l'encontre des élèves. Le fonctionnement des classes, y compris celles recevant les élèves du premier cycle dès 13 h 30, se prolonge jusqu'à 17 h 20 ; à compter de la quatrième, des cours sont également organisés tous les jeudis, ce qui ne va pas sans provoquer un surcroît de fatigue pour les élèves souvent astreints à de longs déplacements. La disproportion du nombre des classes, comparé au nombre des étudiants, conduit tous les élèves à un véritable chassé-croisé avec transport de toutes leurs affaires personnelles de classe en classe. Cette agitation perpétuelle nuit gravement à la discipline, à la surveillance et à la vie collective d'une classe ou d'un groupe déterminé. Les cours de récréation ne sont plus à la mesure des élèves trop nombreux et beaucoup de ceux-ci se privent volontairement d'une détente impossible à trouver. La construction du gymnase indispensable à l'éducation physique se prolonge indéfiniment et risque de n'être pas terminée pour la rentrée scolaire de septembre 1967 ; ce gymnase paraît en outre être dépourvu de certains éléments nécessaires à un établissement d'une telle importance. La situation des

personnels n'est pas plus enviable. Les surveillantes sont en quantité si insuffisante qu'il n'existe pas d'externat surveillé pour les élèves dont les mamans travaillent. De plus en plus, les professeurs agrégés sont remplacés par des maîtresses auxiliaires alors que les effectifs du personnel enseignant devraient être augmentés en quantité et en qualité. Il est indispensable que, pour la rentrée scolaire, soient créés entre autres la section comportant une initiation économique (A 4-A 3), le rattrapage en langue vivante II des redoublantes issues de l'ancienne section M', qui ne comportait ni latin ni deuxième langue, la section à trois langues et la section artistique. En définitive, le lycée Marie-Curie ne peut reconquérir son ancienne notoriété que si de nombreuses modifications réclamées par les associations de parents d'élèves et d'enseignements sont mises en œuvre. Il lui demande en conséquence s'il compte prendre des mesures pour répondre favorablement à ces légitimes demandes et au cahier de doléances dressé par la section du syndicat national de l'enseignement du second degré du lycée Marie-Curie, à Sceaux.

1895. — 6 juin 1967. — M. Barbet expose à M. le ministre des affaires sociales que l'article 11 de la loi n° 59-960 du 31 juillet 1959 relative à diverses dispositions tendant à la promotion sociale fixe les conditions de prise en charge et de rémunération par l'Etat des travailleurs bénéficiant de la promotion professionnelle et de la promotion supérieure du travail. C'est ainsi qu'une personne suivant des cours de formation à plein temps, dans le cadre de la promotion supérieure du travail, bénéficie d'une indemnité compensatrice de pertes de salaires qui lui est versée par le ministre de l'éducation nationale. Or, cette indemnité n'a subi aucune majoration depuis l'année 1959, malgré de nombreuses promesses. Il lui demande : 1° si, en application de la loi n° 66-892 du 3 décembre 1966, titre III, les indemnités accordées aux intéressés en compensation de leurs pertes de salaires vont subir une majoration ; 2° s'il compte prendre des dispositions pour que cette augmentation intervienne rapidement.

1896. — 6 juin 1967. — M. Leroy expose à M. le Premier ministre que l'aggravation de la situation économique dans certains secteurs (textile, métallurgie) entraîne de nombreux licenciements dans le département de Seine-Maritime. Parmi les travailleurs licenciés, il en est qui occupent un logement accessoire au contrat de travail et se voient de ce fait expulsés ou menacés d'expulsion. Il lui demande, en l'attente d'une réglementation sur le logement accessoire au contrat de travail, quelles mesures le Gouvernement compte prendre pour : 1° faire surseoir à toute expulsion et permettre le maintien dans les lieux des travailleurs intéressés ; 2° construire des logements dont le taux des loyers soit en rapport avec les possibilités financières de ces travailleurs.

1897. — 6 juin 1967. — M. Leroy expose à M. le ministre des affaires sociales que l'usine suédoise la Duni-International, S. A. fabriquant de couches (à base de cellulose) pour enfants, à Amfreville-la-Mivoie, a procédé au licenciement des ouvriers à dater du 31 mai et des manutentionnaires pour la date du 30 juin. Cette entreprise emploie cinquante-neuf personnes, des jeunes femmes en majorité (vingt ans en moyenne). La raison invoquée par la direction générale de cette société pour justifier sa décision, est son changement de lieu d'implantation. Il est à remarquer que cette usine s'était primitivement installée dans l'Oise, il y a quatre ans, qu'elle s'est implantée à Amfreville-la-Mivoie depuis deux ans et qu'elle va, au 30 juin, procéder à une troisième implantation. En conséquence il lui demande quelles mesures le Gouvernement envisage de prendre : 1° pour ne pas laisser à la seule initiative patronale la possibilité de prendre une décision de cette nature ; 2° pour qu'une indemnité de licenciement ainsi qu'un rappel de salaire basé sur les augmentations moyennes de salaires accordées dans la profession dont le personnel a été frustré, soient versés par la direction générale de cette entreprise ; 3° pour assurer le reclassement rapide de tout le personnel intéressé.

1898. — 6 juin 1967. — M. Leroy expose à M. le ministre de l'intérieur qu'il a été saisi d'une motion exprimant à juste titre l'hostilité des sapeurs-pompier professionnels communaux à tous projets de militarisation de leur profession. Cette motion demande également : 1° l'adoption et la promulgation du projet de reclassement indiciaire adopté par la commission nationale paritaire du 14 mai 1964 donnant aux différents grades les indices de traitement des catégories professionnelles correspondantes d'agents communaux ; 2° la réduction progressive du temps de travail parallèlement à l'augmentation des effectifs ; 3° le bénéfice du régime d'insalubrité en matière de retraite. Il lui demande quelles mesures le Gouvernement compte prendre en faveur des revendications justifiées des sapeurs-pompier professionnels, ces revendications coïncidant avec l'intérêt de la population qui est d'avoir un service public de lutte contre le feu et autres fléaux doté de tous les moyens nécessaires en hommes et en matériel.

1899. — 6 juin 1967. — M. Gosnat expose à M. le ministre des affaires sociales que les dispositions prévues dans le bâtiment et les travaux publics à l'occasion des intempéries ne sont pas appliquées en raison des consignes données par un grand nombre de directions patronales. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que ces dispositions soient appliquées.

1900. — 6 juin 1967. — M. Balmigère expose à M. le ministre de l'éducation nationale la situation défavorisée des enseignants ayant servi hors d'Europe, qui résulte de l'application du nouveau code des pensions (loi n° 64-1339 du 26 décembre 1964). Celui-ci supprime la réduction d'âge pour l'obtention de la retraite dont bénéficiaient auparavant les intéressés. Une telle mesure constitue de la part de l'Etat une rupture de contrat vis-à-vis de ces enseignants qui ont accepté de s'expatrier et qui ont contribué à faire connaître à l'étranger la culture française et à en favoriser le rayonnement. Il lui demande s'il n'envisage pas de revenir sur cette disposition injuste en proposant au Parlement de modifier l'article 8 de la loi précitée comme le Gouvernement en a seul le droit d'initiative, de manière à ce que tous ceux qui avaient vocation à être bénéficiaires des dispositions antérieures au moment de la réforme du code des pensions puissent en jouir quelle que soit la date de leur accession à la retraite.

1901. — 6 juin 1967. — M. Dupuy demande à M. le ministre de l'intérieur : 1° dans quelles conditions le règlement intérieur d'un district urbain en contradiction avec le code municipal peut être valable ; 2° en vertu de quels textes le règlement intérieur peut notamment primer sur le code municipal alors que l'ordonnance du 5 janvier 1959 instituant les districts urbains prévoit à son article 6 que « les conditions de fonctionnement du conseil, les conditions d'exécution, d'annulation de ses délibérations, de nullité de droit et de recours, sont celles que fixe le titre II du livre I^{er} du code de l'administration communale pour des conseils municipaux ».

1902. — 6 juin 1967. — M. Dupuy expose à M. le ministre de la jeunesse et des sports que le V^e Plan d'équipement sportif est en cours depuis deux ans et qu'aucune information officielle n'a encore été donnée à de nombreuses communes du Val-de-Marne concernant les projets retenus et inscrits. Les municipalités se trouvent, de ce fait, dans l'incertitude quant aux programmes qu'elles vont pouvoir réaliser. Il lui demande s'il ne pourrait pas publier la liste des projets inscrits au V^e Plan pour le département du Val-de-Marne, la date prévue de financement, le montant retenu des projets et le montant de la subvention qui sera allouée.

1903. — 6 juin 1967. — M. Balmigère expose à M. le ministre de l'éducation nationale le cas du département de l'Hérault, où sont actuellement envisagées les fermetures de trente-sept classes dans les écoles primaires et de vingt-huit classes dans les C. E. G. et les C. E. S. L'application de ces mesures aurait de graves conséquences pour de nombreuses familles, tant dans les régions rurales que dans plusieurs villes. Elle aggraverait l'insuffisance du nombre des classes et du nombre des postes, en raison de laquelle les effectifs dépassent le plus souvent les normes pédagogiques. Il lui demande quelles mesures sont prévues : 1° pour maintenir toutes les classes existantes ; 2° pour créer les 165 postes nouveaux, indispensables pour faire face aux besoins du département.

1904. — 6 juin 1967. — M. Balmigère expose à M. le ministre de l'éducation nationale que de graves menaces de fermeture partielle pèsent à l'heure actuelle sur les lycées de Béziers, de Bédarieux et d'Agde. Une application aussi brutale de la réforme de l'enseignement priverait les familles de possibilités importantes d'envoyer leurs enfants dans l'enseignement long. Il lui demande : 1° quelles sont les intentions du ministère de l'éducation nationale à ce sujet ; 2° quelles mesures sont prévues pour maintenir et développer la capacité d'accueil des établissements d'enseignement secondaire dans le département de l'Hérault.

1905. — 6 juin 1967. — M. Duroméa expose à M. le ministre de l'information le fait suivant : les comités de quartier du Havre, et sans doute d'autres villes, offrent à diverses occasions des cadeaux aux anciens et anciennes. Parmi ces cadeaux figurent assez souvent des postes récepteurs de télévision. Les bénéficiaires de ces cadeaux doivent être âgés de soixante-quinze ans et plus. Beaucoup de ces anciens ou anciennes ont des ressources très modestes. Il n'est pas rare que certains soient reconnus comme économiquement faibles. Cette situation difficile n'empêche pas les bénéficiaires de ces cadeaux d'être soumis à la taxe sur la télévision. Le versement de cette taxe grève considérablement leur

faible budget. Dans de très nombreux cas, ils sont dans l'obligation de se défaire du poste récepteur qui leur avait été généreusement offert. En conséquence, il lui demande si le Gouvernement n'envisage pas de libérer de la taxe sur la télévision tous les anciens ou anciennes à qui les comités de quartier auraient offert un appareil récepteur.

1906. — 6 juin 1967. — M. Jans attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur la situation qui est faite aux auxiliaires permanents de la fonction publique qui cotisent pour leur retraite complémentaire à l'I. G. R. A. N. T. E. (Institutions générales de retraites des agents non titulaires de l'Etat). En effet, pour ces travailleurs et employés la cotisation est calculée au taux de 2,50 p. 100, taux inchangé depuis des années. La grande majorité des industries privées ont adopté, ou sont sur le point de le faire, un taux de 4 p. 100. Dernièrement, en effet, un accord vient d'être signé entre les Charbonnages et les organisations syndicales pour l'augmentation de la cotisation dont le taux vient d'être porté à 4 p. 100. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour qu'une même décision soit appliquée à tous les auxiliaires permanents des collectivités locales et d'Etat qui n'ont pu être titularisés. Elle permettrait ainsi à ces agents qui ont très souvent servi l'administration durant de longues années, de recevoir une retraite complémentaire digne des services rendus.

1907. — 6 juin 1967. — M. Tourné expose à M. le ministre des transports que les mutilés de guerre bénéficient de réductions sur les tarifs de transport de voyageurs, suivant leur pourcentage d'invalidité. Il s'agit là d'un avantage auquel tiennent avec raison tous les bénéficiaires. Mais la suppression de lignes de chemin de fer remplacées par des transports en commun privés représente dans beaucoup de cas la suppression de tout ou partie du bénéfice de la réduction de tarif que leur consentait la Société nationale des chemins de fer français. En effet, et cela malgré certains cahiers de charges, des entreprises privées de transport en commun se refusent à accorder les avantages de réduction de tarif dont bénéficiaient les mutilés sur la ligne de chemin de fer qu'elles ont remplacées. Il lui demande : 1° s'il est au courant de cette situation ; 2° quelles mesures il a prises ou compte prendre pour obtenir de tous les transporteurs en commun qui ont remplacé des lignes de chemin de fer qu'ils accordent à tous les mutilés de guerre les mêmes réductions de tarif que celles de la Société nationale des chemins de fer français ; 3° quelles mesures il compte prendre pour exiger à l'avenir de tous les transporteurs en commun appelés à remplacer une ligne de la Société nationale des chemins de fer français que les invalides de guerre puissent continuer à bénéficier des mêmes réductions de tarif.

1908. — 6 juin 1967. — M. Ponsellé attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les dispositions particulières consenties aux vins d'appellation d'origine contrôlée blancs et rosés vinifiés en blanc par l'article 3 du décret n° 65-796 du 20 septembre 1965. Le texte prévoit que les vins rouges d'appellation d'origine contrôlée sont astreints à la prestation d'alcool vinique au taux de 6 p. 100 alors que pour les vins blancs et vins rosés vinifiés en blanc d'appellation contrôlée, ce taux est ramené à 3 p. 100. Il lui demande : 1° les raisons de cette discrimination entre les vins rouges, d'une part, et les vins blancs et rosés vinifiés en blanc, d'autre part ; 2° pourquoi ce régime préférentiel appliqué aux vins blancs et aux vins rosés vinifiés en blanc d'appellation d'origine contrôlée n'est pas appliqué aux vins blancs et rosés vinifiés en blanc, dans le cadre des vins délimités de qualité supérieure ou des vins de consommation courante.

1909. — 6 juin 1967. — M. Tourné expose à M. le ministre des affaires sociales que la vocation d'infirmière est vraiment devenue une des plus belles du monde moderne. Toutefois, cette profession n'a cessé d'évoluer au cours des dix dernières années, dans le sens d'une aggravation des responsabilités morales et professionnelles. Par ailleurs, on exige d'elle un grand nombre d'heures de présence, le jour comme la nuit, au chevet des malades. Aussi, la profession d'infirmière devient-elle très difficile à assurer, bien qu'elle ait été délibérément choisie par vocation. La maladie, ou une fatigue prématurée, oblige souvent les infirmières à cesser leur travail, malgré elles. D'autres infirmières arrêtent avant que les forces physiques ou morales ne les abandonnent. Elles sont perdues pour la profession. Ou alors, elles quittent le secteur public pour le secteur privé, où elles trouvent des conditions de travail et de rémunération beaucoup plus intéressantes. Ainsi, le nombre réduit des infirmières diplômées par rapport aux besoins ; les conditions de travail, qui leur sont imposées ; les injustes récriminations qu'elles subissent ; le manque de repos et des loisirs nécessaires ; l'éloignement du lieu de travail, éloignement aggravé par les servi-

tudes de la vie famille sont autant d'éléments de dépréciation d'une profession, qui devrait cependant avoir une place d'honneur dans la hiérarchie du travail. Une telle situation est préjudiciable à l'avenir de la profession d'infirmière. Pourtant, les infirmières sont devenues de véritables auxiliaires médicaux grâce à leur compétence, à leur autorité et à leur esprit de responsabilité. Sans elles, les thérapeutiques les plus savantes ne sauraient prévaloir. Un grave problème est posé pour l'avenir des établissements publics hospitaliers et, par voie de conséquence, pour la dispense des soins auxquels ont droit tous les Français. Il lui demande : 1° combien d'infirmières et d'infirmiers ont cessé leur travail au cours de l'année et comment se répartissent les causes de départ ; 2° si son ministère a conscience de l'importance du problème que pose à l'équipement hospitalier public le manque de personnel soignant diplômé ; 3° quelle est la doctrine de son ministère sur ce grave problème ; 4° quelles mesures il compte prendre pour donner à la profession d'infirmière diplômée tout le prestige qui doit être le sien sur le plan humain, sur le plan social, comme sur le plan de la rémunération et de l'habitat, des conditions de travail et de repos.

1910. — 6 juin 1967. — M. Tourné expose à M. le ministre des transports que le seul tronçon de ligne aboutissant à une frontière qui ne soit pas électrifié est celui de Narbonne—Perpignan—Cerbère. Cette grande ligne n'a pas de ce fait le caractère moderne qui devrait être le sien. Par ailleurs, toutes les conditions de commodité pour les voyageurs sont loin d'être réunies. Il en est de même aussi pour le personnel. Il lui demande : 1° pourquoi le tronçon de ligne Cerbère—Perpignan—Narbonne n'est toujours pas électrifié ; 2° s'il y a des raisons techniques ou financières qui s'opposent à cette électrification et dans l'affirmative lesquelles ; 3° quand la Société nationale des chemins de fer français compte enfin électrifier cette partie de la ligne de chemin de fer de Paris à la frontière espagnole.

1911. — 6 juin 1967. — M. Chapalain expose à M. le ministre des affaires sociales que des assurés qui, ayant cotisé de 1916 à 1930 aux retraites ouvrières et paysannes, puis exercé ultérieurement la profession de commerçant, bénéficient d'une rente forfaitaire revalorisée qui s'élève actuellement à 80 francs par an. Il lui demande s'il n'estime pas que cette revalorisation doit être reprise et s'il n'est pas équilibré que les intéressés reçoivent une rente correspondant à la retraite des vieux travailleurs, c'est-à-dire au minimum 1.900 francs.

1912. — 6 juin 1967. — M. Chapalain expose à M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative que l'article 68 de la loi de finances pour 1966, prévoit que les veuves de fonctionnaires « Morts pour la France » dont les états de services n'atteignaient pas les conditions prévues, pour donner droit à une retraite d'ancienneté, verraient celle-ci décompter aux limites maxima des annuités prévues pour la fonction. Or, à la date de ce jour, aucune application de ce texte n'a pu être faite, le règlement d'administration publique n'étant pas paru. Il lui demande : 1° quelle est la raison de ce retard ; 2° quelle opposition il y a à la parution de ce texte.

1913. — 6 juin 1967. — M. Andrieux attire l'attention de M. le ministre de l'industrie sur la pollution intense de l'atmosphère résultant de l'éjection directe des poussières de ciment des cheminées des fours 1, 2, 3 et 4 de l'usine de ciment de La Loïse implantée à Hersin-Coupigny dans le Pas-de-Calais. Ces fours à fonctionnement continu répandent leurs produits d'une façon tellement dense que dans un rayon de 2 km, les habitations et la végétation sont recouvertes d'une pellicule blanchâtre. Les bovins, les animaux de basse-cour, absorbent ces matières nocives et les produits des jardins sont rendus pratiquement impropres à la consommation. Par ailleurs, il lui signale que le centre de loisirs prévu au V^e Plan (Maisnil-lez-Ruitz-Barlin-Fresnicourt) se trouvera touché par cette pollution. Il lui demande s'il n'estime pas nécessaire et urgent de demander à la direction de l'usine d'installer les appareils de dépoussiérage efficaces qui permettraient d'éviter cette pollution de l'atmosphère.

1914. — 6 juin 1967. — M. Mancey expose à M. le ministre de l'économie et des finances que l'article 83 du code général des impôts, annexe IV, article V, prévoit une déduction supplémentaire de 10 p. 100 sur le revenu pour frais professionnels au profit de plusieurs catégories de travailleurs, notamment les ouvriers mineurs travaillant au fond des mines. Il lui demande si cette disposition est applicable d'une façon générale aux délégués mineurs du fond, en considérant que le décret du 14 juin 1946 (3^e alinéa de la circulaire S. S. P. I. n° 3 D. M. P. 239 du 23 juillet 1946) stipule que « les délégués mineurs doivent jouir de tous les avantages accordés aux ouvriers mineurs des exploitations où ils exercent leurs fonctions ».

1915. — 6 juin 1967. — M. Tourné expose à M. le ministre de l'économie et des finances que les critères d'attribution de la pension d'ascendant ou de veuve de guerre conduisent à des injustices, le plafond de ressources exigé ne correspondant plus aux données actuelles. Il lui demande si le Gouvernement n'envisage pas de relever ce plafond qu'il conviendrait de doubler.

1916. — 6 juin 1967. — M. Bousseau demande à M. le ministre de l'agriculture en vertu de quel texte la commission des lois sociales en agriculture, refuse de revenir sur sa décision en ce qui concerne l'attribution de l'indemnité viagère de départ, compte tenu que le responsable fait lui-même un effort pour pouvoir respecter la loi. Dans le cas particulier soumis, il s'agit d'un exploitant agricole qui a cessé son exploitation en louant ses terres, une partie au 29 septembre 1964 et le surplus au 29 septembre 1966. Or, l'I. V. D. lui a été refusée parce qu'il a loué une parcelle de 1 hectare 03 ares 50 centiares à un neveu. Si M. X... n'avait pas d'enfant et qu'il loue à un de ses présomptifs héritiers, le problème serait différent ; mais, ce n'est pas le cas, puisque M. X... a quatre enfants, qui ne sont pas agriculteurs. Il a loué ses autres terres à des étrangers à lui et à sa famille. Le neveu de M. X..., après avoir été informé du refus de l'I. V. D. à son oncle, est prêt à renoncer au bail que lui a consenti celui-ci, n'ayant pas encore pris possession de l'immeuble à lui loué, puisqu'il s'agit, en fait, d'une prairie non encore fauchée. Le neveu ne prendra donc pas possession dudit immeuble, considérant son bail comme n'ayant jamais existé. Dans ces conditions, la résiliation du bail intervenant, et un nouveau bail étant établi par M. X... à un autre exploitant, il lui demande si cette nouvelle situation ne devrait pas permettre à M. X... de bénéficier de l'I. V. D.

1917. — 6 juin 1967. — M. Lainé demande à M. le ministre de l'économie et des finances de lui faire connaître, pour chacune des années 1958 à 1966 inclus, pour chacun des « groupements d'utilisation » du commerce extérieur : 1° la quantité totale (en tonnes), la valeur totale (en milliers de francs) des produits importés de toutes origines et le montant total correspondant (en milliers de francs) des droits de douane, taxes et prélèvements perçus à l'importation sur le territoire douanier français ; 2° la quantité totale (en tonnes), la valeur totale (en milliers de francs) des produits exportés à toutes destinations et le montant total correspondant des détaxations, subventions et restitutions auxquelles ces exportations ont donné lieu.

1918. — 6 juin 1967. — M. Lainé demande à M. le ministre de l'économie et des finances de lui faire connaître la structure du prix de vente des produits ci-après désignés faisant ressortir les pourcentages revenant aux taxes intérieures, aux droits de douane et aux redevances pour l'Institut du pétrole : 1° essence tourisme ordinaire ; 2° supercarburant auto ; 3° gas-oil ; 4° fuel-oil domestique ; 5° gaz liquéfiés butane et propane.

1919. — 6 juin 1967. — M. Ponsellé demande à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre de lui faire connaître : 1° le nombre des nominations (avec distinction de grades) faites au titre de l'article R. 42 du code de la Légion d'honneur au profit des mutilés 100 p. 100 depuis le mois de juillet 1958 ; 2° le nombre de propositions dont ils ont été l'objet, qui ont été suivies d'effet, ajournées, refusées ou en instance ; 3° le nombre de pensions de mutilés de guerre à 100 p. 100 (définitif) liquidées depuis la date précitée.

REPONSES DES MINISTRES

AUX QUESTIONS ECRITES

AFFAIRES CULTURELLES

171. — M. Krieg attire l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles sur l'état dans lequel se trouve actuellement le parvis de la cathédrale Notre-Dame de Paris. Des fouilles y ont été entreprises depuis de longs mois aux fins de construction d'un parking souterrain et de dégagement éventuel des vestiges archéologiques que l'on pensait trouver en ce lieu. En fait, il semble que les vestiges retrouvés soient plus importants que l'on pouvait le soupçonner puisque, dans l'enceinte gallo-romaine du III^e siècle, dont l'existence était connue, on a retrouvé les substructions de diverses salles datant du bas-empire et jusque-là ignorées. L'importance et la qualité de ces vestiges, leur intérêt pour l'histoire antique de la capitale sont tels que leur

conservation *in situ* sous une dalle de béton, comme ce fut fait à Cologne pour le pretorium romain découvert à la suite des bombardements de la dernière guerre, paraît s'imposer. Ainsi les spécialistes et les curieux pourraient, dans l'avenir, les étudier et les admirer. Les travaux de déblaiement reprenant après plusieurs mois de suspension et une décision devant être prise dans un avenir très proche, tant en ce qui concerne les vestiges découverts que la création du parking qui pourrait être édifié au Sud de l'emplacement primitivement retenu, il lui demande que lui faire connaître les décisions envisagées, en accord avec le ministre de l'Intérieur, pour concilier les besoins modernes de la capitale avec la conservation de son passé historique. (Question du 11 avril 1967.)

Réponse. — Les fouilles entreprises dans le sol du parvis de la cathédrale Notre-Dame de Paris ont révélé, dans la partie Nord de ce parvis, des salles du bas-empire intéressantes. Ce champ de fouilles doit pouvoir être visité. Il est donc envisagé de couvrir ces vestiges archéologiques par une dalle en béton pour assurer la conservation et la présentation de ces derniers. D'une manière générale, une étude de tous les abords de Notre-Dame de Paris doit être entreprise. La solution des problèmes posés par la création d'un parking souterrain sous le parvis de la cathédrale et par la présentation des vestiges archéologiques découverts à cet endroit est liée à cette question d'ensemble. Celle-ci est à l'heure actuelle soumise à l'examen de mes services.

AFFAIRES SOCIALES

177. — M. Delong appelle l'attention de M. le ministre des affaires sociales sur le malaise qui existe dans les services de l'inspection du travail et de la main-d'œuvre. C'est ainsi que pour faire face à l'accroissement des missions dévolues à ces différents services, il est fait de plus en plus souvent appel à des agents de bureau, lesquels sont amenés, faute de titulaires plus élevés, à assumer des tâches qui sont le fait de commis ou de contrôleurs sans aucune contrepartie pécuniaire. Malgré l'évidente bonne volonté de ces agents, l'accès aux fonctions supérieures leur est pratiquement interdit du fait des concours indispensables. Il semble même qu'au point de vue avancement les intéressés ne bénéficient pas des mêmes facilités que leurs homologues des autres administrations. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à cet état de choses. (Question du 11 avril 1967.)

Réponse. — Le fait d'exercer des fonctions de commis ou de contrôleur ne saurait impliquer pour des agents de bureau leur nomination à ces grades. En application de l'article 3 de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 portant statut général des fonctionnaires, l'accession aux différents emplois permanents de la hiérarchie des administrations centrales de l'Etat et des services extérieurs en dépendant ne peut avoir lieu que dans les conditions prévues par ce statut. C'est ainsi qu', suivant les dispositions du décret n° 58-651 du 30 juillet 1956 les nominations au grade de commis ne peuvent être effectuées, indépendamment de la législation sur les emplois réservés, que : 1° par voie de deux concours, dont l'un est réservé aux fonctionnaires et agents de l'Etat ayant accompli au moins deux années de services publics, dont une année de services civils effectifs, et âgés de moins de cinquante ans ; 2° par nomination au choix, dans la limite du sixième des titularisations effectuées après concours et après avis de la commission administrative paritaire compétente, parmi les fonctionnaires de l'Etat exerçant des fonctions de bureau et appartenant à des corps classés en catégorie C ou D comptant au moins dix ans de services publics. Par ailleurs, conformément aux dispositions de l'article 4 du décret n° 66-753 du 3 octobre 1966, seuls les commis des services extérieurs du travail et de la main-d'œuvre peuvent bénéficier d'une nomination au choix au grade de contrôleur au titre de la règle du neuvième. Des transformations d'emplois d'agent de bureau en emplois de commis vont être progressivement demandées au budget. Toutefois, des nominations dans le grade de commis s'effectuent déjà périodiquement sur vacances d'emplois. En tout état de cause, les nominations au grade de commis ne peuvent être prononcées que dans les conditions précisées ci-dessus et il ne paraît pas pouvoir être envisagé de relèvement indiciaire pour les agents de bureau du fait qu'ils remplissent des fonctions de commis ou de contrôleur, les intéressés étant soumis aux conditions de rémunération prévues pour leur grade.

523. — M. Delong appelle l'attention de M. le ministre des affaires sociales sur l'intérêt que présenterait une définition précise des rapports entre les délégués permanents syndicaux et les inspecteurs du travail et de la main-d'œuvre. En effet, les délégués permanents syndicaux sont souvent appelés à assister ou à représenter une des parties devant le bureau de jugement des conseils de prud'hommes, aux termes de l'article 69 du décret n° 58-1292 du 22 décembre 1958 (Journal officiel du 23 décembre 1958, p. 11625). Pour mener à bien leur mission, ils ont besoin de s'informer auprès des inspecteurs du travail intéressés et de leur demander de contrôler l'appli-

cation de la législation du travail dans les entreprises. Il souhaiterait savoir si ces fonctionnaires sont tenus d'intervenir à la suite de ces demandes pour le règlement des différends individuels. (Question du 19 avril 1967.)

Réponse. — L'article 69 du décret n° 58-1292 du 22 décembre 1958 autorise les parties à se faire assister et représenter devant le conseil de prud'hommes, notamment par un délégué permanent des organisations syndicales ouvrières et patronales. Par ailleurs, les textes qui définissent les pouvoirs des inspecteurs du travail habilite ceux-ci à relever les infractions aux prescriptions législatives et réglementaires dont le contrôle de l'application leur est confié. Dans ces conditions, il est possible aux délégués permanents des organisations syndicales de signaler à ces fonctionnaires les établissements dans lesquels les dispositions de la législation et de la réglementation du travail ne seraient pas observées. En ce qui concerne le règlement des différends individuels, celui-ci est normalement du ressort des juridictions compétentes, mais l'inspecteur du travail ne manque pas d'intervenir à titre amiable dans la mesure évidemment où il ne s'agit pas d'un différend dont a été saisie préalablement l'autorité judiciaire. Il convient de préciser que, conformément à l'avis émis par le Conseil d'Etat, le 11 juillet 1950, les inspecteurs du travail ne doivent pas, en raison de leur qualité, révéler, même à la justice, les faits confidentiels par leur nature ou qui leur ont été confiés avec la conviction qu'ils ne seraient pas dévoilés et qu'ils ont connus en raison de leur fonction.

916. — M. Lebon attire l'attention de M. le ministre des affaires sociales sur les difficultés que rencontrent les hôpitaux pour recruter des médecins de médecine préventive dont le taux de rémunération n'aurait pas été modifié depuis 1963. Il lui demande si un relèvement de cette rémunération est envisagé. (Question du 9 mai 1967.)

Réponse. — La situation des médecins chargés des services de médecine préventive dans les établissements d'hospitalisation, de soins ou de cure publiques n'est pas sans préoccuper le ministère des affaires sociales. Une étude est en cours depuis quelque temps déjà avec le ministère de l'économie et des finances pour fixer le devenir de ces praticiens et réévaluer leurs rémunérations.

1188. — M. Jamot appelle l'attention de M. le ministre des affaires sociales sur la situation des élèves de première année en masso-kinésithérapie. Ces étudiants ne sont pas affiliés à la sécurité sociale des étudiants, bien que leurs études impliquent obligatoirement des stages en hôpital, c'est-à-dire, en contact direct avec les malades. Cette situation apparaît comme tout à fait anormale. C'est pourquoi il lui demande s'il envisage, en accord avec son collègue le ministre de l'éducation nationale, de faire bénéficier les étudiants de première année en kinésithérapie de la sécurité sociale des étudiants. (Question du 12 mai 1967.)

Réponse. — Aux termes de l'article L. 566 du code de la sécurité sociale, le régime de sécurité sociale des étudiants est ouvert limitativement aux élèves des établissements d'enseignement supérieur et des classes préparatoires aux grandes écoles. Or, la commission interministérielle chargée de donner un avis sur les demandes d'agrément présentées en faveur des élèves a estimé que certaines sections ou classes de ces établissements ne pouvaient être considérées comme dispensant un enseignement supérieur au sens de l'article L. 566 du code de la sécurité sociale. Ainsi, les élèves de première année des écoles d'Infirmières, de masso-kinésithérapeutes ou d'assistantes sociales sont demeurés exclus du champ d'application du régime d'assurances sociales des étudiants parce que la commission interministérielle a estimé que l'enseignement dispensé en première année dans ces établissements ne présentait pas le niveau suffisant. Le cas des intéressés a d'ailleurs été réexaminé, au cours des dernières réunions de la commission, qui n'a pas cru devoir modifier sa position en la matière. Certes, une élévation du niveau des études poursuivies serait de nature à justifier un nouvel examen de la question. Mais, en dehors de cette hypothèse, l'extension du régime d'assurances sociales des étudiants aux élèves kinésithérapeutes de première année, ainsi qu'à tous les élèves des enseignements techniques de première année dont le niveau ne peut être qualifié de supérieur, ne pourrait résulter que d'une modification du texte de l'article L. 566 du code de la sécurité sociale tendant à étendre le champ d'application dudit régime. Cette extension devrait alors aller de pair avec un aménagement du régime financier de l'assurance qui n'a pu, jusqu'à présent, être réalisé.

1259. — M. de Poulplquet expose à M. le ministre des affaires sociales : 1° qu'aux termes de l'arrêté du 24 juin 1960, qui maintient le principe de la déclaration annuelle des revenus professionnels à la caisse d'allocation familiales, cette déclaration est obligatoire pour l'associé de sociétés à responsabilité limitée ayant opté pour le régime d'imposition des sociétés de personnes, et doit porter sur le montant des revenus professionnels nets déclarés en vue de

l'assiette de l'impôt sur le revenu des personnes physiques dont il est redevable au titre de l'année précédente; 2° qu'aux termes de la circulaire A. G. I. R. C. 905 DIR du 18 juin 1964 et de la réponse à la question écrite n° 21409 (*Journal officiel*, débats Assemblée nationale du 9 novembre 1966, p. 4416), le régime de retraite des cadres ne peut s'appliquer aux gérants et associés de sociétés à responsabilité limitée à caractère familial ayant opté pour le régime fiscal des sociétés de personnes; 3° qu'aux termes de deux réponses ministérielles à la question écrite n° 3359 (*Journal officiel*, débats Assemblée nationale du 24 octobre 1956, p. 4300) et à la question écrite n° 6930 (*Journal officiel*, débats Assemblée nationale du 13 juin 1957, p. 2731), l'option pour le régime d'imposition des sociétés de personnes n'a nullement modifié la situation des gérants minoritaires. Il lui demande, dans le cas d'une société à responsabilité limitée à caractère familial dont le gérant majoritaire, en l'occurrence la mère, se partage avec deux de ses enfants associés les pouvoirs de décision et de direction: a) si les enfants associés, faisant partie en fait d'un collège de gérance majoritaire, sont assujettis aux cotisations de sécurité sociale; b) si, en cas de réponse négative à la première question ci-dessus, les cotisations versées pour les enfants associés par voie de contrainte consécutive à une vérification de l'U. R. S. S. A. F. doivent, comme les cotisations indûment versées à l'A. G. I. R. C., faire l'objet d'un remboursement à la société; c) si, en cas de réponse affirmative au b) ci-dessus, les cotisations indûment versées par l'U. R. S. S. A. F. s'imputent à due concurrence et suivant leur date, sur les cotisations dues à d'autres titres par la société à cet organisme pour le calcul des majorations de retard. (*Question du 19 mai 1967.*)

Réponse. — Aux termes de l'article L. 242-8° du code de la sécurité sociale, tel que modifié par l'ordonnance n° 59-127 du 7 janvier 1959, les gérants de sociétés à responsabilité limitée sont compris dans le champ d'application de l'assurance obligatoire, à condition que lesdits gérants ne possèdent pas ensemble plus de la moitié du capital social, étant entendu que les parts appartenant, en toute propriété ou en usufruit, au conjoint et aux enfants mineurs non émancipés d'un gérant, sont considérées comme possédées par ce dernier. Il résulte des dispositions du texte ci-dessus rappelé que le gérant visé par la question de l'honorable parlementaire n'a pas la qualité de salarié ou assimilé au regard du régime général de sécurité sociale. Ce gérant, en l'occurrence la mère, se trouve, néanmoins, secondée dans la gestion de l'exploitation familiale, par ses enfants. Mais, il s'agit d'une association de fait, les pouvoirs de gérance paraissant se trouver, de par les statuts de la société, réservés à la seule personne de la mère. Dans ces conditions, la situation des enfants, non gérants, doit s'apprécier suivant les règles applicables à la généralité des travailleurs. Il s'ensuit que, si les enfants non gérants, concernés par le cas de l'espèce, occupent effectivement un emploi rémunéré au service de la société administrée par leur mère, ils doivent être affiliés au régime général de la sécurité sociale, quel que soit le nombre de parts possédées par chacun d'entre eux. Dans cette hypothèse, l'union de recouvrement paraît fondée à poursuivre le recouvrement des cotisations de sécurité sociale par les voies de droit, sous réserve bien entendu, des possibilités de recours offertes, en cas de contestation, par la réglementation en vigueur et, notamment, l'opposition à contrainte, formulée dans les conditions du décret n° 59-139 du 7 janvier 1959.

ECONOMIE ET FINANCES

250. — M. Denvers demande à M. le ministre de l'économie et des finances si le conseil d'administration d'un port autonome est autorisé à placer dans une caisse d'épargne, dans les limites résultant de l'application de l'article 11 du décret n° 65-934 du 8 novembre 1965, les fonds disponibles excédant les besoins de la trésorerie et le placement des réserves. (*Question du 12 avril 1967.*)

Réponse. — Le décret n° 65-933 du 8 novembre 1965 relatif au régime financier des ports autonomes précise (art. 20) que le fonctionnement comptable d'un port autonome est assuré dans les conditions prévues pour les établissements publics à caractère industriel et commercial dotés d'un agent comptable, par les articles 190 à 225 du décret du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique. Ce dernier texte stipule dans son article 212 que les fonds desdits établissements doivent être déposés soit au Trésor ou au service des chèques postaux, soit, avec l'autorisation du ministre des finances ou dans les conditions prévues par les textes constitutifs, à la Banque de France ou en banque. Il ressort de ces diverses dispositions que les fonds libres d'un port autonome ne peuvent faire l'objet d'un dépôt auprès d'une caisse d'épargne.

755. — M. Duffaut expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'aux termes de la loi n° 86-537 du 24 juillet 1966 portant refonte du code des sociétés, le capital social des sociétés par actions doit être de 100.000 francs au moins dans le cas où la société ne fait pas publiquement appel à l'épargne (art. 71) étant, par ailleurs,

prescrit (art. 499) que celles de ces sociétés dont le capital est inférieur à 100.000 francs disposent d'un délai de cinq ans à compter de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi pour porter leur capital au moins à ce montant. Il lui expose le cas d'une société anonyme immobilière, à caractère philanthropique, au capital de 70.000 francs, dont l'activité se limite à la gestion d'un immeuble dont la valeur au bilan (non susceptible de réévaluation) est inférieure à 70.000 francs. Une augmentation du capital par apport en espèces étant à la fois inutile et matériellement impossible à réaliser, il lui demande quelles sont les possibilités légales offertes à cette société pour régulariser sa situation, étant précisé que le nombre des actionnaires, supérieur à cinquante, exclut la transformation en société à responsabilité limitée (art. 36). (*Question du 27 avril 1967.*)

Réponse. — Il appartient au conseil d'administration et à l'assemblée générale des actionnaires de déterminer quelles sont les solutions les plus appropriées pour mettre les statuts d'une société anonyme en harmonie avec les dispositions de la loi du 24 juillet 1966. Les autorités publiques n'ont pas la possibilité de résoudre, dans un cas particulier, les problèmes posés à une société privée, par les articles 71 et 499 de ladite loi. Il convient cependant d'appeler l'attention de l'honorable parlementaire sur le fait que le statut de société anonyme est plus spécialement destiné aux besoins des sociétés dont les titres sont appelés à faire l'objet de négociations et notamment aux sociétés commerciales ayant une activité importante. Il n'apparaît pas, dans le cas considéré, qu'un tel statut soit particulièrement adapté au rôle d'un organisme à caractère philanthropique ayant la gestion d'un immeuble pour seul objet.

EDUCATION NATIONALE

384. — M. Dupuy demande à M. le ministre de l'éducation nationale s'il compte appliquer les termes de la circulaire du 7 octobre 1963 qui définit les principes généraux devant présider à l'organisation des C. E. S. et dans laquelle il est précisé: « Les professeurs certifiés conservent les statuts de leurs collègues dans les lycées municipaux ou nationalisés. Il en est de même pour les maîtres et professeurs de collèges d'enseignement général qui en cas de nationalisation pourront demander leur intégration dans le corps des chargés d'enseignement (s'ils sont pérennisés) ». Les professeurs dans ce cas relèvent donc du décret du 4 mars 1952, qui fixe ainsi la réforme pour les professeurs de C. E. G. pérennisés: « Ces professeurs sont sur leur demande intégrés dans le cadre des chargés d'enseignement en cas de transformation en collège classique, moderne ou technique du C. E. G. où ils professent ». (*Question du 18 avril 1967.*)

Réponse. — Les dispositions de l'article 5 du décret du 26 juin 1946, modifiées par le décret n° 52-259 du 4 mars 1952, étaient destinées à régler le cas très précis des maîtres pérennisés exerçant dans les cours complémentaires transformés en collèges classiques ou modernes. Autorisant des intégrations dans un corps d'extinction, elles ont un caractère exceptionnel, qui contraindrait à leur donner une interprétation restrictive. C'est ainsi qu'il ne pourra en être fait application aux instituteurs de C. E. G. transformés en C. E. S., par suite du caractère très général qui a été conféré à ces nouveaux établissements, en particulier à la suite de la modification de leur structure, réalisée par le décret n° 64-319 du 14 avril 1964. Les possibilités laissées ouvertes à titre transitoire, et dans l'attente du règlement d'ensemble, par la circulaire du 7 octobre 1963, ne peuvent plus être maintenues dans le cadre de la réforme de la structure des établissements, telle qu'elle est maintenant pratiquée.

446. — M. Hébert appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la situation des directeurs et directrices d'écoles publiques qui, à la veille de leur retraite, voient diminuer le nombre de classes de leur école. Il lui expose à cet égard la situation de la directrice d'une école comprenant cinq classes, laquelle a été réduite à quatre classes depuis la rentrée de septembre 1965. Le traitement de cette directrice, basé sur l'indice 426, a été ramené à l'indice 415 sans aucun préavis de l'administration. La présente année scolaire devant être sa dernière année d'activité, l'intéressée verra donc sa retraite calculée sur un indice inférieur à celui qu'elle a détenu pendant de nombreuses années. Il lui demande les mesures qu'il envisage de prendre afin que les directrices et directeurs d'écoles, dont certaines classes ont été supprimées, n'en subissent aucun préjudice ni en ce qui concerne leur traitement ni, par voie de conséquence, en ce qui concerne le montant de leur retraite. (*Question du 18 avril 1967.*)

Réponse. — Le montant de la retraite des fonctionnaires est calculé sur la base des derniers émoluments soumis à retenue afférents à l'indice correspondant à l'emploi, grade, classe et échelon effectivement détenus depuis six mois au moins par l'agent au moment de la cessation des services valables pour la retraite. Cependant les directeurs et directrices d'écoles dont certaines classes ont été supprimées peuvent demander le bénéfice du décret n° 66-810 du 28 octobre 1966. En effet, aux termes des dispositions de l'article D. 15 de ce décret, pris en application de l'article L. 15 du

code des pensions civiles et militaires de retraite, la pension de retraite peut être liquidée sur la base des émoluments soumis à retenue afférents à un emploi détenu pendant quatre ans au moins au cours des quinze dernières années d'activité lorsqu'ils sont supérieurs aux émoluments de base de droit commun. D'autre part, des directeurs et directrices d'écoles dont le nombre de classes a été réduit peuvent postuler une direction plus importante qui leur permette de retrouver l'indice initial. En ce qui concerne la situation particulière citée par l'honorable parlementaire, il conviendrait de fournir les précisions nécessaires pour qu'un examen attentif puisse en être effectué par les services compétents.

606. — M. Bizet demande à M. le ministre de l'éducation nationale si la préparation des ingénieurs agronomes et des vétérinaires n'est pas compromise par le fait que les professeurs de ces classes préparatoires (classes de type C) choisis parmi les professeurs agrégés des lycées, se voient imposer, à rémunération égale, un service plus lourd que leurs collègues enseignant dans les classes préparatoires aux grandes écoles d'ingénieurs (classes A et B). Il lui demande quand des mesures seront prises pour réparer cette injustice et maintenir les maîtres chevronnés qui enseignent dans les classes préparatoires aux écoles supérieures d'agronomie et aux écoles nationales vétérinaires et pour éviter ainsi la désaffection des meilleurs élèves pour ces classes. La formation des cadres supérieurs, dont l'agriculture et l'élevage ont un impérieux besoin, en dépend. (Question du 21 avril 1967.)

Réponse. — Le service hebdomadaire des professeurs des classes préparatoires aux écoles nationales supérieures d'agronomie et aux écoles nationales vétérinaires, comme celui des professeurs enseignant dans les classes préparatoires aux grandes écoles d'ingénieurs, est fixé par l'article 6 du décret n° 50-581 du 25 mai 1950, modifié par le décret n° 61-1277 du 29 novembre 1961, et une modification de cette réglementation ne saurait être envisagée sans une étude préalable portant sur la comparaison des diverses classes entre elles notamment en ce qui concerne les enseignements dispensés dans les disciplines communes. Il n'apparaît pas que cette question puisse avoir une incidence sur les vocations des élèves candidats aux grandes écoles.

1003. — M. Pieds attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur le sort de 67 jeunes instituteurs remplaçants du département de l'Aube, qui, bien que remplissant toutes les conditions réglementaires requises, se voient refuser leur stagiarisation et par voie de conséquence leur titularisation. Cette situation, qui a motivé un vœu adopté à l'unanimité par le conseil départemental de l'enseignement primaire, n'est certainement pas particulière à un département. En conséquence, il lui demande quelles dispositions d'ordre général il compte prendre pour régler d'une façon satisfaisante la situation de ce personnel qui a fait ses preuves et dont l'éducation nationale a le plus grand besoin, et quelles mesures il envisage pour apporter une solution efficace aux problèmes de remplacements. (Question du 10 mai 1967.)

Réponse. — Le problème posé par la titularisation des instituteurs remplaçants fait actuellement l'objet d'études attentives. Il n'est toutefois pas possible en l'état actuel de ces travaux de préciser dès maintenant les mesures qui seront adoptées pour régler ce problème.

EQUIPEMENT ET LOGEMENT

269. — M. Radlus attire l'attention de M. le ministre de l'équipement et du logement sur le décret n° 59-701 du 6 juin 1959 relatif aux enquêtes portant sur des opérations à déclarer d'utilité publique, nécessaires à la détermination des parcelles à exproprier et à l'intervention de l'arrêté de cessibilité, qui précise (art. 2, 14 et 18) que les dossiers d'enquêtes pourront être consultés par le public. Il lui demande si ces textes, ou toute autre disposition régissant la matière, autorisent l'administration à refuser la reproduction des documents et plans consultés par des procédés photographiques ou autres, étant entendu qu'aucune entrave n'aura été apportée à la consultation normale du dossier par les intéressés et à leur faculté de prendre des notes à cette occasion. (Question du 12 avril 1967.)

Réponse. — Rien ne semble, a priori, s'opposer à ce que le public, autorisé à consulter sur place (mairie, sous-préfecture ou préfecture, suivant les cas) les dossiers d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, puisse à cette occasion, sans retrait desdits dossiers, procéder aux reproductions telles qu'évoquées par l'honorable parlementaire. Toutefois des opérations de cette nature, qu'elles soient d'ailleurs entreprises dans le cadre de la procédure d'expropriation ou dans d'autres domaines, impliquent nécessairement des manipulations souvent délicates et susceptibles de porter atteinte à l'intégrité des documents consultés. Aussi, certaines dispositions d'ordre intérieur (comme, par exemple, en matière d'archives ou de cadastre) ont-elles pu légitimement

soumettre à certaines conditions restrictives la possibilité pour les particuliers de photographier les documents qui les intéressent, et il serait par conséquent tout aussi concevable que, dans la pratique, se soient effectivement présentés des cas où, s'agissant cette fois de la reproduction de documents relatifs aux enquêtes d'utilité publique, des limitations analogues ont été imposées au public. Cependant les seuls éléments qu'elle contient ne permettant pas de répondre en toute connaissance de cause à la question écrite dont il s'agit, le ministre de l'équipement et du logement serait reconnaissant à l'honorable parlementaire de bien vouloir le saisir, par lettre séparée, du cas particulier ayant motivé son intervention.

FONCTION PUBLIQUE

888. — M. Lamps expose à M. le ministre d'Etat chargé de la fonction publique, que les fonctionnaires, les salariés, défavorisés du fait des abattements de zone. Ces abattements ont une répercussion non seulement sur les prestations familiales, mais aussi sur le taux et le montant de l'indemnité de résidence. Dans une réponse (*Journal officiel*, Débats parlementaires, A. N. du 11 mars 1967) à la question n° 21935 du 4 novembre 1966, le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative, avait indiqué qu'il soumettrait au Gouvernement, avant le 15 avril, un plan de réaménagement en plusieurs étapes des zones de classement des communes pour l'indemnité de résidence de la fonction publique. Il était également précisé que les études entreprises seraient achevées à la date prévue et que le Gouvernement serait, dès le 15 avril, en mesure de prendre les décisions attendues. Il lui demande quelles sont les intentions du Gouvernement à ce sujet. (Question du 9 mai 1967.)

Réponse. — Conformément à la décision du conseil des ministres du 14 décembre, un plan d'aménagement du classement des communes dans les zones correspondant aux différents taux de l'indemnité de résidence a été établi dans les délais prévus et fait l'objet d'un examen entre les ministères intéressés. Ce programme tend à reclasser un certain nombre de localités en fonction de l'importance de leur population. L'incidence budgétaire de l'augmentation des indemnités de résidence des fonctionnaires, agents non titulaires et militaires affectés dans ces localités conduira à une application fractionnée de ces mesures et à leur étalement sur plusieurs exercices.

935. — M. Hoffer demande à M. le ministre d'Etat chargé de la fonction publique s'il envisage pas d'étendre aux services extérieurs de l'Etat la semaine de cinq jours, déjà en vigueur dans les administrations centrales. (Question du 9 mai 1967.)

Réponse. — L'honorable parlementaire est prié de se reporter à la réponse qui a été faite à la même question qu'il avait fait enregistrer sous le n° 22775 le 19 décembre 1966. Cette réponse a été publiée au *Journal officiel* du 14 janvier 1967, page 78. Aucun élément nouveau n'est intervenu depuis cette date.

992. — M. Millet expose à M. le ministre d'Etat chargé de la fonction publique les profondes injustices dont souffrent de nombreux fonctionnaires du simple fait qu'ils habitent dans des zones où l'indemnité de résidence est particulièrement basse. En effet, les abattements de zone applicables au calcul de cette indemnité mensuelle sont considérables, puisqu'à l'indice 300, l'indemnité passe de 222,12 francs en zone 20 p. 100 à 141,61 francs en zone 12,75 p. 100. Par ailleurs, il lui rappelle que les abattements de zone jouent également dans le domaine des allocations familiales, ce qui fait que les fonctionnaires de régions, comme celle du Vigan, sont particulièrement défavorisés. Il lui demande si le Gouvernement compte, comme cela a été dit dans le passé, abroger rapidement le système des zones de salaires et effectuer le calcul de l'indemnité de résidence intégrée dans le traitement sur la base de celle versée à Paris. (Question du 10 mai 1967.)

Réponse. — Conformément à la décision du conseil des ministres du 14 décembre, un plan d'aménagement du classement des communes dans les zones correspondant aux différents taux de l'indemnité de résidence a été établi dans les délais prévus et fait l'objet d'un examen entre les ministères intéressés. Ce programme tend à reclasser un certain nombre de localités en fonction de l'importance de leur population. L'incidence budgétaire de l'augmentation des indemnités de résidence des fonctionnaires, agents non titulaires et militaires affectés dans ces localités conduira à une application fractionnée de ces mesures et à leur étalement sur plusieurs exercices.

1147. — Mme Vergnaud expose à M. le ministre d'Etat chargé de la fonction publique, que, selon l'article 7 de la loi n° 64-1339 du 26 décembre 1964, la période transitoire pendant laquelle l'âge exigé pour l'entrée en jouissance d'une pension civile est réduite pour les femmes fonctionnaires, d'un an pour chacun des enfants qu'elles ont

eus, expire le 30 décembre 1967. Or, les femmes fonctionnaires, mères de famille, les organisations syndicales, font valoir à juste titre que la maternité étant une fonction sociale, il est nécessaire de maintenir à titre définitif cette réduction de l'âge exigé pour l'entrée en jouissance d'une pension, ou au moins de proroger pour une nouvelle période de trois ans les dispositions transitoires prévues par la loi du 26 décembre 1964 précitée. Elle lui demande si le Gouvernement a l'intention de saisir prochainement le Parlement de mesures à cet effet. (Question du 16 mai 1967.)

Réponse. — La réforme du code des pensions opérée par la loi n° 64-1339 du 26 décembre 1964 a procédé essentiellement du souci d'instituer des règles simples de liquidation des pensions. Ce souci a conduit en particulier à faire disparaître la distinction entre pensions d'ancienneté et pensions proportionnelles et à supprimer la condition d'âge pour l'ouverture du droit à pension, qui est désormais subordonnée à la seule exigence d'une durée de quinze années de services effectifs. Il en est résulté nécessairement l'abandon de toutes les anciennes règles liées à la notion de pension d'ancienneté, telles que les réductions d'âge. Leur maintien prolongé à côté des nouvelles règles introduirait une complexité indéniable dans le mécanisme de la liquidation et ne manquerait pas d'apporter des retards à la concession des pensions que la réforme de la loi de 1964 a eu précisément pour objet d'accélérer. C'est pourquoi les dispositions transitoires dont la prorogation est demandée ne figuraient pas dans le projet initial du Gouvernement et n'ont été acceptées qu'à la suite d'amendements déposés au cours de la discussion devant le Parlement. Mais l'économie de la réforme du régime des pensions imposait au Gouvernement de limiter strictement la durée du maintien des dispositions de l'ancien code relatives aux réductions d'âge pour la jouissance immédiate de la pension. Une période de trois ans a été jugée suffisante pour ménager le passage de l'ancien au nouveau régime et permettre aux fonctionnaires en activité au moment de la promulgation de la nouvelle loi de se décider en connaissance de cause pour demander le bénéfice des anciennes dispositions. Le Gouvernement ne peut donc pas envisager aujourd'hui de proposer au Parlement de prolonger cette période transitoire au-delà de trois ans.

INDUSTRIE

31. — M. Brettes attire l'attention de M. le ministre de l'Industrie sur la situation difficile dans laquelle se trouvent les gérants libres de stations-service. D'une part, ils sont considérés par la loi comme des commerçants et sont donc astreints au paiement de la patente, des charges sociales, des cotisations pour la retraite complémentaire du personnel et de la retraite des commerçants. Mais, d'autre part, leur contrat avec les sociétés, dont la durée n'excède pas en général un an, sont résiliables sans motif, sur préavis d'un à trois mois seulement. En outre, ils n'ont aucun droit à l'indemnité clientèle, pas plus d'ailleurs qu'au bail commercial. Enfin, leur marge bénéficiaire est limitée à 2,20 francs par litre, malgré des journées de travail de quinze heures, y compris les dimanches et fêtes. Il lui demande quelles mesures il estime possible de prendre pour améliorer la situation difficile des gérants libres de stations-service, en particulier s'il n'envisage pas d'aligner le prix de l'essence vendue par eux sur celui des supermarchés, qui est inférieur et leur font concurrence, et de fixer les marges bénéficiaires en fonction de la progression de leurs charges et du S. M. L. G. (Question du 11 avril 1967.)

Réponse. — Parmi les détaillants de carburants, les gérants libres suivent les règles communes à une catégorie plus vaste de commerçants, englobant les gérants libres de toute autre branche d'activité. Ils établissent avec leurs fournisseurs, sans que l'Etat intervienne dans les discussions, des relations contractuelles portant notamment sur la définition des prestations assurées, les conditions financières de la transaction ainsi que les dispositions afférentes à la durée du contrat. Les précisions données par l'honorable parlementaire à ce sujet ne peuvent que refléter des éléments issus de telles relations contractuelles de droit privé. L'appréciation à sa juste valeur de la situation des gérants libres devrait prendre en considération la variété de ces contrats ainsi que la diversité des activités des gérants. La seule référence à une marge, ramenée à l'unité volumétrique, est insuffisante. D'autres facteurs ont également leur importance, notamment le nombre d'opérations annexes effectuées (lavage, graissage, vente d'accessoires) et surtout le débit en hydrocarbures du point de vente. A cet égard, l'effort du Gouvernement tend à favoriser la rationalisation de la distribution. On a constaté depuis quelques années un relèvement sensible du débit moyen mensuel qui, par point de vente, est passé de 12 mètres cubes en 1959, à une vingtaine actuellement et approchera 30 mètres cubes au terme du V^e Plan. Ces chiffres représentent des moyennes, les installations de distribution mises en gérance libre ont en effet un débit moyen d'hydrocarbures nettement supérieur appelé, par ailleurs, à suivre la progression ci-dessus soulignée. Enfin, il convient de préciser que les pouvoirs publics agissent, en matière de prix de vente des hydrocarbures,

des maximas en deçà desquels il est loisible, notamment dans la limite que permettent les prix de revient de l'entreprise, de descendre sans commettre pour autant d'irrégularité. Le ministre de l'Industrie est toujours disposé à examiner toute demande particulière intéressant ces commerçants, qui apportent à la distribution des produits pétroliers un concours très apprécié.

776. — Mme de Hauteclocque rappelle à M. le ministre de l'Industrie la réponse qu'il a bien voulu faire (Journal officiel, débats Assemblée nationale, n° 71, du 24 septembre 1966) à une question écrite n° 20874 relative aux dispositions à prendre afin de faire bénéficier de retraites complémentaires les salariés ayant travaillé avant les mesures de nationalisation de l'électricité dans une entreprise électrique privée. La réponse précitée faisait état d'une étude en cours et précisait qu'il était « permis d'espérer qu'une décision pourra intervenir dans des délais assez brefs ». Cette réponse datant maintenant de sept mois, elle lui demande à quel résultat ont abouti les études entreprises. (Question du 28 avril 1967.)

Réponse. — A l'issue de l'étude, dont la réalisation était annoncée dans la réponse faite à la question écrite n° 20874, il a été décidé par le Gouvernement de faire prendre en compte à titre gratuit par les institutions de retraite complémentaire du secteur privé, en l'espèce l'A. G. I. R. C. pour les salariés cadres et l'A. R. R. C. O. pour les salariés non cadres, les services accomplis dans des entreprises nationalisées par des salariés ayant quitté celles-ci avant la date de la nationalisation; c'est donc, dans un cadre général débordant celui des seules industries électriques que doit être réglée la question posée par l'honorable parlementaire. Les services compétents d'Electricité de France et de Gaz de France ont fourni à l'A. G. I. R. C. et à l'A. R. R. C. O. les éléments nécessaires pour régler la situation des salariés des entreprises privées des industries électriques et gazières ayant quitté celles-ci avant que ne soient nationalisés l'électricité et le gaz. Il appartient donc maintenant aux commissions paritaires de l'A. G. I. R. C. et de l'A. R. R. C. O. de définir, en liaison avec les services du ministère des affaires sociales, les modalités de l'opération décidée par les pouvoirs publics.

INTERIEUR

290. — M. Fouchier rappelle à nouveau à M. le ministre de l'Intérieur la situation des agents contractuels de l'ancienne sûreté nationale en Algérie, situation évoquée au cours de la discussion budgétaire de 1967 et pour laquelle aucune explication n'a été fournie. D'une manière absolue, ces agents ont été maintenus dans leur qualité « d'agents contractuels » par les arrêtés du Conseil d'Etat (arrêté Amat, basé sur le principe de l'application de l'article 1^{er} ou 2 de l'ordonnance du 11 avril 1962 [agents contractuels ou agents non titulaires] et arrêté Panloup sur un agent contractuel n'ayant pas opté. Si, en 1966, ils sont toujours des contractuels, ils n'ont jamais cessé de garder les droits fondamentaux acquis par l'option et l'on sait qu'après celle-ci les services administratifs ont bloqué les salaires des intéressés parce que l'option a créé une situation définitive en vue de leur titularisation. Il y a toujours eu opposition aux droits stricts des contractuels et leur titularisation a été gênée sous toutes les formes en usant de tous les prétextes, bien que, par ailleurs, des Français musulmans pas toujours fidèles ont été titularisés sans aucune difficulté, ces mêmes agents algériens regagnent actuellement la métropole et bénéficient d'une intégration et parfois d'une reconstitution de carrière. D'autre part, il était procédé, dès le 30 juin 1962, à la titularisation des commissaires contractuels, dont il semble manifestement qu'ils n'aient pas opté et, d'une manière certaine, qu'ils n'avaient pas l'ancienneté voulue, soit quatre ans. Devant cette opposition et compte tenu du préjudice énorme causé aux agents contractuels Français rapatriés (agents dont le ministère a la double charge) et devant ces mesures discriminatoires à leur égard, il semble qu'il soit temps de faire le point de la situation administrative des intéressés et de leur accorder les droits qu'ils ont définitivement acquis par l'option puisque les services ne cessent de recruter des centaines et des milliers de policiers depuis 1962. Il n'est pas possible d'invoquer les dispositions du décret du 25 avril 1964, dont on sait aussi qu'il ne permet pas la titularisation des contractuels, et les conclusions du commissaire du Gouvernement au Conseil d'Etat sont assez significatives pour mettre un terme aux « prétendus avantages » de ce texte qui ne tient aucun compte de la situation particulière acquise sous le régime de l'option des contractuels ayant opté. En définitive, on exige que les contractuels remplissent deux fois les conditions de titularisation, celles du texte de 1959 et celles du décret de 1964. Cette situation est revolvante car elle est le reflet d'une opposition inadmissible et prive certains agents de poursuivre leur carrière en raison de l'âge. Aucun agent métropolitain n'accepterait pareille alternative car la modification intervenue par le décret du 25 avril 1964 n'est

pas normale. Estimant que cette situation dramatique ne peut se prolonger indéfiniment alors que les intéressés trouvent d'énormes difficultés d'emploi et que le chômage actuel accentue nettement ces dernières, il lui demande : 1^o les dispositions nouvelles qu'il compte prendre dans les délais rapprochés pour faire application aux agents contractuels des droits qu'ils détiennent et qu'ils ont acquis d'une manière définitive en vue de leur titularisation; 2^o en raison des précisions données en commission des lois lors du budget de l'intérieur, les résultats obtenus par les services compétents après étude nouvelle annoncée sur le cas de ces agents puisque la fonction publique a reconnu que seul le décret n° 59-1213 du 27 octobre 1959 permettait leur titularisation sans qu'il soit besoin d'autre texte. (Question du 12 avril 1967.)

Réponse. — Le ministre de l'intérieur confirme que le problème des anciens agents contractuels de la sûreté nationale en Algérie lui est bien connu. L'article 10 du décret du 27 octobre 1959 fixant les règles de recrutement et de rémunération de certains personnels non titulaires servant en Algérie avait prévu en faveur des intéressés des possibilités de titularisation, mais celle-ci ne pouvait intervenir que dans la mesure où les contractuels subissaient avec succès les épreuves d'un concours interne (corps de catégories A et B ou assimilées, cas des ex-officiers de police adjoints contractuels) ou d'examen professionnels (corps de catégories C et D ou assimilées, cas des gardiens de la paix contractuels); or, aucun des ex-contractuels de la sûreté nationale en Algérie n'avait passé ces concours ou examens. Lorsque leur rapatriement a eu lieu, aucun texte ne permettait de les intégrer dans les cadres actifs de la sûreté nationale. Il a donc été fait application des textes pris spécialement à leur intention: les décrets des 8 octobre 1962 et 25 avril 1964. En application du premier de ces textes, ces anciens contractuels ont eu à choisir leur inscription sur les fichiers du réemploi pour être recasés dans la fonction publique française, ou une indemnité de licenciement en cas de renonciation à ce recasement. Puis est intervenu le décret du 25 avril 1964, pris pour l'application de l'article 2 de l'ordonnance du 11 avril 1962 relative aux conditions d'intégration dans les services publics métropolitains des fonctionnaires et agents des services publics algériens et sahariens. Ce texte a eu pour effet de reconduire en métropole les dispositions de l'article 10 du décret du 27 octobre 1959 précité, en permettant aux anciens agents contractuels de se présenter, sans qu'aucune condition d'ancienneté de service leur soit opposée et avec un recul de trois ans des limites d'âge, aux concours d'accès dans les corps où ils exerçaient en Algérie. Mais une quarantaine seulement d'officiers de police adjoints contractuels ont accepté d'utiliser ces dispositions et ont pu régulariser leur situation. Pour les autres, et en l'état actuel des textes, le ministre de l'intérieur se trouve toujours dans l'impossibilité de procéder à une intégration pure et simple dans les corps de la sûreté nationale.

JUSTICE

608. — M. Christian Bonnet expose à M. le ministre de la justice que les statuts du personnel administratif et des psychologues, l'application du statut du personnel de formation professionnelle, l'amélioration du sort des personnels des catégories C et D et des agents sous contrat des internats professionnels d'éducation surveillée sont toujours en suspens. Il lui demande s'il entend apporter, comme il l'espère, et dans un délai raisonnable, une solution à ces différents problèmes, qui préoccupent à juste titre les personnels en cause. (Question du 21 avril 1967.)

Réponse. — En ce qui concerne le statut du personnel administratif: des discussions sont actuellement en cours entre la chancellerie, le ministère d'Etat chargé de la fonction publique et le ministère de l'économie et des finances. Le personnel, par l'intermédiaire des organisations syndicales, est tenu informé du déroulement de la procédure, ainsi que des efforts déployés par l'administration. Amélioration du sort des catégories C et D: il a été convenu avec l'organisation syndicale que la situation des fonctionnaires appartenant à cette catégorie fera l'objet d'un examen et des démarches de l'administration centrale, après le règlement du statut du personnel administratif, dont le projet contient une disposition qui permettra aux agents des catégories susindiquées d'accéder directement, dans une certaine proportion, aux emplois d'adjoint d'économat, et qui conditionne les améliorations possibles du sort des petites catégories. Statut des psychologues: Il n'est pas envisagé pour le moment d'élaborer un statut particulier des psychologues de l'éducation surveillée dans le cadre du statut général des fonctionnaires. Une commission, composée de psychologues et de représentants de l'administration centrale, étudie actuellement l'ensemble des problèmes posés par l'organisation de cette profession et le fonctionnement des services psychologiques de l'éducation surveillée. Application du statut des personnels de formation professionnelle: des difficultés d'interprétation relatives à la validation des années d'activité professionnelle accomplies par certains membres du per-

sonnel de formation professionnelle antérieurement à leur titularisation ont retardé l'application de ce statut. Cette question fait actuellement l'objet d'un échange de correspondance entre le ministère de l'économie et des finances et le ministère de la justice. Situation des agents techniques sur contrat: les agents techniques sur contrat ont obtenu l'application, à compter du 1^{er} janvier 1967, d'un échelonnement indiciaire élaboré en liaison avec le ministère de l'économie et des finances. Ils bénéficieront à l'avenir d'un avancement d'échelon automatique. Des avenants à contrat opérant le reclassement des intéressés dans le nouvel échelonnement indiciaire leur sont en cours de notification.

ANNEXE AU PROCES-VERBAL

DE LA

2^e séance du mardi 6 juin 1967.

SCRUTIN (N° 3)

Sur la question préalable opposée par M. Defferre à la discussion du projet de loi sur la faillite.

Nombre des votants.....	460
Nombre des suffrages exprimés.....	458
Majorité absolue.....	230
Pour l'adoption.....	227
Contre.....	231

L'Assemblée nationale n'a pas adopté.

Ont voté pour (1) :

MM. -	Couillet.	Guidet.
Abelin.	Darcicourt.	Guille.
Achille-Fould.	Dardé.	Guyot (Marcel).
Alduy.	Darras.	Halbout.
Allainmat.	Daviaud.	Hersant.
Andrieux.	Dayan.	Hostier.
Arraut.	Defferre.	Houël.
Ayme (Léon).	Dejean.	Ihuël.
Baillet.	Delelis.	Jacquet (Michel).
Ballanger (Robert).	Delmas (Louis-Jean).	Jans.
Balmigère.	Delorme.	Juquin.
Barberot.	Delpech.	Labarrère.
Barbet.	Delvainquière.	Lacavé.
Barel (Virgile).	Denvers.	Lacoste.
Bayou (Raoul).	Depietri.	Lafay.
Bénard (Jean).	Deschamps.	Lagorce (Pierre).
Benoist.	Desouches.	Lagrange.
Berthouin.	Desson.	Lanarque-Cando.
Bertrand.	Didier (Emile).	Lamps.
Bilbeau.	Doize.	Larue (Tony).
Billoux.	Dreyfus-Schmidt.	Laurent (Marceau).
Bonnet (Georges).	Ducoloné.	Laurent (Paul).
Bordeneuve.	Ducos.	Lavielle.
Bosson.	Duffaut.	Lebon.
Boucheny.	Duhamel.	Leccia.
Boudet.	Dumas (Roland).	Le Foll.
Boulay.	Dumortier.	Lejeune (Max).
Bouloche.	Dupuy.	Leleir.
Bourdellès.	Duraffour (Paul).	Lemoine.
Bouthière.	Durafour (Michel).	Leroy.
Brettes.	Duroméa.	Le Sénéchal.
Brugerolle.	Ebrard (Guy).	Levol (Robert).
Brugnon.	Eloy.	L'Huillier (Waldeck).
Bustin.	Escande.	Lolive.
Canacos.	Estier.	Lombard.
Carlier.	Fabre (Robert).	Longueue.
Carpentier.	Fajon.	Loe.
Cassagne (René).	Faure (Gilbert).	Loustau.
Cazelles.	Faure (Maurice).	Maisonnat.
Cazenave.	Felix (Léon).	Manceau.
Cermolacce.	Fiévez.	Mancey.
Césaire.	Fillioud.	Marin.
Chambaz.	Fontanet.	Maroselli.
Chandernagor.	Forest.	Masse (Jean).
Chauvel (Christian).	Fouet.	Massot.
Chazalon.	Fourmond.	Maugein.
Chazelle.	Frédéric-Dupont.	Médecin.
Chochoy.	Fréville.	Méhaignerie.
Claudius-Petit.	Gallard (Félix).	Mendès-France
Cléry.	Garcin.	Nierle.
Combrisson.	Gaudin.	Mermaz.
Cornette (Arthur).	Gernez.	Milhau.
Cornut-Gentille.	Goanet.	Millet.
Coste.	Gouhier.	Mitterrand.
Cot (Pierre).	Grenier (Fernand).	Mollet (Guy).
	Guerlin.	Montagne.

Montalat.
Montesquiou (de).
Morillon.
Morlevat.
Musmeaux.
Naveau.
Nègre.
Niles.
Notébart.
Odru.
Ollivro.
Orvoën.
Palmero.
Pérellier.
Péronnet.
Philibert.
Pic.
Picard.
Pieds.
Pimont.
Planeix.

Pieven (René).
Ponseillé.
Poudevigne.
Prat.
Mme Prin.
Privat (Charles).
Mme Privat (Colette).
Quettier.
Ramette.
Rauf.
Regaudie.
Rey (André).
Rieubon.
Rigout.
Rochet (Waldeck).
Roger.
Rosselli.
Rossi.
Roucaute.
Roussel.
Ruffe.

Sauzedde.
Schaff.
Schloesing.
Sénès.
Spénale.
Mme Thome-Pate-
nôtre.
Tourné.
Mme Vaillant-
Couturier.
Valentin.
Vals (Francis).
Ver (Antonin).
Mme Vergnaud.
Vignaux.
Villa.
Villon.
Vinson.
Vivier.
Vizet (Robert).
Yvon.

Palewski (Jean-Paul).
Paquet.
Peretti.
Perrot.
Petit (Camille).
Peyret.
Pezyret.
Pianta.
Picquot.
Pisani.
Mme Ploux.
Poirier.
Poncelet.
Pouiatowski.
Pons.
Poujade (Robert).
Poupique (de).
Pouyade (Pierre).
Préaumont (de).
Quentier (René).
Rabourdin.
Radius.
Renouard.
Réthoré.
Rey (Henry).
Ribadeau-Dumas.

Ribière (René).
Richard (Jacques).
Richard (Lucien).
Rickert.
Ritter.
Rivain.
Riviere.
Rocca Serra (de).
Roulland.
Roux.
Royer.
Ruais.
Sabatier.
Sablé.
Sagette.
Saïd Ibrahim.
Salardaine.
Sallé (Louis).
Schnebelen.
Scholer.
Schvartz.
Sers.
Souchal.
Sprauer.
Taittinger.
Terrenoire (Alain).

Terrenoire (Louis).
Thomas.
Tomasini.
Trlboulet.
Tricon.
Troial.
Valenet.
Valentino.
Valleix.
Vendroux (Jacques).
Vendroux (Jacques-
Philippe).
Verkindere.
Verpillière (de La).
Vertadier.
Vitter.
Vivlen (Robert-
André).
Voilquin.
Voisin.
Wagner.
Weber.
Weinman.
Westphal.
Ziller.
Zimmermann.

Ont voté contre (1) :

MM.
Abdoulkader Moussa
Ali.
Aillères (d').
Ansquer.
Anthonioz.
Mme Aymé de
La Chevrelière.
Baillly.
Balança.
Baridon (Jean).
Barillon (Georges).
Bas (Pierre).
Mme Batier.
Baumel.
Bécam.
Belcour.
Bénard (François).
Beraud.
Berger.
Bichat.
Bignon.
Bisson.
Bizet.
Blary.
Boinvilliers.
Boisdé (Raymond).
Bonnet (Christian).
Bordage.
Borocco.
Boscary-Monsservin.
Bourgeois (Georges).
Bourgoin.
Bousquet.
Bousseau.
Boyer-Andrivet.
Bozzi.
Brial.
Bricout.
Briot.
Buot.
Buron (Pierre).
Caill (Antoine).
Caillaud.
Caillé (René).
Capitant.
Catalifaud.
Catin-Bazin.
Chalandon.
Chambrun (de).
Chapalain.
Charlé.
Charret.

Chassagne.
Chauvet.
Chedru.
Christians.
Clostermann.
Cointat.
Cornet (Pierre).
Cornette (Maurice).
Couderc.
Coumaros.
Cousté.
Darnette.
Danel.
Danilo.
Dassault.
Degraeve.
Delachenal.
Delatre.
Delong.
Deniau (Xavier).
Denis (Bertrand).
Deprez.
Destremau.
Mlle Dienesch.
Dijoud.
Domnati.
Dusseaux.
Duterne.
Duval.
Ehm (Albert).
Faggianelli.
Falala.
Fanton.
Favre (Jean).
Feit (René).
Flornoy.
Fossé.
Foyer.
Frya.
Georges.
Gerbaud.
Girard.
Giscard d'Estaing.
Godefroy.
Grally (de).
Granet.
Grimaud.
Griotteray.
Grussenmeyer.
Guichard (Claude).
Guillermis.
Habib-Deioncle.
Hamelin.

Hauret.
Mme Hauteclocque
(de).
Hébert.
Clostermann.
Hinsberger.
Hoffer.
Hoguet.
Inchauspé.
Ithurbide.
Jacquet (Marc).
Jacquinot.
Jamot.
Jarrot.
Jenn.
Julia.
Kaspereit.
Krieg.
Labbé.
La Combe.
Laudrin.
Le Bault de La Mori-
nière.
Le Douarec.
Lehn.
Lemaire.
Lepage.
Lapeu.
Lepidi.
Le Tac.
Limouzy.
Lipkowski (de).
Litoux.
Luciani.
Macé (Gabriel).
Macquet.
Mallot.
Mainguy.
Malène (de la).
Marette.
Marie.
Massoubre.
Mauger.
Meunier.
Miossec.
Mohamed (Ahmed).
Mondon.
Morison.
Nessler.
Neuwirth.
Noël.
Offroy.
Ornano (d').

Se sont abstenus volontairement (1) :

MM. Commenay et Douzans.

N'ont pas pris part au vote :

Mme Baclet.

MM.
Barrot (Jacques).
Baudouin.
Billères.
Boscher.
Broglia (de).
Cerneau.

Charles.
Delmas (Louis-Alexis).
Fouchier.
Guibert.
Haigouët (du).
Hunault.
Jacson.
Lainé.
Le Theule.

Maujoui du Gasset.
Métayer.
Moulin (Jean).
Pidjot.
Pierrebouge (de).
Restout.
Sanford.
Sudreau.

Excusés ou absents par congé (2) :

(Application de l'article 159, alinéas 2 et 3, du règlement.)

MM. Beauguitte (André) et Roche-Defrance.

N'a pas pris part au vote :

M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale.

Ont délégué leur droit de vote :

(Application de l'ordonnance n° 58-1066 du 7 novembre 1958.)

MM. Cazelles à M. Cassagne (René) (maladie).
Dassault à M. Quentier (René) (maladie).
Marin à M. Cermolacce (maladie).
Mohamed (Ahmed) à M. Luciani (maladie).
Ramette à M. Lamps (accident).
Saïd Ibrahim à M. Sabatier (maladie).
Thomas à M. Rey (Henry) (maladie).

Motifs des excuses :

(Application de l'article 159, alinéa 3, du règlement.)

MM. Beauguitte (André) (maladie).
Roche-Defrance (maladie).

- (1) Se reporter à la liste ci-après des députés ayant délégué leur vote.
(2) Se reporter à la liste ci-après des motifs des excuses.

Ce numéro comporte le compte rendu intégral des deux séances
du mardi 6 juin 1967.

1^{re} séance : page 1603. — 2^e séance : page 1613.